



CAHIERS DE la taupe

L'INTERVENTION



SYNDICALE

P. 7

3 Frs - OCTOBRE 1976

LCR -
DOCUMENTATION
CENTRALE

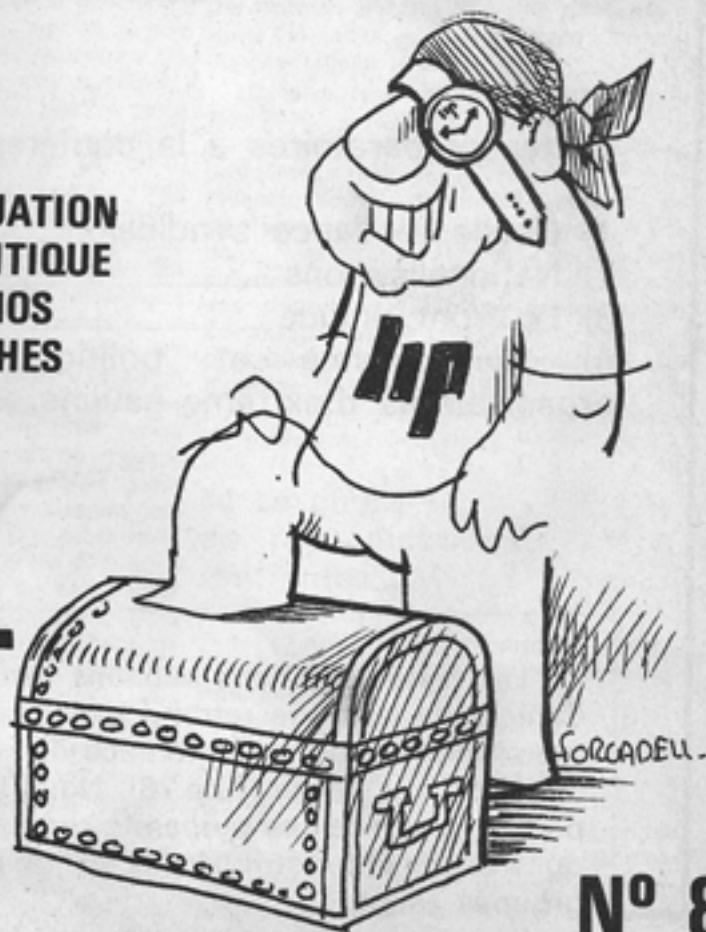


CRISE REVOLUTIONNAIRE ET DUALITE DE POUVOIR

Page 16

LA SITUATION POLITIQUE ET NOS TACHES

P. 3



N° 8



CAHIERS DE LA TAUPE

SOMMAIRE :

La situation politique
et nos tâches : P. 3

L'intervention syndicale: P. 7

Crise révolutionnaire
et dualité de pouvoir : P. 16

Textes préparatoires à la conférence :

- 1) Quelle tendance syndicale ? _____ P. 27
- 2) Nationalisations _____ P. 29
- 3) Le front unique _____ P. 31
- 4) Syndicalisme et politique : les principales
organisations d'extrême-gauche. _____ P. 35

Les textes que nous publions dans le présent numéro des Cahiers de la taupe retranscrivent les 3 principaux rapports oraux fait lors de la Conférence des groupes taupe rouge de la région parisienne (juin 76). Nous y joignons, en deuxième partie, quatre textes préparatoires à cette conférence, textes qui avaient été distribué aux militants et sympathisants des groupes taupe.

LA SITUATION POLITIQUE ET NOS TACHES

La situation politique de la France se trouve aujourd'hui largement déterminée par l'éventualité de la venue de l'Union de la gauche au pouvoir. En témoignent les débats au sein de la bourgeoisie, comme les discussions dans le mouvement ouvrier (congrès du PC, débats PS-PC, congrès de la CFDT où une demie-heure seulement a été consacrée aux revendications...).

Deux questions se posent donc aux travailleurs : quel débouché politique aux luttes ? Autrement dit : attend-t-on 78 ? et que fera-t-on quand le PC et le PS seront au gouvernement ?

Deux questions que nous traiterons ici et qui déterminent nos tâches dans le court et le moyen terme.

I - Attendre 78 ?

Les responsables du PC nous font souvent le reproche d'être « impatient », de vouloir à tout prix ouvrir une crise politique afin d'accélérer les échéances. Le problème n'est pas là, mais se pose bien plutôt en regard de ce qui est notre objectif : le socialisme. Et dans ce sens, nous agissons toujours en fonction de 2 préoccupations fondamentales qui structurent notre démarche :

- comment renforcer la classe ouvrière dans son combat ?

- comment élever son niveau de conscience ?

... Tout cela en partant des exigences immédiates des travailleurs.

De fait, nous vivons une situation contradictoire, car si d'un côté la masse des travailleurs qui vote PC voire PS pense qu'il n'y a pas d'autre solution que d'attendre 78, elle n'en tire pas pour autant la conclusion que d'ici là il ne faut rien faire et mettre les revendications sous le boisseau. Il n'y a pas pour la majorité des travailleurs de lien entre la lutte pour les revendications et le renversement du gouvernement (au début de la lutte tout au moins). Ce lien, il se tisse en pratique, au cours des luttes, dans la mesure où toute grève massive et prolongée pour la satisfaction des revendications se heurte à l'appareil d'Etat (ce phénomène ne se limite d'ailleurs pas à la seule classe ouvrière mais est vécu par d'autres couches sociales ; cf. de nombreux exemples : PTT, Renault, Chausson, le Parisien libéré, les viticulteurs, la Corse, le mouvement étudiant, la grève SNCF, etc...).

Dans tous ces cas là, à chaque fois, on s'est heurté à l'Etat patron ou à ses institutions et pour toutes ces luttes, pas une seule victoire significative ! (la seule exception importante est celle de la grève Dassault dans la métallurgie où, à l'échelle d'un trust et dans des conditions économiques particulières, la lutte a été victorieuse).

En pratique donc, les travailleurs font l'expérience que tant que ce gouvernement est en place les revendications ne seront pas satisfaites et c'est cette expérience concrète qui, au cours même de la lutte, les amène à se poser la question du débouché politique.

Dans une telle conjoncture, les stratégies des directions syndicales (le « harcèlement » cher à E. Maire ou les « journées nationales d'action » de Seguy) sont totalement inefficaces. Elles conduisent à gérer loyalement la combativité et à s'en remettre - au niveau politique - aux élections de 78, c'est-à-dire en dernière analyse à l'Union de la gauche et au Programme commun. Il s'agit de ne pas gêner par des luttes inopportunes la stratégie électorale des partis ouvriers ! Edmond Maire, quant à lui, justifie cette tactique en dénonçant ceux qui avancent les revendications unifiantes ; en fait, dit-il, vous manipulez les travailleurs, votre « surenchère économique » a un but : renverser le pouvoir... et cela, vous le cachez aux travailleurs ! Belle entourloupette ! En fait, Maire le sait bien, les travailleurs avancent en marchant ; et si aujourd'hui il y avait une grève nationale sur les 35 heures, les travailleurs - dans le cours même de la grève - avanceraient d'autres revendications. Comme en 1968 où la classe ouvrière est partie de revendications sur la Sécurité sociale pour aboutir à des mots d'ordre politiques tels que « 10 ans ça suffit ! »... Et c'est bien de cette dynamique qu'ont peur les directions syndicales : ne pas avancer les échéances, ne pas gêner l'Union de la Gauche... Alors on maintient les 40 heures bien que de nombreux syndicats CGT et plusieurs fédérations CFDT avancent les 35 heures ! ... on refuse de mettre en avant la nationalisation de Lip, etc, etc...

Le bilan d'une telle politique est clair. A les entendre les directions syndicales voulaient faire la preuve que ce gouvernement était opposé aux travailleurs, qu'il refusait la négociation... Or qu'en est-il ? Les convaincus bien sûr restent convaincus... mais en se plaçant sur le terrain

même du pouvoir, on laisse à celui-ci le loisir d'argumenter sur la crise économique, sur les priorités, etc... A se battre à coup de « crédibilité », de « responsabilité » dans le cadre du système, on court à l'échec. Echec sur le plan revendicatif - on l'a vu - mais échec qui peut avoir des conséquences politiques :

- on provoque le découragement des travailleurs les moins politisés (voir le petit redressement de Force ouvrière aux élections professionnelles)

- par cette tactique de harcèlement, de luttes partielles sans perspective unifiante, on facilite la propagande du pouvoir contre ceux qui « créent l'agitation sociale », « qui veulent le désordre » misant sur l'inquiétude d'une série de couches sociales et on ne permet pas à la classe ouvrière d'apparaître comme une force offensive capable justement de polariser ces couches. Et cette tactique, née de considérations électoralistes, peut même se transformer en son contraire en laissant toute l'initiative au gouvernement à propos du chantage à la crise.

Dans cette situation que devons-nous faire ?

Il nous faut répondre à deux problèmes : comment faire aboutir nos revendications ? Comment chasser ce gouvernement ?... en comprenant que ces deux problèmes ne sont pas automatiquement liés dans la conscience des travailleurs. Première préoccupation dès lors : montrer quelle est la façon la plus efficace de mener les luttes, cela afin d'obtenir le meilleur rapport de forces possible dans une période où le chômage peut peser sur les luttes.

A) Le choix de revendications unifiantes...

... que ce soit l'unité chômeurs-travailleurs, femmes-hommes, travailleurs français-immigrés.

Trois exemples :

1) Le temps de travail : réduction à 35 heures sans diminution de salaires, voilà le mot d'ordre central !

Cette revendication n'a rien de maximaliste aujourd'hui. Dans le bâtiment par exemple, où la semaine dépasse largement les 40 heures, les entreprises avaient abaissé le temps de travail à 35

heures avec, évidemment, diminution du salaire. Quand les patrons ont voulu revenir aux horaires habituels, les travailleurs ont fait grève pour les 35 heures avec maintien du salaire intégral. On pourrait aussi citer nombre de sections ou de fédérations qui ont d'ores et déjà repris ce mot d'ordre ressenti comme une nécessité par une partie importante des travailleurs. Au contraire, les 40 heures paraissent insuffisantes tant par rapport à l'évolution même des conditions de travail (dans certains secteurs où le travail posté est développé, les travailleurs avancent 33 H 30) que comme solution au problème du chômage.

2) **Les salaires** : 2 000 Frs minimum, 300 Frs pour tous, reconnaissance de la qualification, à travail égal salaire égal...

Ces revendications ont été au cœur des dernières luttes de la métallurgie et pas une seule fois les fédérations ne les ont prises en charge. Mieux, on sait que la CGT avance depuis longtemps la perspective de la grille unique de l'OS à l'ingénieur. Or, quelles que soient les réserves que l'on puisse faire par ailleurs, cette revendication a disparu au moment même où le patronat de l'UIMM mettait en place sa grille et où se développaient les luttes contre cette grille ! Excellente démonstration de la façon dont les syndicats mettent sous la table leurs propres revendications quand elles pourraient - même telles qu'elles sont - devenir un axe unificateur pour les luttes.

3) **L'emploi** : Là encore les choix des directions syndicales sont significatifs. De la démonstration de la « viabilité de l'entreprise », comme à Lip, aux condamnations chauvines (« c'est la faute aux américains », « restons français ») de la CGT qui nient la réalité d'un marché mondial, on est vite conduit à des discours sur Giraud plutôt que Neuschwander ou inversement... On voit mal comment pourrait s'unifier la lutte sur l'emploi autour de tels axes, alors que le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier - repris par les centrales syndicales - permettrait au moins de maintenir l'emploi et dans certaines branches (par exemple là où existe un statut commun) de développer l'unité des travailleurs.

B) Donc des revendications unifiantes, mais aussi des formes d'organisation et d'action...

... qui permettent de faire participer à la lutte le maximum de travailleurs (à l'image de la grève active des Lips). C'est

pourquoi nous proposons et soutenons toutes les formes d'auto-organisation de la plus élémentaire (l'Assemblée générale par service) à la plus élevée : le comité de grève élu... en comprenant bien qu'en aucun cas il ne s'agit de faire de ces formes d'auto-organisation un sujet de division supplémentaire des travailleurs. Au contraire, elles doivent apparaître comme le moyen de renforcer l'unité des syndicats, de veiller sur elle contre toute manœuvre de division bureaucratique et si cette unité syndicale est défaillante d'en prendre le relais. En aucun cas elles ne peuvent apparaître comme alternative aux syndicats.

Ces deux éléments sont donc essentiels pour réunir les conditions d'une victoire sur le plan revendicatif. Evidemment nous ne pouvons en rester là. Nous devons aussi expliquer qu'au cours de la lutte nous allons être confrontés au pouvoir et qu'il y a là un **verrou capital**.

La majorité des travailleurs est d'accord avec la perspective d'un gouvernement PC-PS, -ou, plus exactement d'un gouvernement d'Union de la gauche (les travailleurs ne perçoivent en effet, pas encore, que le mouvement des radicaux de gauche est un parti bourgeois qui a justifié des concessions et qui en justifiera d'autres). Mais nous ne pouvons nous satisfaire de la seule perspective du mot d'ordre de gouvernement PC-PS. Il faut aussi dire comment ! Sinon il s'agit d'un ralliement pur et simple aux perspectives réformistes : attendre 78 !... qui se monnaie quotidiennement par les refus que nous avons souligné plus haut.

Alors que reste-t-il ?

Les travailleurs n'ont pas oublié Mai 68.

Mais ils sont conscients que la situation a changé, que depuis, la crise globale de la société s'est aggravée et qu'une nouvelle grève générale risquerait fort d'aller beaucoup plus loin qu'en 68. Or, de **quelles garanties peuvent-ils s'entourer ?** Nous sommes, nous révolutionnaires, peut être sympathiques mais bien petits. Le spectre du Chili n'est pas si loin ! et « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Ce raisonnement, une partie des travailleurs d'avant-garde le tient et même si on ne peut exclure une explosion de ce genre - dont les conditions sont imprévisibles - nous devons avoir présent à l'esprit qu'une crise de type Mai 68 n'est pas le plus probable. Ceci dit, une autre situation doit être immédiatement envisagée : **celle d'élections anticipées** comme réponse à une crise aiguë. Une telle perspective peut apparaître dans deux cas différents :

1) Une grève prolongée, notamment dans le secteur public ou nationalisé (voir les grèves des PTT ou de la SNCF si elles s'étaient étendues...). Imaginons alors le gouvernement reprenant l'argumentation de Chirac à l'époque : « le gouvernement est élu, la grève se fait contre la volonté populaire », en conséquence nous ne céderons pas ! Si la grève s'étend alors en grève générale - ce qui est peu probable - ou si les travailleurs, exigeant que leurs revendications soient satisfaites, remettent en cause la légitimité d'un pouvoir minoritaire aux cantonales, on peut rapidement aboutir à une situation qui contraigne de fait le pouvoir à appeler à des élections anticipées. C'est, pour exemple, ce qui s'est passé en Angleterre lors de la grève des mineurs : le gouvernement refusant de céder, les mineurs ont prolongé leur mouvement l'obligeant ainsi à démissionner et à recourir à de nouvelles élections qui ont donné la victoire aux travaillistes.

2) Mais une autre situation peut déboucher en France sur des élections anticipées : une défaite de la majorité aux municipales. Si cette défaite apparaît clairement, les travailleurs auront le sentiment non pas que le gouvernement peut devenir minoritaire, mais **qu'il l'est devenu**, et qu'il n'a donc plus autorité pour gouverner en fonction de sa propre légitimité bourgeoise !

Dès lors, soit les travailleurs - comme en 1936 - s'engagent dans une grève générale (ce qui pour nous implique de centrer la bagarre autour des questions de l'auto-organisation des travailleurs, de la centralisation...), soit ils attendent que le PC et le PS assument leurs responsabilités sans se lancer dans l'action revendicative. C'est à nous alors qu'il appartiendrait de populariser le mot d'ordre d'élections immédiates afin de montrer aux masses que leurs partis ne sont pas conséquents avec eux-mêmes. Electoralisme de notre part ?... Certains camarades pourraient le penser... Pourtant le problème n'est pas là. Il est bien plutôt de savoir si un mot d'ordre permet, à un moment donné, de faire avancer la mobilisation, d'élever la conscience des travailleurs. Ainsi, quand le PC et le PS expliquent : « Modérons les revendications, soyons réalistes, attendons 78 », ils sont électoralistes : ils subordonnent la lutte des classes aux échéances électorales. Mais si le mot d'ordre d'élections immédiates permet au contraire d'entraîner les travailleurs sur le terrain extra-électoral, sur le terrain des luttes, par des manifestations, pétitions, grèves, etc... il devient alors le moyen d'imposer un gouvernement PC-PS par l'action sans respecter les règles du jeu de la bourgeoisie. Pour autant, nous ne saurions nous contenter de ce mot d'ordre tel quel.

Il faudrait avancer des revendications démocratiques - comme élections à la proportionnelle intégrale - mais aussi mener une campagne pour expliquer ce qu'est la démocratie ouvrière :

- révocabilité des élus
- possibilité pour tous d'être candidats
- absence de tout privilège
- etc...

Le plus probable, cependant, en raison même du poids des réformistes, c'est qu'ils n'arriveront au gouvernement qu'au terme « légal », c'est à dire en 78.

II - L'union de la gauche au gouvernement

Nous voici confrontés au second problème évoqué : que faire une fois l'Union de la gauche au gouvernement ?

Pour nous, l'important est moins ce que veulent vraiment les directions du PC et du PS que ce que les masses ressentiront lors de l'accession du PC et du PS au gouvernement. A ce titre la façon dont ils y viendront n'est pas indifférente :

- soit un nouveau mai 68
- soit des élections anticipées
- soit 78 à froid

...car cela n'a pas les mêmes implications pour le niveau de conscience auquel sont parvenus les travailleurs. Tout le problème sera donc de savoir comment passer d'un « gouvernement de gauche » au pouvoir des travailleurs. Et pour cela, nous devons nous préoccuper des sentiments et du niveau de conscience des masses.

Pour toute une partie des travailleurs - et pas forcément les plus politisés - c'est la satisfaction des revendications qu'ils exigeront tant pour les salaires que pour les conditions de travail.

- Par contre, les travailleurs qui font le plus confiance au PC et au PS seront sûrement sensibles aux argumentations réformistes quant à « l'irresponsabilité » de certaines revendications quantitatives qui font le jeu de la droite (voir à propos du Chili les arguments du PC).

Dans tous les cas, bien sûr, les révolutionnaires devront appuyer les travailleurs en lutte pour leurs revendications mais il serait absurde de commencer par une simple surenchère revendicative. Au contraire, nous aurons à mettre l'accent sur le contrôle qui peut exprimer la défiance des travailleurs par rapport aux directions réformistes.

A ceux qui argumentent sur la nécessité de raffermir le gouvernement contre la droite, de ne pas faire le jeu de la réaction... nous répondrons d'accord : et c'est bien pourquoi...

- contre la spéculation, la fuite des capitaux, etc, nous luttons pour le con-

trôle des travailleurs des banques sur leur entreprise

- contre les conséquences de la crise, le chômage, nous luttons :

- pour que les travailleurs aient un droit de veto sur les conditions de travail, les salaires, les cadences...

- pour la nationalisation des grandes entreprises sans indemnité ni rachat

- contre le complot impérialiste qui tentera d'étrangler économiquement l'Union de la gauche, nous exigeons le **monopole du commerce extérieur**

- contre les complots militaires et fascistes qui s'organiseront dans l'armée, nous luttons pour le **développement d'une organisation autonome de soldats liée au syndicalisme ouvrier.**

D'une manière générale, il faudra lutter pour le contrôle des travailleurs sur l'ensemble des activités économiques et politiques au travers du développement des formes d'auto-organisation.

De la même façon que pour les comités de grève, il ne faudra surtout pas opposer ces comités qui prendront naissance dans les entreprises, les quartiers, etc. aux organisations syndicales. Minoritaires, nous devons gagner à nos idées, à la révolution les travailleurs du PC et du PS, les sans partis... Il nous faudra donc combattre pour obtenir des partis réformistes la reconnaissance de ces comités unitaires.

De ce point de vue, nous devons tirer le bilan de la politique menée par les maoïstes au Portugal — politique d'ailleurs largement répandue dans toute l'extrême-gauche — et qui consistait à opposer ces comités aux partis réformistes voire à en exclure les travailleurs qu'ils influençaient... Politique d'isolement des révolutionnaires qui ne pouvait conduire qu'à une vision putschiste de la révolution.

L'autre problème qui se posera sera celui de la centralisation de ces comités. Ce phénomène comme l'ont montré les expériences de l'Italie et du Portugal n'est pas spontané :

Premièrement, il faudra tenir compte de la profonde diversité de ces comités : diversité quant aux couches sociales qu'ils organisent, quant au mode de désignation, etc.

Deuxièmement, les réformistes même contraints de reconnaître ces comités s'opposeront de toutes leurs forces à leur centralisation et s'efforceront d'en limiter au maximum les pouvoirs ; soit comme en Italie par exemple, en les transformant peu à peu en sections syndicales, soit comme au Portugal dans certaines régions en les transformant en appendice des cellules entièrement subordonnées à la politique du ou des partis réformistes.

La centralisation devra donc apparaître aux yeux de la masse des travailleurs

comme une exigence naturelle née des **nécessités de la lutte.**

Par exemple :

- la nécessité d'une coordination des comités au niveau d'un trust, d'une région...

- Dans l'armée, pour faire face à l'Etat major réactionnaire, la coordination des comités de soldats apparaîtra comme indispensable...

Enfin, ces comités devront pouvoir s'exprimer au travers d'une presse nationale. Là encore, il faut tirer les leçons de « l'affaire Republica » au Portugal. Il faudra faire en sorte que ces divers comités puissent s'exprimer le plus largement possible mais qu'en même temps ce pouvoir ouvrier - même embryonnaire - n'apparaisse pas comme interdisant la parole à qui que ce soit (sauf bien sûr aux tenants de l'idéologie raciste, fasciste). On ne peut, en effet, combattre les illusions dans la classe ouvrière sur les « charmes de la démocratie bourgeoise » qu'en prouvant **concrètement** qu'il peut exister un pouvoir infiniement plus démocratique que celui qu'ils connaissent.

Mais si notre tâche essentielle est bien d'œuvrer à l'apparition et au développement de ces organes de double pouvoir, il serait faux d'en déduire que les travailleurs parce qu'ils peuvent exercer un certain pouvoir local sont prêts à réclamer tout le **pouvoir**. Pour passer ainsi d'une situation de double pouvoir localisé à une situation de double pouvoir réel, central, où face à l'Etat bourgeois apparaissent déjà un autre instrument de pouvoir, deux choses sont indispensables :

- que les travailleurs, dans leur masse aient conscience que le PC et le PS au pouvoir se contentent de **gérer le pouvoir bourgeois** et s'opposent dans les faits à ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs.

- que ces travailleurs aient fait l'expérience pratique de la supériorité de la démocratie des conseils sur la démocratie bourgeoise parlementaire.

Pour mener à bien cette double démonstration, il est bien évident que se contenter de hurler à la trahison des directions réformistes est tout à fait inefficace. Au contraire, nous devons, avec les travailleurs, lutter pied à pied pour arracher le **maximum de libertés démocratiques** :

par exemple :

- la proportionnelle intégrale
- le droit de vote aux immigrés
- le contrôle et la révocabilité des élus
- l'élargissement des droits syndicaux et politiques dans l'entreprise
- la mise à la disposition des collectifs de travailleurs des différents moyens d'expression
- l'élection des officiers, etc.

A travers ces luttes, les travailleurs feront l'expérience des limites de la démo-

cratie bourgeoise et de ceux qui l'érigent en modèle (y compris donc les réformistes). De la même façon nous devons nous opposer à la volonté du PC et du PS de se contenter de gérer l'Etat bourgeois en collaborant avec des partis de la bourgeoisie. C'est là en effet le sens profond du programme commun : respecter l'économie capitaliste et l'Etat bourgeois au prix de quelques réformes.

Cependant, comme nous l'avons vu, ce gouvernement représente pour les travailleurs un moyen de parvenir au socialisme. C'est pourquoi nous aurons à adopter une démarche d'explications pédagogiques au travers de revendications qui tiennent compte de la volonté de la classe ouvrière. Ainsi, nous exigerons que ces partis rompent avec la constitution de 1958 en refusant de garder Giscard, rompent avec les partis bourgeois (les radicaux de gauche bien sûr mais aussi toutes les personnalités ou groupes bourgeois qui rallieraient le gouvernement).

- nous nous battons pour un gouvernement qui s'appuie sur les masses, sur les conseils ouvriers, qui impulse l'auto-défense des travailleurs.

Pour certains travailleurs qui croient encore que leurs directions « manœuvrent astucieusement » en cachant leurs buts réels sous une phraséologie réformiste, il faut expliquer qu'elles feront exactement ce qu'elles disent (et même plus) et qu'il n'est pas question de parvenir au socialisme, de faire la révolution par surprise après des années et des années de pratiques de collaboration de classe.

En résumé, trois erreurs à ne pas commettre :

- le **sectarisme** : croire à un débordement minoritaire des directions réformistes, croire que l'on peut se dispenser de militer à gagner à nos idées la majorité des travailleurs (voir l'exemple du FUR portugais).

- l'**attente de la trahison des réformistes** : croire que la défaite des réformistes ouvrira la voie aux révolutionnaires sans comprendre que cela n'est possible que si les masses ont acquis au cours de la lutte la conviction qu'elles pouvaient se passer de leurs partis traditionnels et mettre à l'ordre du jour le pouvoir des conseils. On ne construit pas le socialisme sur la base d'une défaite (vécue comme telle) des travailleurs.

- l'**opportunisme** : c'est l'attitude du PSU et de la tendance « Manifesto » du PDUP italien : se basant sur la petitesse des révolutionnaires, ils concluent qu'il y a peu de chance de faire la révolution si on ne convainc pas les réformistes (qui ont la confiance de la masse) de la faire avec nous.

Il y a bien sûr, une remarque juste : nous ne ferons pas la révolution sans la grande masse des travailleurs du PC et de

ceux qui suivent le PS ! Mais le PSU et le PDUP ne disent pas que cela et développent de dangereuses illusions sur la politique et la direction du PC en croyant que s'il existait un parti extérieur pour l'aiguillonner, la direction du PC pourrait basculer, au moins en partie, du côté de la révolution...

On peut rapidement mesurer l'utopie d'une telle démarche qui s'accompagne de compromissions avec ces directions, contribuant ainsi à faire régresser un certain nombre de travailleurs sur le point de rompre avec ces partis et à renforcer aux yeux des masses la « crédibilité révolutionnaire » des directions réformistes.

III) Notre politique unitaire

La nécessité d'une telle politique est évidente. La meilleure propagande du monde, sans rapport de force, sans initiative, ne peut nous permettre que de commenter la lutte des classes et non d'y intervenir.

Au moment de la crise, les partis réformistes seront secoués par des remises en question, des ruptures ; des militants seront alors prêts à rejoindre les révolutionnaires si ceux-ci sont assez forts et pas trop divisés... Il faut maintenant jeter les bases de ce regroupement pour faire, dans la voie de la construction du parti révolutionnaire, un pas qualitatif. Mais il ne s'agit pas seulement de s'unir pour « faire gros », pour créer une « dynamique » mais pour appliquer une politique unique :

a) d'abord, donc, un accord sur la **stratégie des conseils et sur l'affrontement de ces conseils avec l'Etat bourgeois** qui implique le refus de soumettre ces conseils à la tutelle de l'Etat (CERES ou direction de la CFTD). Ladessus, le PSU reste très ambigu !

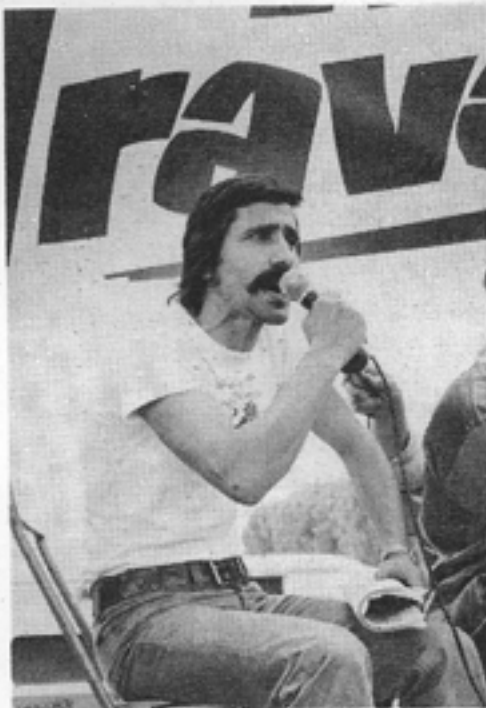
b) Ensuite, **accord sur une politique unitaire vis-à-vis des réformistes**, cela sans sectarisme ni opportunisme, ce qui implique l'unité d'action sur des objectifs concrets, mobilisateurs, proposés au sommet et à la base de ces partis... en prenant d'ailleurs des initiatives pour imposer cette unité.

Dans ce sens on peut donner l'exemple de nos propositions unitaires sur la question de l'armée :

- unité sur la défense des emprisonnés, sur le droit d'organisation des soldats et non sur la question de l'anti-militarisme et du syndicat de soldats !

C'est au cours de telles batailles, concrètes, que les masses iront de l'avant et se rendront compte que les directions de leurs partis reculent. C'est ce que nous appelons une tactique de front unique ouvrier.

Si ces deux questions (a) et (b) sont remplies, l'unité peut se faire et pas seule-



ment au niveau d'actions ponctuelles mais avec un réel travail de masse commun :

- dans les syndicats
- dans la jeunesse
- dans le mouvement femme
- dans l'armée
- et sur le terrain politique, électoral (ex de l'Italie).

Cela permettrait de développer un débat concret :

- sur le parti révolutionnaire
- sur l'intervention de masse

Nous ne savons pas quels seront les résultats de cette politique, en raison de l'opportunisme de la direction du PSU, du sectarisme de Lutte Ouvrière et de Révolution ! Mais l'Italie, le Portugal montrent qu'en période de crise, les changements peuvent être rapides.

En conclusion, nous dirons que la situation aujourd'hui est difficile :

- hétérogénéité du niveau de conscience dans la classe ouvrière
- le rapport de force pour les révolutionnaires n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, favorable.
- la politique unitaire est difficile et risque de l'être plus encore dans la période qui vient.

Cependant, il n'y a pas de raccourci possible et les révolutionnaires doivent aussi apprendre la patience !

- encore et toujours : s'implanter
- se former, lire, apprendre pour être capable, en fonction du niveau de conscience des travailleurs, des rythmes de la lutte des classes, de les arracher à l'influence des réformistes, de les gagner à la révolution !



L'INTERVENTION SYNDICALE

1. militer dans les syndicats : une nécessité !

1) L'attitude par rapport au mouvement syndical : une ligne de clivage permanente

Dans le premier rapport, la camarade Jeannette a expliqué qu'il ne s'agissait pas pour nous d'être impatients ou de vouloir « la révolution tout de suite » mais de chercher en permanence à répondre à 2 questions : « Comment renforcer la classe ouvrière dans son combat ? Comment l'éduquer ? ». C'est à partir de ces deux questions que nous devons aussi aborder les problèmes posés par la nécessité de militer dans les syndicats et par le type de militantisme syndical que nous devons faire. En effet, si nous avons des divergences sur le travail syndical avec les militants du PCF mais aussi avec les militants des groupes révolutionnaires tels que Lutte Ouvrière ou Révolution !, c'est que nous n'avons pas les mêmes réponses à ces deux questions. Au demeurant l'attitude par rapport au mouvement syndical a de tous temps constitué une ligne de clivage au sein du mouvement ouvrier. Des syndicalistes révolutionnaires aux réformistes classiques, en passant par les réformistes stalinien, les courants ultra-gauches et les révolutionnaires, les divergences ont été permanentes.

2. Pourquoi cette diversité ?

Chaque courant cherche à résoudre à sa façon une contradiction réelle. D'un côté nous avons le système capitaliste contre lequel il est nécessaire de lutter quotidiennement pour limiter les effets de l'exploitation. C'est à dire que nous nous battons, que la classe ouvrière se bat, pour des réformes dans le cadre même du système. Sur les salaires par exemple.

De l'autre côté, nous sommes vaincus qu'il n'y aura pas d'acquis durable pour les travailleurs sans l'abolition du salariat et du patronat, l'abolition du système d'exploitation et d'oppression que constitue le système capitaliste.

C'est à dire que le problème qui est posé, la contradiction que cherche à dépasser chaque courant du mouvement ouvrier est la suivante : comment passer de la lutte de masse à la lutte de classe, de la lutte pour des réformes dans le cadre du système, à la lutte pour l'abolition du système.

3. Une diversité liée à la situation de la classe ouvrière

Pour nous, cette contradiction est liée à la situation même de la classe ouvrière dans la société capitaliste. A la différence de la bourgeoisie qui occupait des postes de commande notamment économiques - avant même la révolution bourgeoise - la classe ouvrière, suivant l'expression de Marx « n'a que ses chaînes à perdre ». La classe ouvrière n'est pas seulement exploitée. Elle est aussi profondément aliénée c'est à dire qu'elle n'a pas en permanence clairement conscience de la situation dans laquelle elle se trouve. La force principale du capitalisme ne réside pas dans ses moyens de coercition (même si en dernière instance la bourgeoisie peut être amenée à utiliser sa police, son armée, ses bandes parallèles contre les ouvriers). Elle réside dans sa capacité à présenter la situation comme une situation normale : « Il faudra toujours des patrons », « Il faudra toujours des dirigeants et des dirigés »... entendons-nous souvent.

La classe ouvrière est aliénée, c'est à dire qu'elle n'a pas conscience à tout moment, en tant que classe, de la nécessité de renverser le système capitaliste. Au contraire, des différenciations profondes existent en son sein. Une minorité de travailleurs comprend la nécessité de transformer radicalement les structures mêmes et s'organise pour le faire. Une autre minorité comprend qu'il

est indispensable de se battre quotidiennement pour améliorer la situation des salariés. Enfin la masse de la classe ouvrière - syndiquée ou pas - est amenée à suivre ou à refuser, en fonction des situations, les initiatives prises par les partis et les directions syndicales.

Cette situation, caractérisée par l'hétérogénéité des niveaux de conscience, se modifie au travers des luttes et des expériences de la classe ouvrière.

4. Le syndicat organise la classe ouvrière telle qu'elle est

Pour nous, c'est cette double réalité - existence de différents niveaux de conscience, prise de conscience dans la lutte - qui explique qu'il existe différentes formes d'organisation de la classe ouvrière et que celles-ci ne soient pas immuables.

Ainsi, en période révolutionnaire, la contradiction lutte de masse - lutte de classe se résout à échelle de masse. Une majorité de travailleurs comprend qu'elle ne se bat plus simplement pour des réformes limitées mais pour des objectifs plus élevés et s'organise pour remplir les tâches qui découlent de ces objectifs (développement de « l'auto-organisation » sous toutes ses formes : comités d'usines, de quartier, de locataires, etc...).

En période « normale » au contraire, aux différents niveaux de conscience, correspondent des formes d'organisation spécifique. Le parti recrute sur la base d'un programme politique, impose un certain niveau de discipline à ses adhérents. Adhérer au parti, c'est adhérer à une stratégie globale visant à abolir le « système de classes ».

Le syndicat au contraire doit être une organisation de masse, unitaire, de résistance aux empiètements du capitalisme. Le syndicat a pour but d'organiser la classe ouvrière telle qu'elle est avec ses acquis, ses traditions, ses potentialités de lutte mais aussi avec ses illusions résultant notamment du poids de l'idéologie bourgeoise.

Pour nous, la différence entre le syndicat et le parti ne tient pas à une division entre lutte économique et lutte politique, entre programme minimum et programme maximum, à une « division des tâches », mais tient à l'hétérogénéité des niveaux de conscience de la classe ouvrière. Lutte économique et lutte politique sont étroitement liées dans la mesure précisément où c'est à travers la lutte économique que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de la lutte politique.

5. La recomposition du mouvement ouvrier

Cette classe ouvrière « telle qu'elle est » est aujourd'hui en pleine évolution. Une évolution qui se traduit par une « maturation » générale de la classe ouvrière. Les indices de cette maturation sont multiples : évolution des formes de lutte (occupations, remise en marche...), des revendications (revendications unifiantes sur les salaires, les conditions de travail...), entrée en lutte de nouvelles couches de salariés (banques par exemple), apparition de formes d'auto-organisation (comités de grève, délégués de lutte, Assemblées générales décisionnelles...), façon dont sont vécus les éventuels échecs (pas de démoralisation durable...). Par delà ces indices, deux points sont fondamentaux.

- la radicalisation en profondeur de la masse des travailleurs

- l'apparition d'une couche de travailleurs qui a rompu de façon durable avec la pratique réformiste des luttes. Ce que dans notre jargon nous avons appelé lors du 1er congrès de la Ligue Communiste révolutionnaire l'« Avant-garde ouvrière large ».

Cet état de fait s'est bien sûr traduit au sein des organisations ouvrières. Le gonflement spectaculaire du Parti socialiste ou la remontée de la CFDT pour ne prendre que ces deux exemples, en sont des signes évidents. Il faut être aussi borné et dogmatique que l'OCI pour confondre Piaget et Paul VI et titrer dans Informations ouvrières à propos de la lutte des Lip « Tous frères en Jésus Christ » ! Mais là encore, par delà les visions un peu simplistes, un élément est essentiel : la recomposition du mouvement ouvrier est passée, sur le terrain syndical, par deux organisations : la CGT et la CFDT. C'est à dire que d'une part les travailleurs qui se radicalisent leur font prioritairement confiance et que, d'autre part, l'énorme majorité des travailleurs combattifs et de l'avant-garde ouvrière large dont nous parlions tout à l'heure, se trouve en leur sein. Certes, certains d'entre eux, écoeurés par le cassage des luttes ou la pratique



bureaucratique, ont pu désertier le syndicat. C'est une réalité dont nous devons tenir compte localement dans notre intervention mais qui ne doit pas masquer pour nous l'essentiel.

De plus, même si 25 % seulement des travailleurs français sont syndiqués, CGT et CFDT n'en constituent pas moins des forces très importantes dans la mesure où en particulier ce sont les seules organisations capables de centraliser les luttes... ou d'interdire cette centralisation.

6. Militer dans les syndicats : une nécessité

Affirmer cela, c'est affirmer que nous ne ferons pas la révolution si nous n'avons pas gagné à nos idées sinon la majorité des syndicats, du moins des minorités significatives d'entre eux, c'est à dire des minorités qui influent sur la vie syndicale.

Il n'est pas possible, dans le cadre d'un rapport, d'aborder tous les aspects du militantisme dans les syndicats. Nous aborderons donc uniquement trois points : les rapports du syndicat avec la « politique », les problèmes du fonctionnement démocratique des syndicats et enfin les rapports CGT-CFDT, en essayant de voir dans chaque cas comment nous devons nous y prendre pour renforcer le combat de la classe ouvrière et éduquer les travailleurs.

II. Syndicat et politique

Aujourd'hui, il n'y a que Force Ouvrière et des groupuscules type CFTC ou syn-

dicats autonomes pour se prétendre apolitiques. Quand on connaît, par exemple, leurs prises de position par rapport aux contrats de progrès ou à la réforme de l'entreprise, nous voyons ce que signifie cet apolitisme. Un apolitisme qui, comme d'habitude, est un apolitisme de droite !

Mais si CGT et CFDT sont d'accord pour condamner un apolitisme qui ne saurait être que de façade des divergences sérieuses n'en demeurent pas moins, non seulement sur les prises de positions politiques, mais sur les rapports mêmes du syndicat avec la politique et les partis politiques. Ainsi la CGT soutient le programme commun alors que la CFDT refuse de « se lier à un programme de gouvernement ». Ainsi les statuts de la CFDT interdisent le « cumul des mandats politiques et syndicaux » alors que Seguy et Krasucki, secrétaires confédéraux de la CGT sont aussi membres du BP du PCF.

Que faut-il en penser ? Quelle doit être notre position ? Comment intervenir dans les syndicats sur ces problèmes ?

1) Notre position

Le document diffusé en vue de la préparation de cette conférence, et partant sur le fonctionnement démocratique du syndicat, reprend une des thèses du 3ème congrès de l'Internationale Communiste : « Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas de question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier ».

Nous faisons notre une telle affirmation qui est dans la traduction concrète du fait qu'il n'existe pas de séparation entre la lutte économique et la lutte politique.

Comment devons-nous le comprendre ?

- Il n'existe pas de division des tâches entre le syndicat et le parti. Le syndicat doit intervenir sur tout mais en fonction des travailleurs qu'il regroupe et du niveau de conscience de la masse des salariés. Le syndicat doit être une organisation de masse et une organisation de classe et tenir compte en permanence des deux aspects. Cela signifie en particulier que, compte tenu de l'existence de différentes options politiques en son sein, il ne doit pas remettre en cause son unité. Ainsi dans un interview donné à la Vie ouvrière « Spécial 50ème anniversaire » Krasucki explique que la CGT n'a pas pris position en 1956 lors des « événements de Hongrie » compte tenu des divergences existant en son sein. On peut regretter que cette préoccupation ne soit pas constante. L'affaire des comités de soldats est là pour nous le rappeler.

- s'il n'existe pas de division des tâches, le syndicat doit cependant conserver son indépendance par rapport à tous les partis. C'est à dire que nous sommes contre les liens organiques entre le syndicat et le parti, tels qu'ils peuvent par exemple exister entre les Trades Unions britanniques et le Parti travailliste ou entre les centrales uniques et les partis uniques dans certains pays africains.

Nous sommes contre car, compte tenu du niveau de conscience des travailleurs, ceci remettrait en cause le caractère de masse et unitaire du syndicat (faire un choix politique en adhérant au syndicat) et conduirait à la cartellisation et à la division de la classe ouvrière (à chaque parti son syndicat). De ce point de vue nous ne pouvons pas être d'accord avec la façon dont l'Internationale communiste avait dans ses premiers congrès conçu ses liens avec l'Internationale syndicale rouge.

Ceci ne remet bien évidemment pas en question la possibilité et la nécessité d'actions communes entre les partis et les syndicats.

Ni domaine réservé, ni lien organique. Si nous avons autant insisté sur les problèmes de niveaux de conscience, c'est que notre intervention - sur les problèmes politiques comme sur les autres - est fondamentalement fonction de ça. Niveau de conscience de la masse des travailleurs et différenciations en son sein, c'est à dire en dernière analyse niveau de conscience des travailleurs et rapports de force au sein de la classe ouvrière.

Prenons deux exemples pour illustrer : la CGT et le Programme commun, la CFDT et les Assises.

2) La CGT et le Programme commun

La CGT soutient le Programme commun de l'Union de la gauche après avoir

pris position dès 1963 pour « un » programme commun. Elle a réaffirmé cette position dans ses différents congrès qu'ils soient confédéraux, fédéraux ou de syndicats (à quelques très rares exceptions près).

a) Comment sommes-nous intervenus ?

Il n'est bien évidemment pas question de rentrer ici dans le détail de ce que chaque camarade a pu faire dans sa section syndicale en fonction de son travail antérieur, du fait qu'il était ou non connu comme militant ou sympathisant LCR, ou des travailleurs auxquels il s'adressait. Mais de souligner notre orientation, notamment dans les congrès, et d'une façon générale lors des débats et des votes. Dans les débats nous avons mené des batailles plus ou moins élevées suivant les cas : de la dénonciation du programme commun comme une solution électorale et réformiste à la réserve prudente à partir de points limités (revendications, gestion démocratique, nationalisations) en passant par les interventions sur l'armée, en référence au Chili... la panoplie est fort étendue. Dans les votes, nous avons en général expliqué que « nous étions contre soutenir le Programme commun de la gauche parce que le syndicat n'avait pas à soutenir le programme d'un parti ».

Une telle position constituait en fait une triple erreur.

- d'une part nous posions en principe ce qui ne peut constituer qu'une position tactique en fonction du niveau de conscience des travailleurs. Ainsi en période de crise pré-révolutionnaire, le syndicat pourra être amené à prendre des positions d'un niveau très élevé (sur l'auto-défense ou la centralisation des formes d'auto-organisation par exemple)... défendues par un seul parti.

- d'autre part nous ne tenions pas compte des rapports de force dans le mouvement ouvrier et dans la CGT en particulier. Dans cette centrale en effet, le programme commun « va de soi », même si des travailleurs remettent en question la ligne du PCF par rapport aux luttes. La CGT remettait-elle en question son unité en soutenant le programme commun ? Bien évidemment non !

- enfin, nous menions en réalité deux batailles à la fois : une bataille contre le programme commun et une bataille pour la reconnaissance de l'extrême gauche comme courant du mouvement ouvrier.

Une telle intervention, non seulement « minorisait » les révolutionnaires, mais en outre ne contribuait pas à éduquer la classe ouvrière. Non seulement nous votions avec les droitières « apolitiques » (ce que continue à faire l'OCI) mais nous ne donnions pas les moyens de créer la défiance par rapport au programme commun en réalisant l'unité des travailleurs sur des bases de classe.

Nous devons en effet être bien convaincus que nous ne gagnerons pas à nous la masse des travailleurs par les seules « batailles programmatiques » si ces travailleurs ne font pas dans la pratique l'expérience de la trahison des réformistes.

b) Comment intervenir ?

Alors que faire ? Car il est exclu pour nous de cautionner de quelque façon que ce soit, à titre individuel, le programme commun de la gauche (par exemple en votant un texte ou en signant une pétition y faisant référence). Nous payerions très cher une telle attitude opportuniste lorsque les militants du PCF décideront de mener la bataille contre nous (si nous devons ruser avec les bureaucrates nous ne saurions le faire avec les travailleurs).

Pour autant, nous ne pouvons « débâler toute la ligne » et opposer un programme révolutionnaire au programme réformiste. Une telle attitude n'est pas possible, compte tenu des rapports de force et ne pourrait conduire qu'à diviser la classe ouvrière entre révolutionnaires (très minoritaires) et réformistes. Nous devons donc, à partir de la situation concrète des travailleurs et de leurs expériences, avancer des éléments de notre programme... ce que nous avons appelé « une démarche programmatique en miettes ».

Ainsi, par exemple, nous devons rappeler que nous sommes pour l'unité des partis ouvriers, pour que le syndicat travaille à la réalisation de cette unité, mais que nous ne sommes bien sûr pas indifférents aux bases sur lesquelles se réalise cette unité. Que faut-il penser du programme commun ? Le programme commun nous lie les mains dès aujourd'hui. Au congrès de l'UGFF-CGT le rapporteur a expliqué que les 35 heures « on n'est pas sûr que l'économie pourrait les supporter ! Que ferions nous demain avec une telle revendication si l'Union de la gauche était au pouvoir ? ». Au congrès de la Fédé employés, un délégué a demandé qu'avant de voter les 35 heures « on demande leur avis aux camarades Marchais, Mitterrand et Fabre... car les 35 heures n'étaient pas dans le programme commun ». Alors ? De plus, le programme commun nous lie les mains pour demain... Quelle sera l'attitude de la CGT demain si l'Union de la gauche est au pouvoir et que les travailleurs exigent davantage que ce que prévoit le programme commun ? Tout le programme commun mais rien que le programme commun, dit la CGT. Pourtant il y a fort à parier que sur le plan du contrôle des cadences de la production, notamment, les travailleurs exigeront plus que la simple heure mensuelle d'information syndicale... Alors ?

Ainsi, aussi, nous devons apporter des réponses par rapport aux questions concrètes que se posent les travailleurs.



Voilà la situation, le chômage, l'inflation... Quelles sont les meilleures revendications pour lutter ? Les 35 heures, les 2.000 Frs minimum, les 300 Frs pour tous, constituent des objectifs unifiants et mobilisateurs. Sur ces bases, nous pouvons engager l'action, développer l'action et centraliser les luttes, contraindre le gouvernement à satisfaire les revendications ou à céder la place. Une telle démarche qui pose le problème de luttes d'ensemble de longue durée jusqu'à satisfaction des revendications est contradictoire avec la stratégie électoraliste du programme commun, contradictoire avec le refus du PCF et du PS d'arriver au pouvoir sur la base d'un mouvement de masse. Bien évidemment nous expliquons qu'une telle démarche nous paraît contradictoire avec la ligne actuelle de la CGT (en se basant sur des exemples : SNCF par exemple) mais nous ne soumettons pas un tel amendement au vote contradictoire avec le programme commun. Nous formulons des propositions concrètes par rapport à une situation donnée. Les militants du PCF et ceux qui leur font confiance se divisent régulièrement entre ceux qui ne veulent pas voir leurs luttes bradées au nom du programme commun et sont prêts à aller plus loin avec nous... quitte à vivre concrètement ensuite la trahison des bureaucrates et ceux qui se font les porte-

paroles inconditionnels de la ligne confédérale.

Certes, il ne s'agit là que de trames générales destinées à expliciter notre démarche : elles doivent bien entendu être largement adaptées en fonction des travailleurs auxquels nous nous adressons, de leur situation et de leurs expériences.

Ainsi, nous ne sommes pas opposés à des prises de position politiques, y compris à un niveau très élevé - soutien à un programme politique - de la part du syndicat. Tout est fonction du niveau de conscience des travailleurs et des rapports de force au sein de la classe ouvrière. C'est en fonction de ces deux éléments que nous mettons en pratique une démarche de « front unique » dans les organisations syndicales.

Bien sûr ces batailles sont liées aux batailles sur la démocratie syndicale. Nous y reviendrons dans une 3ème partie.

3) La CFDT et les Assises pour le socialisme

a) les faits.

Un autre exemple des problèmes posés par les rapports partis-syndicats nous est fourni par l'attitude de la CFDT par rapport

aux Assises pour le socialisme.

On se souvient des faits : en octobre 1974 se sont tenues les Assises pour le socialisme à l'appel du Parti socialiste, du PSU et de la fameuse troisième composante constituée sur la base d'un appel signé en juin par un certain nombre de militants dont de nombreux dirigeants syndicaux. Certes au niveau confédéral on s'est défendu d'avoir engagé la CFDT en tant que telle dans l'opération. Pourtant Maire parlait à l'époque de la nécessité de la restructuration de la gauche non communiste et de la création d'un Parti socialiste ouvrier de masse. Pourtant les locaux CFDT ont servi aux réunions de la 3ème composante, de même que ses archives et... jusqu'au papier à en tête de la commission politique CFDT. Au 37ème congrès confédéral CFDT, Maire parlera d'erreurs regrettables et de maladroites. S'il ne s'agissait que de cela, les choses seraient simples ! En fait il s'agissait d'une opération politique ayant pour objectif inavoué mais évident de renforcer le parti socialiste, opération dans laquelle un certain nombre de dirigeants CFDT ont engagé tout leur poids de responsables syndicaux. Créer un contre-poids au bloc PC-CGT par l'établissement de liens privilégiés entre le parti socialiste et la CFDT... dans le cadre bien sûr de « l'autonomie engagée ». Même si les

problèmes n'ont pas été posés exactement dans les mêmes termes, on a pu voir les efforts déployés par Maire au 37ème congrès pour homogénéiser l'appareil CFDT sur sa ligne politique.

b) notre intervention

Nous avons à juste titre dénoncé l'opération « Assises » en tant que militants syndicaux CFDT. Non pas en opposant ceux qui se reconnaissent dans les positions des révolutionnaires à ceux qui adhèrent au parti socialiste ou se préparent à le faire. Mais en faisant prendre position aux structures syndicales contre une telle manœuvre, compte tenu de nos positions de principe sur l'indépendance organique du syndicat par rapport aux partis, compte tenu aussi de la réalité de la CFDT aujourd'hui et des courants qui existent en son sein.

4) Des principes généraux que nous appliquons en permanence

CGT et programme commun, CFDT et Assises pour le socialisme... les principes généraux que nous venons de rappeler à propos des rapports du syndicat à la politique et du syndicat aux partis politiques nous devons bien sûr les appliquer en permanence dans notre militantisme quotidien. Qu'il s'agisse, pour prendre quelques exemples, du cumul des mandats, de la diffusion de la Vie ouvrière spécial programme commun, des élections, des actions du parti et du syndicat dans l'entreprise ou de la distribution des feuilles taupes.

Développons ces derniers exemples.

Etre connu comme militant de la LCR est une position de principe, d'autant plus nécessaire que nous avons davantage de responsabilités dans le mouvement de masse. Même si nous sommes amenés à moduler largement cette position en fonction de la répression bureaucratique et de la répression patronale, il doit être clair que notre perspective est la constitution de cellules communistes dans les entreprises, de cellules communistes dont les militants seront reconnus par les travailleurs, auront leur confiance. Ceci suppose évidemment que nous atteignons un seuil d'implantation qui permette que ce soit les militants ouvriers de l'entreprise qui distribuent eux-mêmes la propagande communiste... C'est l'objectif que nous visons à atteindre. Pour autant, si un camarade est secrétaire de section syndicale ou de syndicat - disons le porte-parole du syndicat dans l'entreprise - nous pensons qu'il ne doit, pas en règle générale diffuser la feuille même s'il est clair qu'il doit être connu comme militant LCR. Pourquoi ? Aujourd'hui, bien sûr

parce qu'interviennent les risques de répression bureaucratique. Mais ce n'est pas l'argument essentiel. Nous l'avons dit : le niveau de conscience des travailleurs est hétérogène. Nous ne devons pas accrédi-ter l'idée que le syndicat et le parti c'est la même chose ou que le syndicat suit la ligne du parti : ce serait remettre en cause le caractère unitaire, de masse de l'organisation syndicale.

Nous venons de voir les problèmes posés par les rapports partis-syndicats en essayant de montrer à chaque fois comment interviennent le niveau de conscience de la masse des travailleurs et les rapports de force au sein de la classe ouvrière. Les meilleures idées restent inefficaces si elles restent le fait d'une toute petite minorité de travailleurs. Ceci pose, comme nous venons de le voir, le problème d'une tactique appropriée. Ceci pose aussi tout le problème de la démocratie syndicale.

III. La démocratie syndicale

1) Quelle démocratie syndicale ?

Seguy est pour la démocratie. Il trouve même qu'il y a des progrès à faire à la CGT. On peut être d'accord avec lui ! Maire est pour la démocratie. D'une façon générale d'ailleurs n'importe quel dirigeant syndical est « réellement » pour la démocratie.

Pourtant Maire rit de la démocratie à la CGT en soulignant, à propos de l'affaire de l'armée, qu'elle est inféodée au PCF. Pourtant Seguy rit de la démocratie à la CFDT et dénonce les manipulations et infiltrations gauchistes. Quant à nous, nous ne sommes pas satisfaits ni de la démocratie à la CGT ni de la démocratie à la CFDT.

Pourquoi cette diversité ? C'est que les conceptions mêmes de la démocratie sont différentes.

- Les uns, les réformistes, appuient leurs conceptions sur les préjugés des travailleurs, sur l'éducation qu'ils ont reçue, toute empreinte de l'idéologie dominante. La bourgeoisie éduque à sa démocratie basée notamment sur la délégation de pouvoir et la division des travailleurs. Seguy a beau fustiger contre « le délégué qui suffit à tout », que propose-t-il de différent ?.. Quelle participation des travailleurs aujourd'hui dans la conduite des luttes ? Quelle participation demain dans le cadre de la gestion démocratique des entreprises.

- Les autres, les révolutionnaires, voient dans le syndicat « l'école du socialisme » et entendent que les travailleurs fassent l'apprentissage de la démocratie prolétarienne. C'est dire que la

pratique réelle de la démocratie - démocratie syndicale et démocratie ouvrière - constitue une position de principe, une nécessité absolue dans la mesure ou la prise en charge par les travailleurs de leurs propres affaires est un facteur important de leur prise de conscience.

A ce sujet faisons une parenthèse pour souligner un travers dans lequel trop de camarades tombent. Nous sommes convaincus - à juste titre ! - que nos idées sont les meilleures, les formes de luttes et les revendications que nous avançons les plus efficaces. La tentation est grande dans ces conditions de ruser avec les travailleurs, de les prendre par surprise, de leur faire assumer ce que leur niveau de conscience ne leur permet pas d'assumer. Le bureaucratisme de gauche n'est pas plus efficace pour l'éducation des travailleurs que le bureaucratisme stalinien ou social-démocrate ! Il ne s'agit pas d'être démocratique « quand ça vous arrange », c'est à dire « quand on peut faire passer sa position ». Il vaut mieux une réunion de syndiqués débattant de la liaison appelés-travailleurs et ne votant pas de motion que la décision de 3 militants de sortir un communiqué prenant position pour un syndicat de soldats... au nom de la section syndicale.

Ceci étant dit, on peut évidemment rêver : « si tous les syndiqués venaient aux réunions ». Evidemment il faut d'abord qu'il y en ait ! Mais surtout cela pose le problème plus général du fonctionnement des syndicats qui constitue une divergence fondamentale.

2) Comment réaliser la démocratie syndicale ?

Il n'existe pas de recette magique ! Nous devons partir en permanence de deux éléments.

- le syndicat est une organisation de masse : on adhère d'abord au syndicat pour défendre son beaffect. Il en résulte une grande hétérogénéité dans le niveau de conscience des adhérents (du « syndiqué-assurance » au militant politique), une grande diversité dans les appartenances politiques.

- Le syndicat est une organisation de classe, c'est à dire qu'il se pose le problème, non seulement de limiter les effets du capitalisme mais aussi de détruire ce système. A ce titre, les différentes stratégies existant dans le mouvement ouvrier, se retrouvent dans le syndicat. Nous l'avons dit : lutte politique et lutte économique sont étroitement liées. On le voit d'ailleurs concrètement aujourd'hui dans les divergences existant sur les revendications et les formes de lutte. Krasucki est particulièrement hypocrite quand il s'inquiète de ce que la CFDT semble vouloir subordonner les mots d'ordre

et les formes d'action aujourd'hui à ses conceptions du socialisme. La CGT procède bien comme ça en permanence (cf. par rapport aux cadres par exemple ; cf. par rapport à la conduite des luttes). Nous regrettons nous, que la CFDT ne lie pas davantage sa pratique avec sa « théorie » et que les portes-paroles de l'auto-gestion socialiste ne soient pas les meilleurs défenseurs de la gestion des luttes par les travailleurs eux-mêmes.

groupes taupes, publiés dans ce même numéro).

b) la tendance

Evidemment si tout cela était réalisé un grand pas en avant serait franchi. Mais cela ne serait pas encore suffisant ! Le caractère de classe du syndicat implique en effet que les débats stratégiques traversent une telle organisation. Certes le problème n'est pas à propos de tout et de

réponses sur ce terrain). Le débat actuel sur la centralisation des luttes pour créer le rapport de force nécessaire à la satisfaction des revendications et au renversement du régime est une bonne illustration de l'existence de différents courants. Nous pensons que de tels courants devraient bénéficier de droits reconnus dans l'organisation syndicale pour faire valoir leur point de vue, ce que nous appelons le droit de tendance.



a) le fédéralisme

Dire que le syndicat est une organisation de masse, qu'elle regroupe des travailleurs de niveaux de conscience très différents, c'est dire aussi que le syndicat ne peut pas fonctionner comme un parti centralisé, mais bien comme une fédération de structures de base - structures de lutte - collectives.

Cette conception est historiquement celle qui est en vigueur dans la CGT et la CFDT dont les statuts indiquent le caractère « fédéraliste ». Mais il y a loin là encore de la théorie à la pratique ! Nous nous faisons quant à nous les champions du fédéralisme dans la mesure où la conscience ouvrière ne peut progresser que par l'action collective (cf. textes

rien de chercher à cliver le syndicat. Bien au contraire. Krasucki a raison quand il souligne la nécessité de la tolérance et de la recherche du consensus. Mais il faut bien voir qu'un tel consensus n'est pas toujours possible, compte tenu des clivages existant au sein du mouvement ouvrier. Il est donc normal qu'à partir des préoccupations immédiates des syndiqués se dégagent au sein des organisations syndicales, des courants défendant des conceptions différentes. Le problème n'est pas que des coucous viennent pondre leurs œufs dans les nids des autres. Le problème est de voir à partir de la situation concrète des travailleurs les réponses à apporter pour limiter les effets du capitalisme et éduquer les travailleurs en vue de son

Mais un tel droit ne doit bien évidemment pas remettre en cause le caractère de masse du syndicat donc son caractère fédératif. C'est à dire que les tendances doivent être formées non par des individus mais par des structures syndicales souveraines (sections, syndicats, fédérations).

Affirmer cela c'est :

- souligner la vanité et l'hypocrisie de la discussion qu'entendent lancer les bureaucrates sur la différence entre tendances externes et tendances internes.

- souligner que la tendance n'est pas un 3ème syndicat ; pas de journal propre mais des pages réservées en fonction de son importance dans la presse syndicale, pas d'adhésions d'individus ; on adhère au syndicat pas à la tendance ; la tendance

postule à la direction du syndicat.

- souligner que la tendance n'est pas un regroupement politique au sens où elles ne saurait être ni le regroupement des révolutionnaires ni à fortiori le pseudopode de la LCR. Aujourd'hui les révolutionnaires peuvent - et doivent - travailler ensemble dans les syndicats. Les cellules et les groupes taupe peuvent et doivent discuter de l'intervention dans les syndicats. Tout cela ne fait pas pour autant une tendance de masse réellement ancrée au sein de la classe ouvrière.

- souligner enfin que la plate-forme de la tendance n'est pas la plate-forme d'une minorité d'individus élaborant une plate-forme révolutionnaire pour recueillir l'adhésion d'autres individus (cf. textes).

3) Comment construire la tendance ?

a) construire le syndicat, construire la tendance : une seule et même tâche :

Un referendum rapide, organisé dans cette salle, montrerait sans aucun doute une belle unanimité des camarades pour « construire la tendance ». Le résultat ne serait pas forcément le même si on demandait qui est pour « construire le syndicat »...

Il y a quelques jours, un camarade se posait la question suivante : « Comment construire la tendance. Dans ma boîte, le syndicat n'existe pas ! ». Il croyait avoir trouvé la réponse en disant : « je vais construire le syndicat sur la base d'une plate-forme juste, de ce que serait la plate-forme d'une tendance existante ! ». Si la démarche partait d'une préoccupation juste, elle oubliait néanmoins l'élément essentiel : le niveau de conscience des travailleurs de l'entreprise en question ! En effet on peut élaborer une bonne plate-forme, mais si les travailleurs n'en veulent pas, nous construirons non pas une organisation de masse mais un groupuscule sans influence sur le cours réel de la lutte des classes.

Rappelons ce que nous disions en commençant... Aujourd'hui un pôle minoritaire de la classe ouvrière se politise ; le gros de la classe ouvrière se radicalise... et nourrit de ce fait la bureaucratie... c'est à dire fait confiance « aux gens en place ». Les rapports de force politiques sont favorables de façon écrasante aux réformistes (même si les élections sont un prisme très déformant, elles sont aussi un prisme à travers lequel voient les travailleurs).

Aujourd'hui même si nous sommes encore tout petits, nous devons tenir les deux bouts de la chaîne pour éduquer l'ensemble de la classe ouvrière. Tenir les deux bouts de la chaîne, c'est à dire :

- tenir compte du niveau de conscience de la masse des travailleurs

- s'adresser à la minorité la plus avancée en lui montrant les propositions qu'elle doit faire à la masse des travailleurs pour la faire progresser.

Ceci est évidemment difficile. On le voit par exemple lors des appels lancés par les directions syndicales aux grèves de 24 heures où une minorité est prête à faire la grève de la grève, convaincue que seule une grève reconductible jusqu'à satisfaction constitue une forme de lutte efficace et où la masse des travailleurs « qui entre dans l'action » et « commence à prendre conscience » est prête à participer... et refuse d'aller plus loin...

Cela signifie que l'on ne saurait « auto-proclamer » la tendance ! Si aujourd'hui la LCR, le PSU, Révolution ! et Lutte Ouvrière publiaient une plate-forme commune de « tendance syndicale », cela ne pourrait être perçu par la classe ouvrière que comme la « tendance des révolutionnaires »... et une manœuvre de division. Sans parler des risques de répression bureaucratique - dans la CGT et dans la CFDT -, nous n'aurions en rien éduqué la classe ouvrière.

La seule voie possible consiste à se lier aux masses en profondeur, aux masses telles qu'elles sont et les éduquer... même si ça prend du temps.

Nous ne construisons la tendance que si nous comprenons que faire assumer nos positions sur les 35 heures, que mener une lutte démocratiquement, qu'arriver à un fonctionnement démocratique du syndicat, que faire assumer le débat sur la liaison appelés-syndicats, etc, etc... c'est déjà construire la tendance. Evidemment cela n'ira pas sans difficultés mais il n'existe pas de raccourci possible. « Ça risque de prendre des années alors que les échéances sont proches » objecteront les camarades. Certes, mais si nous n'en passons pas par là, nous ne serons prêts ni en 78 ni en 85 !

b) les tâches immédiates

Nous nous contenterons tout d'abord de rappeler 3 points qui doivent constituer des acquis de notre pratique.

- Etre le meilleur militant, c'est à dire se faire reconnaître par les travailleurs, ce qui suppose une pratique de lutte de classe permanente mais aussi un dévouement de tous les jours. Débattre des augmentations uniformes mais aussi collecter les timbres ou intervenir auprès du patron.

- Les batailles de congrès importantes, à double titre. Parce que les congrès, aussi bureaucratiques soient-ils, constituent des écoles de syndicalisme autrement efficaces que les stages (qu'il ne faut pas négliger pour autant !). Mais surtout parce qu'il est très important que nous apparaissions aux yeux des militants combattifs qui se posent des questions (et n'interviennent pas forcément) comme les porte-paroles d'un courant gauche offrant d'autres perspectives que celles des bureaucrates. Evidemment ces batailles de congrès sont menées de façon différente dans la CGT et dans la CFDT en fonction des traditions différentes de ces deux centrales et des travailleurs qu'elles regroupent.

- Les batailles pour la démocratie qui sont souvent les plus difficiles à mener qu'il s'agisse de la démocratie syndicale - les batailles pour les conceptions fédéralistes rappelées précédemment - ou de la démocratie ouvrière (A.G. souveraines, délégués d'ateliers, comités de grève qui constituent la forme supérieure d'auto-organisation vers laquelle nous devons tendre). Soulignons à propos de la démocratie ouvrière le problème des regroupements avant, pendant et éventuellement après les luttes : comités de mobilisation, comité de lutte, comité d'action, comité de surveillance. Pour dire que nous sommes pour, que nous devons même en prendre éventuellement l'initiative. La seule condition que nous mettons est que ces comités n'apparaissent pas comme anti-unitaires et force de division aux yeux de la masse des travailleurs (ceci sera évidemment variable en fonction du niveau de conscience des travailleurs et de la pratique des organisations syndicales).

Etre le meilleur militant, mener les « batailles élémentaires » sur les revendications, les formes de lutte, mener les batailles dans les congrès, se battre en permanence pour une démocratie réelle, c'est indispensable mais là encore insuffisant. Pourquoi ?

Il existe aujourd'hui de nombreux militants combattifs qui sont écœurés par les pratiques bureaucratiques, le sectarisme, le cassage des luttes. Si nous ne leur donnons pas de perspectives il prendront leurs pantoufles, devieront sur des orientations ultra-gauches et anti-syndicales... ou se feront « récupérer » par



L'INTERVENTION SYNDICALE

l'appareil » faute d'alternative. La perspective que nous devons leur offrir est de travailler en commun dans le syndicat pour le construire, imposer une autre orientation et prendre la direction avec l'appui des syndiqués. Ces camarades ne sont pas forcément prêts aujourd'hui à rejoindre la LCR ni même le groupe taupe mais ils sont d'accord pour travailler avec nous dans le cadre syndical. Nous devons les réunir, discuter avec eux de l'ensemble des problèmes qui se posent dans le cadre syndical. Encore une fois la somme de ces militants ne formera pas la tendance syndicale. Mais les faire se battre avec nous dans une telle perspective c'est les éduquer à nos perspectives et renforcer notre combat commun...

Un mot en conclusion sur ce problème très important du fonctionnement démocratique du syndicat et de la tendance syndicale. Nous avons utilisé le terme de tendance intersyndicale. Il s'agit bien évidemment d'une perspective juste liée à nos conceptions de l'unité de la classe ouvrière et de son éducation. Mais si cette perspective est juste, il n'en est pas moins vrai que nous sommes amenés à nous battre différemment dans la CGT et la CFDT aujourd'hui en fonction des niveaux de conscience différents et des rapports de force différents dans les deux centrales. Ce qui nous amène au problème des rapports CGT-CFDT.

IV Les rapports CGT-CFDT

1) Pourquoi militer dans deux syndicats ?

Et tout d'abord, il nous faut répondre à une première question. Pourquoi militer dans deux syndicats ? Les camarades qui posent la question partent d'un état de fait réel : « On est déjà pas très nombreux, alors si en plus on divise nos forces ! »... et aboutissent en général à la conclusion : « Militons dans la CFDT puisque c'est apparemment plus facile ! ». D'autres groupes ont fait ce choix. Un choix qui est à notre avis profondément erroné. Pourquoi ?

Nous avons dit que la recomposition du mouvement ouvrier était passée pour l'essentiel par la CGT et la CFDT. Nous avons souligné que ces organisations étaient les seules capables de coordonner et centraliser les luttes. Encore faut-il ajouter que sur ce terrain la prééminence de la CGT sur la CFDT reste très importante.

Si nous sommes convaincus que l'éducation de la classe ouvrière se fait fondamentalement au travers des luttes, si nous sommes convaincus que le développement des luttes passe par la réalisation

de l'unité des travailleurs sur des bases de lutte de classe, alors nous comprenons la nécessité de militer dans deux syndicats et pas dans un seul.

Les camarades qui militent dans la CFDT s'en rendent bien compte : à partir d'un certain seuil d'implantation la section CFDT plafonne si elle trouve en face d'elle une section CGT qui bloque... mais conserve la confiance d'une partie importante des travailleurs, si, au sein de cette CGT n'existent pas de militants « lutte de classe » capables d'impulser les débats et d'infléchir l'orientation. Inversement, les militants CGT comprennent l'intérêt que présente pour leur intervention une section CFDT fonctionnant démocratiquement (quand c'est le cas bien évidemment).

Nous n'avons aucune illusion à avoir : nous ne contournerons pas l'obstacle stalinien. Nous ne reconstruirons pas un mouvement ouvrier bien « propre » à côté de l'ancien. La meilleure preuve de cela nous est donnée par le fait que l'influence globale de la CFDT a peu progressé (cf. les élections professionnelles) même si son nombre d'adhérents a crû de 50 % en dix ans). Ceci tient bien sûr à des erreurs dans la pratique, à des attitudes parfois sectaires et ultra-gauches, à la préférence que peuvent avoir les militants de militer dans la CFDT plus que dans la classe ouvrière (cf. à ce sujet les débats du premier congrès confédéral où il fut beaucoup plus question de stratégie que de revendications). Mais cela tient fondamentalement aux rapports de forces politiques au sein du mouvement ouvrier. Tenir les deux bouts de la chaîne, disions nous auparavant. S'il serait faux de dire

que les travailleurs combattifs sont dans la CFDT tandis que « l'arrière garde » serait dans la CGT, il est néanmoins juste d'affirmer que « tenir les deux bouts de la chaîne » passe aussi par le fait de militer dans la CGT et la CFDT.

Evidemment cette position de fond rappelée, tous les problèmes tactiques ne sont pas pour autant résolus : par où commencer ? nécessité de « concentrer » plusieurs militants dans les « bastions », etc... C'est une des tâches des discussions des groupes taupe.

2) Peut-on militer dans la CGT ?

Une fois répondu à cette première question, une deuxième se pose immédiatement : « D'accord avec la théorie et les principes mais peut-on militer dans la CGT ? ». Nous répondrons par une formule : les possibilités d'intervention dans la CGT sont dix fois plus grandes aujourd'hui qu'aux lendemains de 1968 ; le « niveau » de notre intervention est dix fois plus difficile à maîtriser.

Développons un peu cette idée.

Dix fois plus de possibilités ! ?... Pour deux raisons essentielles :

- les piètres résultats obtenus dans le recrutement et les élections professionnelles (surtout chez les jeunes et dans les grandes entreprises), la mauvaise qualité de l'image de marque de la CGT après le passage des luttes de l'après-mai 68 ont conduit la direction confédérale à



« changer de cap » tant sur le plan du fonctionnement interne - exhortations à la démocratie, à la consultation des syndiqués, à l'élection des directions, à ne pas confondre tout travailleur combatif avec un gauchiste invétéré... - que sur celui de la tactique des luttes et des revendications - positions plus souples sur les augmentations uniformes, « chevauchement » des luttes... Certes, le changement de cap rencontre très vite des limites dès que le danger est trop grand pour les bureaucrates. On l'a vu à l'occasion de congrès récents par l'éviction de militants révolutionnaires de postes de responsabilités... ou lors de la dernière grève SNCF. Même si ces limites seront d'autant plus facilement atteintes que 78 est d'autant plus proche, le cours « démocratique formel » nous ouvre plus de possibilités que nous n'en avions voilà huit ans.

- la fraction des militants PCF ne constitue pas un bloc homogène permanent. Si les rangs se ressèrent dès lors que le « danger gauchiste » est trop grand, des clivages apparaissent notamment au moment des luttes. De plus le débat du 22ème congrès du PCF a laissé quelques traces... et se retrouve réinvesti dans le syndicat (sur le problème des cadres par exemple...).

Un niveau d'intervention dix fois plus difficile ? Au lendemain de 68 le simple fait d'être pour les augmentations uniformes ou pour que se tienne une réunion de syndiqués suffisait à débusquer le « gauchiste ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le risque est réel de vouloir néanmoins se démarquer à tout prix, indépendamment du niveau de conscience des travailleurs. Le programme commun est un piège à gauchistes autrement efficace que les augmentations uniformes ! Comme nous l'avons montré à propos du programme commun, il est très important pour nous de savoir se situer en permanence un pas en avant des travailleurs.

Tout ceci nous fait dire que s'il est nécessaire aujourd'hui de militer dans la CGT il est aussi possible de le faire à condition que nous comprenions bien à tout moment la question « où en sont les travailleurs ? », que faire pour les éduquer ? ». Au demeurant les expériences nombreuses qu'ont les camarades de création de sections syndicales ou de militantisme dans les « bastions » sont là pour nous prouver qu'il ne s'agit pas d'une simple vue de l'esprit.

3) Comment concevoir l'unité d'action ?

A partir du moment où nous militons dans les 2 syndicats, comment se pose pour nous le problème de l'unité d'action ?

Un premier écueil à éviter est celui qui conduit au retranchement d'une section

syndicale sur des positions « pures et dures » sous prétexte du sectarisme et de la « bovinité » de l'autre. Prenons un exemple en ce sens et supposons que, majoritaires dans une section CFDT où nous aurions fait voter les 35 heures, les 300 frs pour tous et les comités de grève, nous allions trouver la CGT en lui expliquant : voilà ce que notre section syndicale a voté, voilà nos revendications, êtes vous d'accord pour - sur une telle base - faire l'unité d'action ?... En cas de refus de la CGT que se passera-t-il ? La « démonstration » pourra certes convaincre les convaincus. Mais elle ne pourra en aucun cas faire progresser la masse des travailleurs au sein de laquelle - au contraire - les divergences ou le découragement risquent de s'accroître. Ce qu'il faut bien souligner ici, c'est que le fait d'être majoritaire - ou en tous cas influent - au sein d'une section syndicale ne nous autorise pas à oublier que c'est essentiellement à partir des luttes qui peuvent se développer que s'opère la prise de conscience des travailleurs. En ce sens, nous devons avoir constamment à l'esprit qu'une démarche d'unité d'action qui se refuserait à tout compromis reviendrait en fait à nier que c'est dans l'action que la prise de conscience par les travailleurs de leurs intérêts se renforce et que c'est avant tout à ces derniers qu'il s'agit de faire assumer les divergences existant entre sections syndicales.

Ceci dit, à ce niveau même, d'importants problèmes subsistent et nous insisterons sur le fait que - bien souvent - notre présence significative au sein d'une section syndicale CFDT a pour corollaire un repli sectaire de la CGT sur le thème : la CFDT c'est les gauchistes, les révolutionnaires... on ne traite pas avec ces gens là. Pratique qui d'ailleurs peut se vérifier en sens inverse lorsque nous sommes majoritaires dans une section CGT et que nous nous heurtons à une CFDT droitrière qui joue sur « la peur du rouge ». Que faire dans une telle situation ? Un exemple intéressant peut être donné, celui du 1er Mai à Caen. A la suite d'une proposition faite par la CFDT à la CGT (la CGT est majoritaire à Caen, notamment à la Saviem) d'une manifestation unitaire sans exclusive aucune - entre autres à l'égard du cortège des organisations d'extrême gauche - la CGT refusa catégoriquement et appella seule à une manifestation. Quelle fut dès lors l'attitude de la CFDT ? Elle aurait très bien pu, prétextant du sectarisme de la CGT, appeler de son côté à une manifestation, répondant ainsi au sectarisme par le repli sectaire. Le comportement tout autre de la CFDT, qui a consisté à appeler à une manifestation au même endroit que la CGT (les organisations d'extrême gauche y appelant bien évidemment) a été beaucoup plus démonstratif et correct.

Cet exemple illustre bien la démarche qui doit constamment être la nôtre, à savoir : se refuser à couvrir et à entériner toute pratique de chapelle ceci ne pouvant que conduire à une politique de division de plus en plus accentuée, mal comprise par les travailleurs.

4) Comment poser aujourd'hui le problème de la fusion syndicale ?

Aujourd'hui Seguy explique : nous à la CGT, nous sommes pour la fusion syndicale... et il ajoute : la CGT préfigure la grande centrale unique des travailleurs de demain. Posé ainsi, le débat risque fort de tourner court et ne pas rencontrer d'enthousiasme spontané du côté des militants CFDT.

De son côté la CFDT explique que la liaison organique immédiate ne peut être que subordonnée à un accord stratégique tant sur les revendications, formes de lutte aujourd'hui que sur les moyens de passage au socialisme et sur l'activité demain dans le cadre éventuel d'un gouvernement de l'Union de la gauche.

Une telle position ne peut être la nôtre, compte tenu justement de ce que nous pensons devoir être la nature d'une organisation syndicale, c'est à dire une organisation de masse, unitaire de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs. Et la seule condition que nous mettions, quant à nous à la fusion syndicale, est celle de la démocratie ouvrière.

Ceci dit une idée essentielle doit être soulignée ici : la fusion syndicale, si elle se réalise un jour ne se fera pas dans n'importe quelles conditions. Elle peut, dans le cadre d'une situation pré-révolutionnaire, alors que les masses luttent et expriment leur aspiration à l'unité, être proposée par les directions syndicales avec pour objectif fondamental une volonté de contrôler au plus près le mouvement de masse. Dans une telle situation, la fusion risque de conduire à un double phénomène : avec d'un côté, du fait même de la réalisation de l'unité syndicale, un décuplement de la confiance des travailleurs dans le développement des luttes mais de l'autre, une marge de manoeuvre plus grande pour les bureaucraties syndicales dans la canalisation des luttes. Ce qui souligne d'autant mieux l'importance de la bataille sur la démocratie ouvrière alors même que le niveau de conscience des travailleurs tend à s'élever.

Pour terminer, nous soulignerons que la bataille pour la fusion syndicale reste aujourd'hui largement propagandiste et que sa seule traduction tant soit peu concrète au niveau des entreprises est bien la lutte pour le développement maximum de l'unité d'action (cf textes dans ce même numéro).



CRISE REVOLUTIONNAIRE ET DUALITE DE POUVOIR

Le développement de la crise sociale et politique en Europe capitaliste - marquée encore par les effets de la récession généralisée de l'économie impérialiste, malgré l'actuelle reprise conjoncturelle - a subi une accélération indéniable depuis janvier 1976.

Un des aspects de cette accélération réside dans la synchronisation plus affirmée des **crises politiques** dans une série de pays de la dite « Europe du Sud » (Italie, Espagne, Portugal, France). La bourgeoisie impérialiste ne s'y trompe pas. Elle discute ouvertement la façon de s'affronter politiquement à la montée des masses laborieuses. Elle comprend aussi la **différence** avec les années 1945-1947. Ainsi, au sujet de l'Italie, un grand journal américain affirme : « Il y a une ironie terrible dans le spectacle de la vie politique italienne. Les principes de la démocratie ont survécu à la pauvreté et à la misère de l'après-guerre... Mais les principes qui ont résisté durant cette mauvaise période furent érodés par des années de prospérité et les espoirs sans fin qu'elles engendrèrent. Le communisme est réclamé non pas comme la réponse à la pauvreté et à la misère, mais en réaction aux doutes provoqués par le plus grand boom dans l'histoire du pays, avec les tremblements sociaux, qu'il a stimulés. Si l'Italie était pauvre, alors les Etats-Unis pourraient l'aider. Mais la crise actuelle est plus profonde... »

Cette profondeur de la crise, comme la dissemblance de situation avec l'immédiat après-guerre trouvent leur expression au sein du mouvement ouvrier traditionnel et nous permettent de mieux situer les vrais débats et l'axe central de nos tâches stratégiques. En effet, comparons simplement ce qu'affirmaient Thorez ou Togliatti en 1944, 45... avec ce que sont **contraints** de concéder les Cunhal ou Carillo, aujourd'hui. A l'époque, les dirigeants du PCF ou du PCI avaient comme slogan central : « reconstruction nationale », « les grèves sont l'arme des trusts », « accélérer la production » etc... Actuellement, Cunhal est obligé de reconnaître (dès avril 1975 et jusqu'en novembre 1975) les Commissions de Travailleurs, leur « rôle dans le processus révolutionnaire », l'importance du contrôle ouvrier etc. Il en va de même en Espagne. Le PCE dut rapidement réviser son projet, caressé par une grande partie de sa direction, de mettre en veilleuse, pour ne pas dire liquider, les Commissions Ouvrières. Il en ira de même, demain, sous une forme ou une autre, en Italie et en France.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur la nature de ces « tournants ». Leur fonction récupératrice, la volonté de ces directions réformistes de contrôler le mouvement de masse pour le canaliser dans le sens de leurs perspectives de pression sur l'appareil d'Etat bourgeois, d'investissement de ce dernier... sont

évidentes. Mais nous ne pouvons réduire notre analyse de la période présente à la seule affirmation selon laquelle les réformistes sont aptes à opérer des tournants pour assurer leur emprise dominante sur le mouvement de masse. Nous devons nous poser une autre question : pourquoi sont-ils contraints de modifier leur rapport à ce mouvement de masse, en comparaison des années 1944-47 ? La réponse est simple :

la dissimilitude ne se trouve pas dans la politique des réformistes, mais dans la force et l'ampleur de la poussée semi-spontanée des travailleurs vers des formes d'auto-organisation ; une poussée qui repose non seulement sur la tendance à vouloir se saisir des moyens de production, mais sur la certitude de leur capacité, de leur aptitude à les diriger. Voilà ce qui obligea Cunhal à reconnaître le contrôle ouvrier et les commissions de travailleurs !

Maintenant, si nous faisons le lien entre la synchronisation relative de ces crises politiques, la paralysie partielle - sur le plan politique- de l'impérialisme américain et les difficultés qu'il rencontrerait pour lancer des « opérations de sauvetage » (des plans Marshall) pour trois ou quatre pays simultanément, l'incapacité présente pour l'impérialisme de la RFA de se substituer aux USA pour remplir cette tâche, et les rapports de forces sociaux en faveur de la classe ouvrière, nous pouvons en tirer deux conclusions :

1) La crise actuelle possèdera une durée, peut-être sans analogie dans l'histoire, qui doit permettre la maturation d'expériences d'auto-organisation des travailleurs au niveau des entreprises et de nouvelles couches larges des masses aux niveaux des quartiers (en Italie, en Espagne au Portugal), sans parler du mouvement de libération des femmes et du mouvement des soldats ;

2) Cette durée, comme l'ampleur de la poussée semi-instinctive du mouvement de masse, doit permettre une accentuation des changements de rapports de force entre les appareils traditionnels et avant-gardes ouvrières, entre appareils traditionnels et organisations révolutionnaires.

Ce sont ces deux facteurs - qui se profilent de plus en plus dans une série de pays européens - qui favoriseront l'émergence d'une situation de dualité de pouvoir lors d'une explosion sociale d'envergure, et, aussi, qui rendent possible la construction de partis révolutionnaires de masse.

Donc, le sujet que nous abordons aujourd'hui n'est pas un « sujet d'école » : L'actuelle situation en Europe capitaliste fait de l'étude de l'enrichissement de notre conception de la « voie vers la conquête du pouvoir » une tâche de l'heure. L'existence d'une organisation révolutionnaire, même encore très minoritaire, mais dont les militants ouvriers ont assimilé les leçons essentielles fournies par les expériences passées et récentes du prolétariat

à l'échelle internationale, peut modifier profondément la façon dont l'avant-garde ouvrière abordera une situation révolutionnaire, et donc, comment elle pourra infléchir son développement.

Je vais traiter successivement trois thèmes :

- a) Qu'est-ce qu'une crise révolutionnaire ?
- b) Qu'est-ce que la dualité de pouvoir ?
- c) Comment gagner la majorité de la classe ouvrière : sous un angle, celui du front unique en période de montée révolutionnaire ?

Qu'est-ce qu'une crise révolutionnaire ?

A ce sujet, il n'est pas nécessaire de simuler l'invention d'une « définition » fort sophistiquée. Vous connaissez certainement celle fournie par Lénine en 1920 : « La loi fondamentale de la révolution confirmée par toutes les révolutions, et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois, et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher ».

Donc pour qu'il ait une crise révolutionnaire, pour qu'il y ait une situation révolutionnaire, il ne suffit pas qu'il y ait une montée, même impétueuse, du mouvement de masses ; il ne suffit pas, pour reprendre la formule de Lénine, que « ceux d'en bas » ne veulent plus... ;

-il faut que « s'ajoute » l'incapacité de fait de la bourgeoisie de gouverner, donc que « ceux d'en haut » ne puissent plus gouverner et, ceci, dans le sens le plus immédiat. En effet, cette incapacité de gouverner ne doit pas être abusivement assimilée à une crise de direction politique de la bourgeoisie son inaptitude à s'imposer ses choix stratégiques, vu les rapports de forces entre les classes ; phénomène que nous voyons par exemple, se développer en Italie, à des degrés divers, depuis la « crise du centre gauche ». Certes, cette crise de direction politique s'affirme souvent comme une pré-condition, mais elle ne s'identifie pas à ce que nous avons appelé : l'incapacité de fait de gouverner.

La combinaison, le rapport dialectique entre ces deux éléments (« ne veulent plus » et « ne peuvent plus ») permet que s'effectue réellement l'irruption des masses sur la scène politique. Ce qui signifie : qu'elles commencent à s'occuper directement de la politique ; qu'elles suppriment donc le « monopole de la

politique » qui appartenait précédemment, en situation « normale », à une petite minorité de politiciens plus ou moins professionnels, de journalistes, de syndicalistes, de bureaucrates divers... ; qu'elles passent donc par dessus les barrières qui canalisent leur apport traditionnel à la politique : les élections municipales ou nationales, le référendum ; qu'elles mettent en place des instruments leur permettant d'exprimer cette participation active à la vie politique ; qu'elles mettent ainsi en question les institutions bourgeoises traditionnelles : du parlement au conseil municipal en passant par l'administration de l'Etat bourgeois. C'est à partir de cette réalité, de ces expériences que se décuple la conscience de classe de centaines de milliers de travailleurs. C'est à partir de cette réalité que surgissent les organes de pouvoir des masses laborieuses et donc une situation de dualité de pouvoir. Ainsi se manifeste l'impuissance de la classe dominante à imposer à toute la société ses formes économiques et politiques comme les seules possibles.

Mais, revenons à « cette incapacité de la bourgeoisie de gouverner ». Il ne faut donc pas confondre ceci avec une crise gouvernementale, une crise de direction politique telle qu'on a pu l'examiner au plus haut point au Portugal (antérieurement même à l'exacerbation de la crise en septembre -novembre 1975), telle même qu'elle se dessine en France au travers du débat sur les plus-values. Pour préciser ce problème, il faut se poser la question suivante : d'où vient cette « incapacité » ? En dehors, des préconditions générales (crise économique structurelle, déplacement des rapports de force en faveur de la classe ouvrière...), cette « incapacité de gouverner » survient généralement de la combinaison d'une série de phénomènes, parmi lesquels on peut citer :

— la décomposition plus ou moins avancée de l'appareil de répression sous les effets aussi bien d'une guerre, d'une guerre coloniale perdue, d'une guerre combinée avec la montée du mouvement de masses, des effets d'un mouvement social puissant sur l'armée (qui est loin d'être isolée socialement, malgré tous les efforts de la bourgeoisie dans ce sens) ;

— le développement croissant d'organes propres des travailleurs, plus spécialement dans les secteurs dit des « services publics », les travailleurs qui n'attendent pas des ordres gouvernementaux, des ordres de l'administration pour prendre des décisions aussi bien au niveau de la distribution de l'électricité des chemins de fer, du métro, du système des comptes de chèque postaux, de la radio etc... ;

— le point extrême du processus est atteint lorsque les masses placent le droit, l'autorité dans les nouvelles « institutions » qu'elles ont créées, c'est à dire, au moment où les institutions de l'Etat bour-



geois perdent leur légitimité.

Ceci est évidemment différent de la perte de confiance dans un gouvernement. Cette perte de confiance - comme ce fut par exemple le cas en France pour de larges couches de travailleurs en juillet 1936 - peut coïncider avec le maintien d'illusions dans le parlement, les élections, les instruments de la démocratie bourgeoise. D'ailleurs Blum avait compris cette réalité lorsqu'il expliquait devant les juges de Riom : « Il faut noter, qu'au point de vue de l'ordre public cette forme de grève (en juin 36) a d'incontestables avantages. Les ouvriers étaient là et pas ailleurs ». Au même titre, la capacité de la réaction de la bourgeoisie française, en 1968, qui se traduisit dans la façon qu'eut de Gaulle de « reprendre les choses en main » (évidemment en tenant compte de la politique des partis réformistes et des syndicats), indique aussi qu'il est plus exact de caractériser mai 1968 comme une crise pré-révolutionnaire que comme une crise

révolutionnaire, au sens strict du terme. Au Portugal enfin, entre septembre et novembre 1975, l'on se trouvait dans une situation assez spécifique où s'exprimait, cette fois, une désynchronisation entre le processus avancé de décomposition de l'appareil de répression de l'Etat bourgeois et le degré de développement et de centralisation des organes dont s'étaient dotés progressivement les travailleurs : Commissions de Travailleurs, Commissions de Village, Commissions de « Moradores », Commissions de Soldats ; en effet, le degré de développement et de centralisation était largement insuffisant pour que puisse s'initier effectivement le processus de « déplacement » (aux yeux des masses) de la légitimité des institutions bourgeoises vers les organes de démocratie directe créés par les travailleurs industriels et agricoles.

Ce point le plus élevé du processus de « paralysation » du gouvernement de la classe dominante ne peut être atteint qu'à partir

d'un affrontement de plus en plus aigu entre les aspirations et les besoins des masses, s'exprimant aux travers des instruments dont elles disposent, et les institutions de l'Etat bourgeois qui limitent, qui restreignent leur droit de décision, leur droit d'appliquer plus ou moins complètement les décisions prises dans les divers comités (au niveau de l'usine, du quartier, de la branche économique, de la ville etc...). Nous abordons donc ici la deuxième question : la dualité de pouvoir.

La dualité de pouvoir

A nouveau, nous nous référons, pour préciser immédiatement le cadre du problème, à une définition faisant « autorité » ! Trotsky définit ainsi la dualité de pouvoir :

« Le mécanisme politique de la révolution consiste dans le passage du pouvoir d'une classe à une autre. L'insurrection violente en elle-même s'accomplit habituellement en un court délai. Mais aucune classe... ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une nuit, quand même ce serait une nuit de révolution. Elle doit déjà, la veille, occuper une position extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante... La préparation historique d'une insurrection conduit... à ceci, que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être devenue maîtresse du pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir d'Etat, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs. C'est le point de départ de la dualité de pouvoir dans toute révolution ».

Nous voyons donc, qu'une situation de dualité de pouvoir se caractérise par l'existence de deux autorités de nature politique, représentant chacune des classes sociales antagonistes, et coexistant sur le territoire d'un même pays.

Nous avons vu, qu'une situation révolutionnaire implique l'ouverture de la possibilité du passage du pouvoir d'Etat d'une classe à une autre ; dans ce passage, dans cette transition il y a une période - semaines, mois... - où le pouvoir d'Etat de la classe dominante « en déclin » n'est pas encore disparu et où le pouvoir de la classe potentiellement dominante (le prolétariat, la classe ouvrière) n'est pas consolidé, installé, totalement effectif. La dualité du pouvoir est la forme que prend cette transition.

Il faut comprendre que nous parlons de dualité de pouvoir politique, le pouvoir de la classe bourgeoise face au pouvoir de la classe ouvrière. Il s'agit donc d'une mise en question mutuelle directe, violente, de l'autorité politique, de cette autorité, qui s'incarne, pour la classe ouvrière, dans les « conseils », les Comités etc... C'est seule-

ment à ce moment qu'il y a véritablement une situation de dualité de pouvoir. Il ne s'agit donc pas **seulement** de mettre en question l'autorité patronale, mais l'autorité politique de la bourgeoisie, l'autorité d'un parlement dont on a reconnu, durant des décennies, la souveraineté. Evidemment, un tel processus exige un développement très grand **de la conscience de classe**, dont la pré-condition, souvent, réside dans des mobilisations, qui stimulent la mise en question de l'autorité patronale. Cette élévation de la conscience des masses exige une activité radicalement différente de la normale : c'est celle que permettent les organes de pouvoir ouvrier.

L'émergence d'organes de pouvoir ouvrier

Si l'on considère que les « organes de pouvoir ouvrier » doivent exercer effectivement un **certain type d'autorité de nature politique**, il ne peut donc s'agir que de simples « comités de grève », d'organes de contrôle ouvrier dans une usine. Ainsi, on ne peut pas dire, que les conseils d'usine qui s'affirmèrent durant l'occupation des fabriques en août 1920 à Turin, mais aussi à Gènes et Milan, furent de « réels soviets », des organes qui, comme le dit Trotsky en 1929, « ont déjà capturé le pouvoir et, devant les yeux des masses, entrent en collision avec les institutions réelles de la démocratie ».

Néanmoins, on s'aperçoit immédiatement que de tels conseils d'usines peuvent devenir **le point de départ** d'organes effectifs de pouvoir ouvrier, au sens où nous l'avons défini auparavant. Nous devons donc saisir **le processus de naissance** et de transformation des instruments d'auto-organisation qui peuvent fournir la colonne vertébrale d'organes de pouvoir ouvrier, de réels soviets.

Il faut, avant de prendre quelques exemples du processus d'apparition d'organes de pouvoir ouvrier, préciser que notre tâche ne consiste pas à susciter la naissance de tels organes. Nous en sommes incapables, entre autres, vu l'état de nos forces. Mais il faut saisir toutes les occasions pour accentuer les initiatives ouvrières même partielles, qui vont dans ce sens. C'est donc pour cette raison que nous mettons dès maintenant, l'accent d'une part sur l'importance **de l'auto-organisation** dans les luttes actuelles (au travers de ces expériences une couche de travailleurs « prend le pli ») et, d'autre part, par un travail de propagande et d'agitation pédagogique nous devons **rendre conscient** les travailleurs de la portée, de la dynamique, des implications des actions qu'ils engagent dans une période de montée du mouvement de masses. Ceci peut préparer une avant-garde ouvrière à

la nécessité d'accomplir les pas suivants nécessaires pour faire surgir les premiers éléments des organes de pouvoir ouvrier et pour étendre leur champ d'intervention lorsqu'ils commencent à surgir, comme ce fut le cas - à une assez large échelle dès le mois de mars 1975 au Portugal.

Ces remarques indiquent aussi que nous devons éviter toute attitude rigide, d'un formalisme dogmatique, qui repose sur le désir de voir « l'histoire se répéter » sous des formes strictement identiques. Aussi bien les modalités d'apparition de futurs « soviets », que leurs formes initiales peuvent être très différentes. Les Révolutions sont très inventives ! Ceci d'autant plus que l'apparition de tels organes dépend d'un grand nombre de facteurs, **dont la combinaison est à chaque fois originale.**

Pour nous y reconnaître, il faut poser quelques questions qui doivent permettre de découvrir, derrière les formes, **le contenu réel** de ces organes. Est-ce que la classe ouvrière, plus exactement, des parties significatives d'elle-même, encore minoritaires par rapport à l'ensemble de la classe, se reconnaissent dans ces organes ? C'est à dire, ces organes sont-ils effectivement **représentatifs** ? Ces organes exercent-ils un pouvoir allant au-delà de l'usine, ou, si l'on veut, ces organes tendent-ils à dépasser les murs de l'usine et à se développer vers des organes **de pouvoir** ? Répondre à ces questions, au travers d'un examen sérieux et d'une participation directe aux mobilisations, doit nous permettre d'éviter aussi bien les pièges du formalisme, qui conduit à l'attentisme (parce qu'il ne sait pas reconnaître la dynamique et le contenu de tels organes), que ceux d'un aventurisme minoritaire qui croit que le simple fait de proclamer l'existence de « conseils ouvriers » aboutit à la transformation de « regroupement de l'avant-garde » en organes effectivement représentatif et tendant à exercer des fonctions de pouvoir !

L'examen rapide de quelques exemples historiques peut nous permettre de préciser ces aspects du problème. En Espagne, en 1936, face au coup militaire fasciste du 18 juillet, une large avant-garde ouvrière, le 19 et le 20 juillet, riposta avec vigueur, mais en ordre dispersé, sans coordination (dans un premier temps) à l'échelle locale. Alors, divers types d'organes propres des travailleurs vont surgir. Ceux liés directement à la riposte militaire des masses, les **comités de milices**, vont assumer de fait un **rôle de pouvoir politique**, en Catalogne. Le **Comité central des milices anti-fascistes**, organe centralisateur, durant ces jours de juillet, disposait d'un pouvoir tel, que le Gouvernement de la Généralité ne pouvait que confirmer ses décisions. Evidemment, le gouvernement, ses politiciens les plus habiles comme Companys, ne vont pas toléré cela. Les réfor-

mistes les aideront « à régler » dans les 2 mois cette « dualité de pouvoir » en faveur du Gouvernement de la Généralité. Parallèlement à l'apparition des Comités de milices, surgit dans les entreprises privées comme dans le secteur public une multitude de « comités de contrôle » qui possèdent d'ailleurs divers noms. Sous l'influence du courant syndicaliste-révolutionnaire (la CNT), ils ne visaient pas à assumer des fonctions de pouvoir. Néanmoins, on voit ici la complexité du processus. En effet, ces « comités de contrôle » règnent sur un tel nombre de branches du secteur public (tramways et métro de Barcelone, électricité, gaz, téléphone, chemin de fer, distribution du pain, contrôle de la frontière etc...) que, de fait, ils ont acquis un **pouvoir d'administration** qui revient normalement à une autorité politique, ceci même si les travailleurs n'en sont pas conscient, ou y compris, refusent ce type de fonction de pouvoir. Donc, en juillet, en Espagne, existe une structure complexe d'organes de pouvoir et d'organes (les milices et les Comités) qui, de facto, tendent à assumer un pouvoir. Mais, ils restent dispersés, avec les dangers de « réabsorption » que cela comporte, de réduction lente à de simples organes de « contrôle ouvrier » qui s'institutionnalisent et se transforment en organes de quasi participation.

Au Chili, l'émergence d'organes tendant à exercer des fonctions de pouvoir, à devenir de réels soviets, va se faire à partir d'un processus très différent. Par exemple, en juillet 1971, Vuskovic lance les **JAP (les Comités populaires de ravitaillement)**. Officiellement, ils doivent jouer le rôle d'auxiliaire du Ministère de l'économie pour le service du contrôle des prix, ceci en prenant appui sur le secteur nationalisé du commerce de gros. En fait, les JAP, quelle que soit la modestie de leurs objectifs initiaux et leur hétérogénéité, ont joué un rôle de stimulant de l'auto-organisation dans les quartiers pauvres aussi bien pour affronter des problèmes de ravitaillement que pour faire face au sabotage. Lorsque, en mars 1972 se tiendra un Congrès provincial (Santiago) des JAP, les discussions des délégués sur l'ensemble des cas de spéculation, de sabotage fera surgir rapidement les questions d'ordre politique sur l'attitude du gouvernement. Donc aux premiers éléments d'auto-organisation - malgré l'ambiguïté et les limites de ces organes - s'ajoute une politisation croissante, issue de leurs expériences, et d'un début de centralisation. Au moment où, en août 1972, les camionneurs lancent leur grève, les JAP font un saut en avant dans leurs activités et prennent une série d'initiatives en jonction avec les travailleurs du secteur nationalisé. Ces actions dépassent les vœux du gouvernement qui tendra à réglementer de nouveau leur activité. Face à la grève d'août 1973 des commerçants,

une partie des JAP réquisitionnent des camions et des cars et organisent directement le ravitaillement. En même temps, ces organes revendiquent la réquisition des marchandises des magasins en grève, la nationalisation des grands détaillants etc... On voit ici, combien le cours même du développement de la confrontation sociale « dévoie » ces « organes » de leurs fonctions initiales et tend à stimuler à la fois leur jonction avec d'autres instruments de lutte dont se sont dotés les travailleurs et leur intervention sur un terrain jusque là monopole de l'administration étatique. Il ne s'agit ni de mythifier la réalité des JAP (certains sont restés des appendices du ministère), ni de vouloir en faire le centre de gravité de l'auto-organisation au Chili. Non. Cet exemple sert tout simplement à indiquer que nous devons être attentifs à la dynamique de développement de ce type d'organes, sans être paralysé dans l'intervention par un formalisme excessif (liens des JAP avec l'Etat, par le biais de la présence en leur sein des « inspecteurs des prix ad honorem », comme représentants du ministère)

Un autre aspect, au Chili, du développement d'organes tendanciellement de pouvoir ouvrier peut être trouvé dans les « cordons industriels ». Cette fois, l'apparition de ces instruments d'auto-organisation du prolétariat est liée à la combinaison entre une spécificité de la structure syndicale du mouvement ouvrier chilien et l'ampleur des mobilisations ouvrières, spécialement celles qui se déclenchent après octobre 1972 (après la « grève des patrons »). La CUT (la Centrale Unique des Travailleurs) n'était pas structurée de façon à offrir au niveau local des cadres de regroupement des travailleurs, comme peuvent l'être des Unions locales syndicales dans divers pays. Dès lors, les impératifs de la lutte de classe : la nécessité, par exemple, d'un lien entre les travailleurs d'une usine nationalisée et ceux qui se mobilisent pour obtenir la nationalisation de « leur » usine, les besoins d'une défense des usines et des quartiers ouvriers contre les provocations de l'extrême-droite, les exigences de la riposte contre la « grève de patrons » (organiser les transports, assurer l'arrivée de matières premières etc...), tout cela poussa les travailleurs à mettre en place des instruments unificateurs et coordinateurs qui répondent à leurs besoins, qui leur permettent de faire aboutir leurs revendications. Ainsi, dès juin 1972, mais spécialement dès le mois d'octobre de la même année, dans un certain nombre d'usines sont élus, par tous les ouvriers, des délégués qui forment la colonne vertébrale des cordons industriels. Leur nombre restera assez limité,

Au Portugal, suite au « coup d'Etat » du 25 avril 1974, dans le cadre de la soudaine montée revendicative des mois de mai et juin, se constituèrent les célèbres Commissions de Travailleurs. A l'époque, elles se cantonnent aux grandes entreprises de la région industrielle de Lisbonne. Ce n'est qu'après le 11 mars, suite aux mobilisations contre la tentative de putsch de droite, que ces Commissions de Travailleurs (CT) vont se répandre à l'échelle nationale, avec d'ailleurs des caractéristiques assez différentes selon les secteurs et les usines, oscillant entre des sortes d'organes de cogestion (dans des petites entreprises du Nord) et des organes qui tendent à acquérir un champ d'action dépassant les limites de l'usine ; cependant, la tendance se développe dans ce dernier sens, durant l'automne 1975. Il faut comprendre que, dès 1974, le potentiel des CT constituait un élément central pour la définition d'une intervention politique révolutionnaire au Portugal, élément qui devrait se combiner avec la bataille pour la création d'un syndicat unique, démocratique avec droit de tendance.

A nouveau, l'apparition des CT au Portugal est le produit d'une combinaison particulière. D'une part, la faiblesse du mouvement ouvrier organisé portugais, suite à quarante huit années de régime corporatiste, laisse un vide qui va être rempli par les CT. Dès lors, il est clair, qu'une dimension syndicale existe dans les CT, d'autant plus, que la structure même du syndicat, en 1974 et 1975, continue à épouser celle des syndicats corporatistes ; c'est à dire qu'il existe dans une même entreprise, plusieurs syndicats. Ainsi la nécessité d'un instrument d'unification de tous les travailleurs de l'entreprise se manifeste, la CT y répond (et, souvent, elle est composée des délégués syndicaux, qui ont la confiance des travailleurs).

D'autre part, la crise extraordinaire de l'appareil d'Etat hérité du salazarisme, la crise de direction politique bourgeoise d'une extrême profondeur créent l'espace qui, à l'occasion du 11 mars, peut être occupé aisément par les organes dont se sont dotés les travailleurs. C'est alors, que les travailleurs du secteur nationalisé (suite au 11 mars) peuvent s'engager, avec une relative facilité, dans des actions de contrôle ouvrier qui les conduisent à dépasser l'enceinte de l'usine (liens entre travailleurs agricoles et travailleurs du secteur pétro-chimique, de la métallurgie etc...) Sous les effets combinés de ces facteurs, les CT s'affirment de plus en plus comme une structure qui serait susceptible de fournir l'axe d'organes de pouvoir ouvrier. La grande faiblesse reste leur dispersion, dans l'industrialisation, ce qui, dans

tiques, montrent que les voies qu'emprunte le « mouvement d'auto-organisation » sont fort diverses. Trotsky soulignait que « les soviets en Russie, dans leurs premiers pas, n'ont pas du tout été ce qu'ils sont devenus par la suite, ils ont même souvent porté à l'époque le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève ».

Trois impératifs

Outre les modalités et les formes d'apparition, nous sommes confrontés à une autre question. Il est peu probable, et beaucoup d'expériences historiques tendent à le démontrer, qu'un développement des conseils relativement simultané et rapidement centralisé, comme on l'a connu dans la Révolution Russe et dans la Révolution Allemande, voit le jour.

Dès lors, il est bien plus probable que se produise un processus assez long, relativement chaotique, désynchronisé à l'échelle régionale et des branches industrielles, de surgissement d'organes d'auto-organisation des masses laborieuses, d'organes se situant à la limite d'instruments de pouvoir ouvrier. Aussi bien les rapports de forces au sein du mouvement ouvrier, dans la phase initiale, que les expériences négatives de centralisation au sein des organisations syndicales bureaucratiques, que le développement profondément inégal de la conscience de classe etc... favorisent ce genre d'apparition non-synchronisée des formes d'auto-organisation.

Dès lors, face à une telle réalité, si les révolutionnaires jugent que des secteurs significatifs de la classe ouvrière sont prêts à s'engager dans un mouvement d'auto-organisation allant au-delà du simple « comité de grève » ou « comité de contrôle », ils doivent engager toutes leurs forces pour accomplir un certain nombre de tâches.

La première consiste évidemment à populariser les initiatives spontanées et semi-spontanées qui éclatent de façon fragmentée, à prendre eux-mêmes (si ils en ont les moyens) des initiatives allant dans ce sens, à développer une approche correcte vers les diverses forces du mouvement ouvrier afin d'étendre et de généraliser ces exemples. Par exemple ; lorsque le premier cordon industriel s'est formé à Santiago (au Chili), en juin 1972, il est évident qu'un des objectifs importants des révolutionnaires consistait à populariser un tel exemple. L'apparition de nombreux autres cordons, après octobre 1972, indiquait combien le cordon de Cerrillos correspondait à un besoin objectif de la lutte des masses.

Le seconde réside dans l'effort à engager pour stimuler une coordination des instruments de démocratie directe à la base, en donnant les masses labo-

instruments d'auto-organisation et les pousse à assumer des fonctions de pouvoir. A ce sujet, il est significatif que face à la tentative de coup de juin 1973 (le Tancazo du 29 juin), la CUT elle-même invita les travailleurs à coordonner leur action aux travers des « cordons industriels ». Une coordination entre les principaux cordons industriels de Santiago s'établit d'ailleurs au milieu de l'année 1973, la presse qu'elle publie traduit l'élévation des objectifs que se fixe logiquement une telle coordination. Les mots d'ordre concernent aussi bien la politique du gouvernement d'Unité Populaire (ses tractations avec la droite), que la nécessité de l'auto-défense. Au même titre, au Portugal, lorsque les travailleurs du plus grand groupe industriel, la C.U.F. (Companhia Uniao Fabril) créent une coordination entre toutes les CT des entreprises de ce groupe géant, ils se posèrent immédiatement de nouvelles questions : comment assurer l'emploi globalement, dans les dizaines d'entreprises que comporte ce groupe ; comment reconverter les activités de certaines entreprises ; comment déterminer les prix des engrais en relation avec les besoins de la réforme agraire ; quelle est la relation entre les revendications des travailleurs de la CUF et ceux de tout le secteur nationalisé, etc ? On voit comment, la coordination porte en elle un certain degré (il ne faut pas exagérer l'automatisme du processus) de dépassement des activités limitées de contrôle au niveau d'une usine, d'une banque, d'un hôpital, ou encore au niveau d'un quartier.

La troisième consiste à impulser la centralisation de ces organes de pouvoir ouvrier. Cette centralisation, en faisant apparaître un « centre de décision » des masses laborieuses, en faisant surgir un instrument qui stimule le début d'application des décisions prises par les divers organes de pouvoir ouvrier, crée le cadre adéquat pour que s'affirme effectivement les fonctions de pouvoir des organes d'auto-organisation. En outre, elle rend quasi impossible un processus de réabsorption des divers conseils dans les limites du seul contrôle ouvrier, dans l'usine. Il est caractéristique, par exemple, que le Gouvernement de la Généralité (en Catalogne) n'ait pu supporter l'existence du Comité central des Milices. Le conflit entre ces deux instances ne pouvait que s'exacerber. La centralisation de ces organes de pouvoir qu'étaient les Milices créait une véritable situation de dualité de pouvoir (au début, l'illusion exista même que « tout le pouvoir » était dans les mains du Comité des Milices). A ce niveau, la confrontation est inéluctable. Il ne peut y avoir une institutionnalisation et une réabsorption, comme cela peut se produire, sur le plan de la fabrique. Cette réabsorption s'exprime au travers d'une régression des fonctions que remplissent les comités

d'usine au cas où ne s'affirme pas une véritable situation de dualité de pouvoir ou si, un recul du mouvement de masse se produit. Les modalités de cette centralisation peuvent être très différentes, elles dépendent d'un grand nombre de facteurs : expériences historiques faites par la classe ouvrière d'un pays antérieurement à une montée révolutionnaire, nature du mouvement syndical, rapports de force entre réformistes et révolutionnaires, degré d'implantation - dans des secteurs stratégiques - des militants d'une organisation marxiste-révolutionnaire, type de confrontations politiques qui éclatent (tentative de coup de main de la réaction etc...). A chaque fois, il est nécessaire de partir des besoins objectifs des masses, des besoins qui s'expriment déjà au niveau des divers comités ou à celui de coordinations naissantes pour présenter la centralisation comme le moyen le plus efficace pour répondre à leurs aspirations.

Au Portugal, par exemple, suite aux nationalisations appliquées après le 11 mars et face à une crise économique et à un sabotage capitaliste grandissants, au sein de nombreuses commissions de travailleurs se développent des discussions sur la nécessité pour les travailleurs de définir un plan de lutte, un plan de reconversion du secteur nationalisé, etc... Il est clair que, dès lors, la centralisation des commissions de travailleurs - la réunion d'un congrès des CT - peut être présentée comme la construction du cadre le plus adéquat aussi bien pour faire le bilan des ressources productives, des stocks existants que pour faire une sorte de comptabilité des besoins des masses laborieuses, deux choses tout à fait nécessaires pour définir un plan de reconversion industrielle comme un plan de lutte. Une telle centralisation des commissions de travailleurs aurait modifié profondément la situation politique au Portugal : elle aurait fait surgir un organe représentatif des travailleurs au niveau national, dont la tendance à assumer des fonctions de pouvoir aurait été évidente.

On peut donc dire que, si les trois impératifs dont nous avons parlé (développement et extension, coordination, centralisation) sont remplis, alors il ne fait pas de doute que l'on entre réellement dans une situation de dualité de pouvoir. Il faut encore mettre en relief, très brièvement, deux questions étroitement liées à ce dont nous venons de parler.

Premièrement, il faut s'opposer à toute conception substitutiste, qui consiste à caractériser comme « conseil ouvrier » de simples regroupements de militants d'organisation de la dite « gauche révolutionnaire ». Ceci fut souvent le cas au Portugal. Pour nous, il est nécessaire que ces organes soient réellement représentatifs de la classe ouvrière - ne serait-ce qu'au niveau de quelques usines,

de quelques quartiers, initialement - pour qu'ils puissent jouer leur rôle de représentants de toute la classe ouvrière, d'organes effectifs de front unique. Deuxièmement, dans la mesure où ces organes doivent tendre à assumer des fonctions de pouvoir, dans la mesure où ils augurent de la démocratie soviétique future, dans la mesure où ils doivent représenter l'ensemble de la classe et, de ce fait, les divers courants politiques du mouvement ouvrier, l'élection au niveau territorial est une exigence importante. Trotsky écrit à ce propos :

« La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus ferme. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe ouvrière. Il n'est pas besoin d'inventer ici de nouvelles formes : il y a des précédents historiques. Les ateliers, les usines élisent des députés qui se réunissent pour élaborer en commun les programmes et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer le nom d'une telle organisation : c'est les soviets des députés ouvriers ».

Evidemment, l'élection est un objectif important à atteindre. Néanmoins, il faut éviter à nouveau une position formaliste et rigide face à l'émergence d'organes potentiels de pouvoir ouvrier qui ne sont pas élus. Ici, leur réel contenu est décisif pour déterminer l'attitude des révolutionnaires, même s'ils doivent, pédagogiquement et en tenant compte des progrès du mouvement réel, se battre pour des élections.

Pour que tous, ou une grande partie des objectifs dont nous venons de parler soient atteints, il est évident que nous devons combiner des initiatives propres - avec les forces qui dans le moment sont prêtes à engager des mobilisation pour les mêmes buts - et une politique d'unité d'action vers les organisations réformistes.

L'importance de l'auto-organisation

Certains peuvent penser que nous attachons une attention démesurée à la naissance et au développement des organes d'auto-organisation. Certes, la nature même de l'exposé peut tendre à une approche un peu unilatérale de toutes ces questions. Cependant, je voudrais éclairer rapidement les raisons pour lesquelles nous mettons au centre le processus d'apparition des organes prolétariens de démocratie directe. Ces raisons découlent de la nature même de la révolution socialiste, de la révolution prolétarienne. Premièrement, avant que la classe ouvrière prenne le pouvoir, elle ne dispose pas d'une position économique dominante, elle ne possède pas « le pouvoir économique » que la bourgeoisie

possédait, par exemple avant la Révolution de 1789. Le fait d'être exploitée et opprimée économiquement et socialement est le fondement matériel qui explique pourquoi la classe ouvrière, en dehors d'une situation de dualité de pouvoir, trouve normal le système de pouvoir tel que l'offre la démocratie bourgeoise. Une chose est de rejeter un gouvernement, une autre chose est de rejeter le système de pouvoir ! Il faut, pour rompre cette hégémonie (qui a des fondements non seulement dans l'obligation faite à chaque travailleur de vendre sa force de travail, mais dans le contrôle de la bourgeoisie sur l'appareil d'Etat, sur la radio, la TV, sur le système d'éducation), une situation exceptionnelle. Cette situation exceptionnelle c'est précisément celle qui surgit avec la « dualité de pouvoir ». C'est à ce moment, que comme nous l'avons vu, les masses entrent sur la scène politique. C'est à ce moment, que la classe ouvrière — qui est opprimée économiquement, socialement, culturellement, qui n'est donc pas autonome — peut affirmer une autonomie dans sa majorité. En période de dualité de pouvoir, ce qui vaut « normalement » pour l'avant-garde vaut pour les masses ! Toutes les descriptions de ces périodes indiquent la richesse de l'activité, des découvertes, de la créativité des masses laborieuses, et surtout, la rupture qui s'établit, à partir de leurs expériences au sein d'organes de pouvoir ouvrier, avec un passé d'acceptation du fonctionnement du système de pouvoir de la bourgeoisie.

Deuxièmement, la classe ouvrière ne peut pas s'emparer de l'appareil d'Etat et simplement l'aménager, comme l'a fait la bourgeoisie avec l'appareil d'Etat légué par la monarchie absolue. Si la classe ouvrière veut prendre le pouvoir et rester au pouvoir, elle doit détruire l'appareil d'Etat bourgeois et en construire un nouveau, qui porte en lui-même les éléments de sa future disparition, c'est-à-dire un appareil qui limite fonctionnellement les délégations de responsabilités, une démocratie des conseils. La « dualité de pouvoir », c'est donc l'apprentissage à la fois de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et de la mise en place d'un nouveau type de démocratie.

Libertés démocratiques et démocratie parlementaire bourgeoise

Il est nécessaire d'examiner maintenant une question que nous pourrions formuler ainsi : le passage de la légitimité des institutions de la démocratie bourgeoise parlementaire vers les organes de pouvoir ouvrier.

La bourgeoisie lors d'une montée révolutionnaire tend, avec beaucoup d'acharnement, à opposer la dite « souveraineté populaire », le parlement fondé sur



le suffrage universel au pouvoir des Comités, des conseils etc.. Il faut reconnaître que, dans plus d'un cas, elle l'a fait avec succès ; un succès qui en dernière instance est dû à l'inexistence ou à l'extrême faiblesse d'un parti révolutionnaire qui sache développer au niveau des conseils l'activité qui fut celle du parti bolchévique entre février et octobre 17. Mais ce succès de la bourgeoisie plonge aussi ses racines dans les illusions démocratiques qui existent au sein des masses et qui sont renforcées par les réformistes. La façon dont la bourgeoisie, dans ces moments cruciaux, présente les choses est caractéristique. Pour sauvegarder les institutions bourgeoises, elle présente l'affrontement entre conseils et institutions de l'Etat bourgeois sous la forme du dilemme : dictature ou démocratie. C'est ce qu'elle fit en Allemagne en 18-19, lorsqu'elle visait à la liquidation du pouvoir des « Räte » (des conseils) et à l'affirmation de la souveraineté d'une Assemblée constituante. Rosa Luxembourg répondait fort bien : « Il ne s'agit pas d'un choix entre démocratie ou dictature ; la question mise à l'ordre du jour par l'histoire est démocratie bourgeoise ou démocratie socialiste... Sans la volonté consciente et sans l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le Parlement des prolétaires des villes et des campagnes ».

La difficulté à résoudre est donc double : d'une part, les masses laborieuses, au travers de leurs expériences dans les conseils, les comités doivent atteindre le niveau de conscience qui leur fasse rejeter le dilemme posé par la bourgeoisie et les courants réformistes en termes de dictature ou démocratie ; d'autre part, elles doivent situer dans les organes

d'auto-organisation, le centre de gravité du développement des libertés démocratiques, la légitimité du pouvoir, du nouveau pouvoir.

C'est sous une forme analogue à l'Allemagne que les socialistes portugais, que Soares, ainsi que le PPD de Sa Carneiro s'opposèrent au développement des « commissions de moradores » et des « commissions de travailleurs ». Ils dénonçaient le « pouvoir parallèle » qu'elles constituaient face au « seul organe légitime de la démocratie » : l'Assemblée Constituante élue au suffrage universel. Au nom de cette souveraineté populaire, ils s'attaquaient aux CT et aux CM.

Riposter à cela est une des tâches les plus ardues des révolutionnaires. Il faut porter un jugement concret sur l'emprise réelle des illusions démocratiques sur l'ensemble de la classe ouvrière, afin d'éviter les pièges de l'aventurisme. Au Portugal, ceci s'est exprimé sous la forme du slogan : « Dissolution de l'Assemblée Constituante ! » lancé en août 1975. Mais, en même temps, il faut savoir utiliser toutes les occasions pour faire la démonstration qu'il n'existe pas de signe d'égalité entre le développement des droits démocratiques et les institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise. Ainsi, au même moment où Soares organise une campagne, en avril 1975, dans laquelle le thème du « contrôle ouvrier » est en bonne place, lui et les députés socialistes, dans la Constituante élue au nom de la « souveraineté populaire » vont s'opposer au développement du contrôle ouvrier, du contrôle social, à l'extension des activités des CT et des CM. Il y avait là une excellente occasion de démonter les pièces du « faux débat » lancé par les socialistes et d'exposer leurs véritables intentions.

La politique des réformistes, leur volonté de faire correspondre libertés démocratiques et institutions de la démocratie bourgeoise, se développe sur une base relativement favorable, d'autant plus après l'expérience historique du fascisme et aussi celle du stalinisme. En effet, la politique des courants réformistes du mouvement ouvrier tend à identifier le cadre dans lequel le mouvement ouvrier, par ses luttes, a conquis diverses libertés démocratiques avec ces libertés elles-mêmes. C'est sur cette « ambigüité », qui a des racines dans l'histoire même de la classe ouvrière (racines que les réformistes ont « cultivées ») que repose une grande partie des illusions, qu'une expérience d'auto-organisation suffisamment développée et l'intervention d'un parti révolutionnaire peuvent effacer.

En outre, vous savez fort bien que les modalités du suffrage universel (électeurs atomisés dans leur « isolement » — ce n'est pas un hasard si les patrons détestent les assemblées Générales dans les usines, avec le vote à main levée — égalité frauduleuse entre tous les électeurs), la limitation du débat d'une grande série de problèmes (de la fiscalité, à la sécurité sociale aux diverses options concernant l'aménagement du territoire) à l'arène parlementaire, tout cela — vu les options réformistes — conforte les illusions dans les institutions démocratiques, la confusion entre libertés démocratiques et institutions de l'Etat bourgeois.

Pour battre en brèche ces illusions, il faut qu'un clivage s'opère entre d'une part, les libertés démocratiques, le mouvement d'auto-organisation, l'élection des comités, leurs décisions et l'application de ces décisions et d'autre part, les institutions de l'Etat bourgeois qui apparaissent **comme une limitation**, comme un **obstacle** au développement de tout ce processus.

Au **Portugal**, par exemple, dès le mois de mars 1975, le mouvement d'auto-organisation qui s'initia dans l'armée posa immédiatement ce type de problèmes : dans cette institution bourgeoise par excellence qu'est l'armée, l'existence d'assemblée de soldats, la discussion des ordres et des missions apparaissaient comme entrant en totale contradiction avec le fonctionnement « normal » de l'armée, fonctionnement normal que réclamait à grands cris aussi bien les sociaux-démocrates que les partis bourgeois. Par contre, ces assemblées apparaissaient comme normales pour les soldats. Tout le débat qui s'instaura autour de la presse, suite à la dite « affaire República », permettait de mettre en lumière combien la « liberté de la presse », en système capitaliste, est un monopole lié à la propriété privée. Ainsi, il était possible de montrer qu'effectivement une limite radicale à la « liberté de la presse » réside dans la propriété privée, et plus généralement que les



limitations des libertés démocratiques sont le résultat de la propriété bourgeoise.

Au Chili, les limitations que le gouvernement mit systématiquement à l'activité des JAP, après octobre 1972 en nommant un général à la tête d'un « secrétariat national du ravitaillement » en tendant à assurer une articulation plus étroite avec l'administration, faisait aussi apparaître les contradictions entre le processus d'organisation autonome qui se dessinait dans certains cas et les impératifs politiques issus de la propriété privée. Le général secrétaire au ravitaillement affirmait en mars 1973 : « la distribution des biens de consommation devra se faire exclusivement à travers les établissements commerciaux privés, exception faite uniquement pour les quartiers où il n'y en a aucune ». Les JAP devaient savoir rester à leur place... et le commerce privé à la sienne.

Toutes les expériences de contrôle ouvrier qui se développent à un certain niveau permettent de mettre en lumière cette fonction limitative que remplissent les institutions bourgeoises. Ainsi, au Portugal, alors que le PS et le PPD parlaient de réforme agraire, de « la justice » à établir pour les paysans « exploités depuis des siècles », ils manifestèrent une opposition unanime lorsque les travailleurs de la CUF, qui contrôlaient les entreprises décidèrent de livrer des engrais à bas prix aux paysans qui avaient occupés les terres, aux paysans qui avaient formés des coopératives.

Pour que le clivage s'accroisse entre d'un côté, auto-organisation, libertés démocratiques, capacité de décision supérieures et directes des travailleurs dans et au travers des organes de pouvoir ouvrier et de l'autre des institutions de la démocratie bourgeoise, il est important que soit assuré l'exercice le plus complet de la démocratie ouvrière dans ses organes. Voilà d'ailleurs une des raisons pour lesquelles, déjà aujourd'hui, nous mettons autant sur le plan syndical comme au niveau des simples comités de grève, l'accent sur cette question. Non seulement, la démocratie ouvrière assure une plus grande efficacité dans le fonctionnement d'un comité de travailleurs — puisqu'elle facilite la prise en charge de toutes les tâches par le plus grand nombre —, mais elle permet aussi de préfigurer le fonctionnement de l'Etat Ouvrier.

L'affrontement

Toute situation de dualité de pouvoir porte en elle un affrontement, sous une forme militaire, plus ou moins ample, plus ou moins prolongé entre les deux autorités politiques, entre les deux pouvoirs reposant sur deux classes hostiles.

Cet affrontement, soit permet à la

classe en « déclin » d'éliminer les éléments du nouveau pouvoir, soit il rend possible pour la classe ouvrière la destruction des éléments de pouvoir de la classe dominante. Il faut donc inclure dans toute analyse de la dualité de pouvoir cette dimension de l'armement des deux classes antagoniques, de la confrontation sous forme militaire de ces deux classes. Nous ne pouvons pas, dans le cadre de cet exposé, examiner longuement cette question. Nous rappellerons cependant quelques éléments.

Tout d'abord, l'exemple portugais, l'exemple chilien à un degré moindre, mais aussi l'actuelle situation en France, en Italie et en Espagne, indiquent, que sous l'impact d'une crise sociale extrêmement profonde, d'une montée vigoureuse du mouvement de masse les forces militaires sont ébranlées, à divers degrés. Il serait erroné de considérer l'armée comme une sorte de « ghetto » qui vit à côté de la réalité sociale. Tout prouve aujourd'hui déjà dans des pays comme l'Italie ou la France, que cela est faux, que les efforts de la bourgeoisie dans ce sens ne sont que partiellement couronnés de succès. D'ailleurs une des fonctions vitales du travail anti-militariste, de la lutte pour les droits démocratiques et les droits d'organisation des soldats (dès maintenant) n'est autre que de limiter au maximum cette tentative de la classe dominante « d'isoler » l'armée et les soldats de la vie civile et de ses luttes sociales et politiques.

Ensuite, s'il est vrai que la classe ouvrière, en tant que classe opprimée, ne possède pas des armes, il est faux de partir de cette constatation pour en déduire soit l'impossibilité objective de l'armement de la classe ouvrière (raisonnement propre aux réformistes de tous poils), soit une option substitutive, visant à remplacer l'armement de la classe ouvrière par celui d'un « minorité spécialisée ».

Sur cette question, il est toujours utile de lire ou de relire les célèbres passages de Trotsky, dans « Où va la France ? », sur les milices ouvrières et l'armement du prolétariat. Ainsi, Trotsky écrit au sujet du « désarmement » des travailleurs : « Le prolétariat produit les armes, les transporte, construit les bâtiments où elles sont déposées, défend ses bâtiments contre lui-même, sert dans l'armée et crée tout l'équipement de celle-ci. Ce ne sont ni des serrures, ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison nationaliste. Il suffit de détruire ces murs psychologiques — et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille les armes, et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est d'éveiller en lui cette volonté et de faciliter sa réalisation ». Sous des formes embryonnaires, l'exemple portugais con-

firme largement ces affirmations de Trotsky. Non seulement la jonction des soldats avec les travailleurs, mais les revendications des travailleurs des usines d'armements (qui réclamaient la suppression du statut de discipline militaire dans l'usine, le contrôle ouvrier...) comme les initiatives des soldats et des ouvriers des grands dépôts d'armes sont là pour illustrer la validité de cette citation.

Pour « éveiller en lui cette volonté », comme le dit Trotsky, l'expérience de l'auto-défense est évidemment décisive. La riposte spontanée que lancèrent les travailleurs de nombreuses villes d'Espagne, le 18-19-20 juillet 1936, face au coup d'Etat fasciste, n'est compréhensible qu'à partir de toutes les expériences d'auto-défense, de défense des locaux syndicaux qui depuis 1931 jalonnent l'histoire du prolétariat espagnol et du mouvement syndicaliste-révolutionnaire. Andrés Nin, en 1931, à l'occasion de la grève générale de septembre à Barcelone, ne manqua d'ailleurs pas de souligner immédiatement que : « un des épisodes les plus intéressants de la grève générale de Barcelone a été la défense armée du syndicat du bâtiment. Durant plus de 6 heures, une douzaine d'ouvriers, retranchés dans le local du syndicat, et mal armés, tinrent en respect des forces de police considérables. Parallèlement d'autres groupes d'ouvriers, dans des rues voisines, abrités derrière une barricade, inquiétaient la force publique, et après une heure de lutte, se retiraient stratégiquement, sans laisser un seul prisonnier aux mains de l'ennemi. « Après quelques considérations historiques — où Nin indique les limites, mais l'importance de telles initiatives — il conclut : « Il est indispensable (car la technique militaire a fait des progrès énormes) de conquérir à la cause de la révolution une bonne partie de l'armée. La conséquence pratique qui découle de tout cela est la nécessité urgente d'intensifier le travail de propagande et d'agitation dans le sein de l'armée et de commencer sans tarder la Constitution de comités de soldats ».

En effet, outre l'auto-défense, la jonction avec les soldats constitue la pierre angulaire de l'armement de la classe ouvrière, comme les exemples de la révolution russe, de la révolution allemande, ou de la première phase de la révolution portugaise l'ont démontré. Il faut comprendre ici, que l'impact de la crise sociale sur l'armée, le développement du courant anti-militariste poussent les soldats à s'auto-organiser, à développer des mouvements de revendications, sur des objectifs aussi bien matériels (nourriture, solde, logement) que liés aux libertés démocratiques. Dès lors, souvent, la jonction entre travailleurs et soldats est liée à un processus d'auto-défense des soldats qui, menacés de répression suite à un mouvement revendicatif, cherchent un

appui social et politique parmi les travailleurs. Ce fut le cas en Allemagne, dans la Marine, en 1918. Ce fut le cas au Portugal dans le nord. Dans une telle situation, l'appui que les travailleurs peuvent donner aux soldats est décisif pour, d'une part, renforcer la capacité de lutte des soldats, renforcer leur confiance dans le « pouvoir naissant » des travailleurs et d'autre part, assurer leur jonction avec les travailleurs. Un des premiers moments de la défaite du 11 septembre du prolétariat chilien, se situe à la date du 7 août 1973. Ce jour, des centaines de marins et d'officiers anti-putschistes sont arrêtés par les officiers (réactionnaires et les services de sécurité) à Valparaíso et à la base navale de Talcahuano. Aucune riposte d'ensemble du mouvement ouvrier ne fut lancée pour les protéger. Dès ce moment, la confiance parmi les soldats anti-putschistes sur l'aide possible des travailleurs et de leurs organisations en cas de résistance de leur part ne pouvait que décliner dramatiquement.

Enfin, s'il est vrai que l'armée peut subir très fortement les contre-coups d'une montée massive des luttes sociales et politiques, il faut être attentif au projet constant de la bourgeoisie : **reconstruire en permanence** des « corps d'armée » en qui elle peut avoir confiance et viser systématiquement au désarmement des travailleurs. Plus d'un militant, lorsque la crise de l'armée portugaise s'amplifia, lorsque le commandement militaire se vit opposer par de multiples unités le refus clair et net de leur participation à une nouvelle force militaire, l'AMI, en déduisirent que l'armée portugaise était détruite. En réalité, la bourgeoisie, l'État-major concentraient, après cet échec, leur effort sur d'autres troupes. Le 25 novembre la preuve fut administrée que l'armée était loin d'être détruite. En Russie, jusqu'au dernier moment, le gouvernement tenta de manœuvrer, en déplaçant des régiments, en modifiant la composition des garnisons, etc.

Voilà trois aspects d'un problème bien plus complexe : celui de l'affrontement entre classes, sous une forme militaire, que toute situation de dualité de pouvoir porte en elle. De nombreuses questions se posent que nous n'avons pas abordé ici : la préparation propre du parti à cet affrontement, l'auto-défense et les syndicats, les rapports entre conseils d'usine, conseils ouvriers, commissions de travailleurs et les conseils de soldats... Sur toutes ces questions, l'expérience portugaise est riche d'enseignements, qu'il faudra assimiler dans le cadre de l'Internationale.

L'unité de la classe ouvrière, gagner sa majorité

Vous avez déjà, à l'occasion d'exposés

antérieurs, examiné les questions de la tactique de Front Unique et du mot d'ordre gouvernemental. Je voudrais dès lors ne mettre en lumière que quelques aspects de cette tactique de front unique en période de montée révolutionnaire, de crise révolutionnaire. Je laisse de côté la question du mot d'ordre gouvernemental ou la politique à adopter face à un gouvernement « d'Union de la gauche », puisque cela fut traité hier.

Le **fondement** de notre tactique de front unique reste évidemment le même durant cette période. Nous partons toujours de la **nécessité de l'unité** et de l'**indépendance** de la classe ouvrière pour répondre à ses **besoins objectifs**. C'est-à-dire que nous visons à une unité qui se constitue sur les **tâches centrales du moment**, définies précisément à partir des besoins de l'ensemble de la classe ouvrière. Donc, nous devons à la fois rejeter une conception qui voudrait faire du front unique un simple « instrument » de dénonciation et celle qui veut réduire cette unité à celle des partis ouvriers, en éliminant les objectifs clés qui permettent aux travailleurs de faire un pas en avant, de modifier les rapports de force, de développer leur niveau de conscience, la conscience de la nécessité de la révolution socialiste et, dès lors, de changer leurs relations avec les directions réformistes. Évidemment, réunir les couches les plus larges de travailleurs, afin d'engager des mobilisations sur les tâches centrales du moment, implique une série de mesures « tactiques » qui vont de la façon dont les revendications sont présentées, à une politique d'alliance privilégiée, etc... et qui tiennent compte aussi des **rapports de force** avec les organisations réformistes.

En relation avec ces considérations, dans une situation de montée révolutionnaire, dans une situation au seuil de la dualité de pouvoir, trois phénomènes doivent être mis en lumière.

Premièrement, une telle période est, par définition, propice à une **élévation de la conscience de la classe ouvrière, grâce aux expériences qualitativement nouvelles** (auto-organisation, contrôle ouvrier dans l'usine, contrôle « social » au niveau des quartiers, décisions prises et partiellement appliquées par des coordinations de comités, auto-défense, etc.) que font des centaines de milliers de travailleurs. Néanmoins, cette élévation de la conscience se fait de façon fort **inégalement** non seulement entre divers secteurs et couches de travailleurs, mais aussi entre les divers « domaines » de la lutte de classe. Ceci signifie que, si la conscience de classe opère des bonds en avant dans de tels moments, ceux-ci ne se font pas en même temps sur tous les terrains. Une des conclusions évidentes de ce processus est la suivante : au moment même où les travailleurs peuvent engager des mobili-

sations d'envergure, développer radicalement le niveau de l'auto-organisation (créer des commissions de travailleurs, des commissions de quartier, etc.), ils peuvent **maintenir des rapports de confiance** (plus ou moins grands) avec les **directions réformistes**. Donc, bien que, par leurs luttes dans l'action, ils rompent avec les options des directions réformistes, ils conservent une demi-confiance ou une demi-méfiante, si ce n'est une confiance totale dans les directions des partis ouvriers traditionnels. Ne pas comprendre cela, c'était par exemple se rendre incapable de saisir la signification très positive des résultats électoraux d'avril 75 (élections à la Constituante) au Portugal, élections qui furent marquées par un succès du PS.

Deuxièmement, dans de telles périodes s'affirme une **puissante pression en faveur de l'unité des travailleurs**. Des couches nouvelles d'ouvriers entrent dans la lutte, pénètrent pour la première fois sur la scène politique et nourrissent un attrait énorme pour l'unité du front prolétarien. Les travailleurs saisissent l'enjeu énorme des batailles qui s'engagent et donc la nécessité d'une unité, d'un front uni. En outre, cette unité, est stimulée d'une part par les **expériences faites dans les organes de démocratie ouvrière à la base** (commissions de travailleurs au Portugal, cordons industriels au Chili, etc.) et, d'autre part, par l'obligation d'une **défense efficace** contre les multiples attaques de la réaction. Que ce soit en Allemagne en 1920 face à la tentative de coup militaire de Kapp, au Chili en octobre 72, lors de la grève des camionneurs ou, en juin 1973, lors du « Tancazo » (tentative de coup avorté conduite par le 2^e régiment blindé), au Portugal en septembre 1974, et en mars 1975 lors des deux tentatives réactionnaires dirigées par Spínola, à chaque fois les travailleurs ont unifié leurs rangs pour engager la riposte. Mieux, au Chili, et au Portugal, ils ont lié la contre-attaque au **développement de leurs propres organisations démocratiques à la base**. Ainsi, la défense contre la réaction s'assimile à la défense des organes propres des travailleurs, auxquels les masses laborieuses, de ce fait, attribuent une plus grande légitimité. Cette pression à l'unité donne de même toute son importance à la bataille pour la **démocratie ouvrière** au niveau des syndicats et des organes d'auto-organisation.

Troisièmement, durant une telle période, s'offrent des possibilités tout à fait nouvelles pour la **construction du parti révolutionnaire**. Ceci traduit sur le plan organisationnel, l'élévation rapide du niveau de conscience de dizaines et dizaines de milliers de travailleurs. Non seulement de plus en plus de travailleurs manifestent un attrait pour les propositions qu'avancent les révolutionnaires,

mais de plus en plus nombreux, ils sont prêts à s'intégrer à une organisation révolutionnaire. Le renforcement de l'organisation révolutionnaire et la présence de ses militants dans les organes de démocratie ouvrière à la base permettent à leur tour de stimuler de nouvelles initiatives suscitant une maturation plus profonde de la conscience de classe de larges couches d'ouvriers. Mais, évidemment, l'organisation révolutionnaire, même si elle a accumulé suffisamment de forces dans la période précédant la montée pour assurer, dès le départ, sa présence dans les organes d'auto-organisation, reste encore une force tout à fait minoritaire dans la phase qui se situe au seuil de la dualité de pouvoir et, y compris dans les premières phases d'une situation de dualité de pouvoir.

La combinaison entre ces trois éléments permet de préciser le cadre dans lequel les révolutionnaires peuvent développer concrètement une politique de front unique. Néanmoins, il faut encore spécifier les effets sur les partis réformistes d'une situation de montée de crise révolutionnaire. S'il est un moment où la caractérisation des partis réformistes comme contre-révolutionnaires se matérialise et peut objectivement devenir visible aux yeux des masses, c'est bien lors d'une crise révolutionnaire ! Cette politique contre-révolutionnaire apparaît à ce moment sous un éclairage des plus crus. Prenons un seul aspect de cette politique contre-révolutionnaire des réformistes que l'on retrouve partout et qui traduit très concrètement leur politique de sauvegarde de l'Etat bourgeois. Au Portugal, dès l'été 1975, Soares lance une campagne furieuse contre les « milices ouvrières » (qui étaient tout à fait embryonnaires) et réclame les plus dures peines contre les travailleurs qui ne sont pas prêts à accepter, les bras croisés, une tentative de putsch de l'extrême-droite. En Russie, au mois de juillet 1917, Kérénsky fait occuper par les troupes contre-révolutionnaires les quartiers ouvriers de Petrograd pour désarmer les ouvriers. Au Chili, dès juillet 1973, le gouvernement Allende couvre les perquisitions violentes de l'armée dans les usines et les sièges des partis ouvriers afin d'appliquer la loi sur le « Contrôle des armements ». En Allemagne en 1919, les sociaux-démocrates Ebert et Noske répriment dans le sang les travailleurs.

Cette politique ouvertement contre-révolutionnaire conduit à chaque fois des militants révolutionnaires à adopter des jugements sur les partis réformistes qui les empêchent de pouvoir agir efficacement pour soustraire à l'emprise réformiste de larges couches de travailleurs. Par exemple, la caractérisation du Parti socialiste portugais comme un parti bourgeois ou, mieux, « social-fasciste » faite par une série d'organisations de la dite « gauche-révolutionnaire », leur interdit toute appro-

che cohérente vers la base du PS dès le mois de Mai-juin 1975. Elle renforça une politique divisionniste au sein des CT et CM ; elle empêcha toute politique de front unique vers la direction du PS dès le moment où la réaction releva la tête et multiplia les attaques contre les locaux des syndicats, etc.

Ce que ces courants ne comprenaient pas c'est que, dans des périodes de montée révolutionnaire, se développent simultanément deux aspects contradictoires de ces partis : d'une part, le rôle contre-révolutionnaire de la direction s'affirme avec netteté, d'autre part, ils tissent des liens plus nombreux avec la classe ouvrière, pour la simple et bonne raison que des dizaines de milliers de travailleurs pénètrent pour la première fois sur la scène politique et se dirigent vers ces partis. Saisir ces deux aspects contradictoires du Portugal, revenait non seulement à modifier la caractérisation du PS, de développer une politique de FU vers lui, mais à comprendre que, sur le plan syndical, des tensions se manifesteraient entre la politique de la direction et sa base syndicale, et, dès lors, que l'opportunité existait de gagner une audience dans ces couches ouvrières.

Cette audience sera d'autant plus grande si la politique de Front Unique, à la fois, correspond à une volonté d'unité réelle des travailleurs, permet effectivement une défense et une extension des conquêtes obtenues depuis le 25 avril, et, dès lors, met en lumière aux yeux des ouvriers influencés par les réformistes la nature réelle de la politique de leur direction. Avec une telle politique, la contradiction entre une campagne électorale en avril 75, faite sur le thème du contrôle ouvrier, et l'opposition radicale de Soares au développement des CT, aurait éclaté avec plus de force devant des secteurs significatifs d'ouvriers.

En réalité, les contradictions au sein des partis réformistes, n'expriment rien d'autre que la contradiction entre la nature ouvrière de ces partis (liée à leurs origines, leur composition, leurs liens avec les syndicats, etc.) et la politique de leur direction. C'est la nature de cette contradiction qu'il faut absolument savoir saisir, en période de montée révolutionnaire. Ainsi, on évite de se laisser aveugler par la seule orientation des directions réformistes, on peut concentrer son attention sur les profonds réalignements qui se produisent toujours à ces moments, au sein des partis réformistes et qui exigent une tactique précise de la part des révolutionnaires. Evidemment, la contradiction entre nature ouvrière des partis réformistes et politique des directions s'exacerbe pour des raisons objectives qui facilitent le débordement du mouvement de masse des canaux réformistes. Quelles sont-elles ? Dans une période où les rapports de forces sont de plus en plus

favorables à la classe ouvrière, les capitalistes ne sont pas prêts à « concéder » des augmentations de salaires, des diminutions radicales du temps de travail, le contrôle ouvrier dans l'entreprise, d'un côté, et à investir, à installer de nouvelles machines, à développer la production de l'autre côté. On l'a vu au Portugal : face à la montée du mouvement de grève des travailleurs, les patrons font la grève des investissements, ils exportent les capitaux, ils déplacent les machines, ils sabotent ouvertement la production. Au Chili, cela se fit aussi sur une large échelle.

Cette situation suscite une élévation de la riposte ouvrière : occupation d'usines, mesures de contrôle des travailleurs des banques et des entreprises pour empêcher la fuite des capitaux, surveillance des machines, etc. Tout ceci favorise des initiatives de centaines de milliers de travailleurs. Ces initiatives vont au-delà des limites que voulaient imposer initialement les directions réformistes, elles accroissent qualitativement les possibilités d'audience que les révolutionnaires peuvent acquérir alors et elles créent le fondement objectif pour que les révolutionnaires gagnent la majorité des travailleurs à leur projet.

Cette exacerbation de la lutte des classes (grèves ouvrières et grève patronale des investissements) offre l'occasion de réaliser l'unité des rangs ouvriers sur des objectifs de lutte précis (nationalisation sous contrôle ouvrier, plan de lutte, etc...) dans le cadre même des organes d'auto-organisation. La possibilité et la nécessité d'inclure l'ensemble des travailleurs, donc les travailleurs des partis réformistes ou influencés par les partis réformistes, dans ces structures de démocratie ouvrière à la base se manifeste alors conjointement. A ce moment-là, il peut y avoir un saut qualitatif dans le développement de ces organes de front unique par excellence, et leur transformation en organes de pouvoir. La conclusion est dès lors évidente : il faut s'efforcer d'assurer la participation des réformistes à ces comités, même si les directions s'y opposent au début, il faut en aucune mesure opposer les organes d'auto-organisation aux partis réformistes, mais au contraire appeler ces derniers à les renforcer. Evidemment, par exemple, lorsque les travailleurs chiliens, après octobre 1972, inicient leur participation massive aux « cordons industriels », les révolutionnaires ne vont pas attendre que la direction du PS donne son accord. En faisant le maximum pour développer les « cordons industriels », tout en s'adressant au PS, les révolutionnaires créent les conditions les meilleures pour assurer la participation des travailleurs du PS à ces organes, donc pour assurer la participation de travailleurs du PS à ces organes, donc pour assurer l'unité de la classe. Cette dernière ne correspond pas toujours à

l'unité avec les directions réformistes.

Dans le cadre de cette logique d'aiguinement de la lutte de classe se concrétise la combinaison entre les trois éléments que nous avons souligné au début : expériences nouvelles d'auto-organisation, élévation et développement inégal de la conscience de classe, pression à l'unité de la classe, accroissement qualitatif des possibilités d'intervention des révolutionnaires.

QUELLE TENDANCE SYNDICALE ?

I. - SYNDICALISME ET POLITIQUE

A l'époque du capitalisme « pourrissant » où la polarisation de classe s'accroît à l'extrême, luttes politique et économique sont encore plus liées de façon indissoluble qu'auparavant. « Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas de question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier » (3ème congrès de l'Internationale Communiste). Il est donc normal que le débat stratégique qui partage les partis se retrouve d'une manière ou d'une autre dans le syndicat. La « neutralité syndicale » est une hypocrisie cherchant en fait à masquer la subordination du syndicat à l'Etat bourgeois prétendument « neutre ».

2. - RETARD DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Mais pour autant les travailleurs qui adhèrent d'abord et avant tout pour défendre leur pouvoir d'achat, leur condition de travail, leur emploi, n'ont pas forcément une conscience politique, c'est à dire la conscience qu'il ne suffit pas de lutter contre les effets du capitalisme, mais qu'il faut aussi lutter contre le capitalisme lui-même. Pas seulement pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour l'abolition du salariat. Cette conscience, ils l'acquièrent au cours du processus de la lutte de classes elle-même. Parmi ces travailleurs qui ont une conscience de classe, seule une minorité a une conscience révolutionnaire ; comprenant la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois et de son remplacement par l'état ouvrier, beaucoup pensent pouvoir abolir le capitalisme par des réformes.

Donc si on peut de moins en moins séparer lutte économique et lutte politique, pour autant la syndicalisation n'entraîne pas automatiquement la politisation. Celle-ci ne peut se faire que par la participation à la lutte de classes.

3. - AUTONOMIE ORGANISATIONNELLE ET FONCTIONNEMENT FEDERATIF DU SYNDICAT

A) Compte tenu de ce retard dans le développement de la conscience de classe, les travailleurs ne comprendraient pas qu'un syndicat soit subordonné ou affilié à un parti particulier parmi d'autres même si la direction du syndicat est membre de ce parti. Aussi sommes nous pour l'autonomie organisationnelle du syndicat. C'est à dire, que le syndicat est en droit d'exiger des partis que leur activité ne nuise pas au caractère de masse et de classe du syndicat. Par exemple la CGT pourrait très légitimement reprocher au PCF de chercher depuis quelques temps à se substituer à elle en affaiblissant le caractère de masse de la lutte et du syndicat.

b) Compte tenu de l'hétérogénéité du niveau de conscience des syndiqués et compte tenu que la conscience ouvrière ne peut progresser que par l'action collective, le syndicat ne peut fonctionner comme un parti centralisé. Le fonctionnement fédératif assure une liberté d'action à chaque syndicat constitutif dans le cadre des grandes orientations confédérales (syndicalisme de masse et de classe) permettant ainsi aux travailleurs regroupés dans chaque syndicat de faire leur expérience propre « autogérant » leur syndicat.

4. - LES CONSEQUENCES DU FEDERALISME

a) Les confédérations représentent l'association de structures de base (les syndicats) souveraines dans le cadre de



QUELLE TENDANCE ?

structures intermédiaires professionnelles (fédé) ou interprofessionnelles (UL,UD,UR).

b) Les décisions prises par une structure fédérative (par exemple fédé ou union régionale) ne sont pas impératives pour les syndicats qui composent la structure. **Certes le syndicat doit faire connaître la position de la fédération ou de l'union régionale ou de la confédé, mais il n'est pas forcé d'être d'accord avec cette position et peut exprimer publiquement son désaccord.**

Pour que les décisions soient efficaces, il faut donc qu'elles soient prises avec un accord maximum des structures concernées.

c) Puisque le fédéralisme repose sur l'association de structures de bases souveraines, il est capital que ces structures de base, les syndicats, soient les plus démocratiques possibles.

- que leur taille soit suffisamment petite, pour regrouper les travailleurs qui se connaissent et peuvent contrôler quotidiennement leurs délégués (autant que possible au niveau de l'entreprise).

- que le syndicat respecte le partage des mandats. Par exemple, si 30 % des adhérents du syndicat sont pour les comités de grève ou l'augmentation égale, au niveau des diverses instances où il est représenté, le syndicat doit diviser ses mandats en 70 % contre et 30 % pour, afin que les positions confédérales reflètent au mieux les positions de la base du syndicat.

- enfin que le syndicat respecte la démocratie ouvrière : A.G. souveraines avec possibilité pour tous de soumettre des positions au vote de l'A.G., même si le syndicat en tant que tel ne soumet au vote de l'AG que la position majoritaire à l'intérieur du syndicat (mais les minoritaires peuvent soumettre à titre personnel leurs positions au vote de l'A.G., comme tous les travailleurs d'ailleurs).

- que dans la presse interne et publique du syndicat, il y ait des tribunes de débats ouvertes à tous et qu'en particulier les positions syndicales minoritaires soient connues publiquement.

5.- TENDANCE SYNDICALE ET ELECTION DES DIRECTIONS.

a) Mais le fédéralisme ne suffit pas. En effet le mouvement syndical est parcouru par un débat stratégique avec 2 grands clivages historiques : d'une part la trahison réformiste social-démocrate et d'autre part la dégénérescence stalinienne. - il est donc impossible d'arriver à des compromis pour tous au sein de l'organisation syndicale. Le débat stratégique débouche sur différentes conceptions sur la façon de mener la lutte de masse et de

classe.

- il est donc normal qu'à partir des préoccupations immédiates des syndiqués se dégagent au sein des organisations syndicales des tendances « politiques » diverses avec reconnaissance du droit de tendance.

- mais le droit de tendance ne doit pas remettre en cause le fonctionnement fédératif du syndicat : c'est à dire que les tendances doivent être formées non pas par des individus mais par des structures syndicales en désaccord avec d'autres structures syndicales. Dans ces conditions la structure de la tendance serait calquée sur les structures pyramidales du syndicat lui-même. La direction de la tendance serait formée par les instances supérieures minoritaires de l'organisation syndicale et ainsi de suite jusqu'au syndicat de base.

Les droits pour les tendances doivent comporté : le droit à des tribunes libres dans la presse publique et interne ; le droit à des contre textes pour le congrès ; le droit à un certain nombre de réunions de tendance et à un certain nombre de réunions syndicales pour expliquer aux structures non membres de la tendance leurs positions. Ces droits doivent être pris en charge par les structures syndicales elles-mêmes en planifiant un budget pour le droit de tendance notamment à l'occasion de la préparation des congrès.

b) Ainsi la tendance n'est pas une structure séparée du syndicat lui-même, avec sa propre revue, son propre fonctionnement, ce qui tendrait progressivement à en faire un corps étranger au syndicat, mais au contraire elle est calquée sur le syndicat lui-même, reposant sur des structures syndicales s'exprimant dans les revues, journaux et textes syndicaux à tous les niveaux.

- sa plateforme n'est pas celle d'une minorité d'individus élaborant une plateforme révolutionnaire pour recueillir l'adhésion d'autres individus à la tendance (par exemple on pourrait imaginer une tendance regroupant dans la CFDT ou la CGT tous les militants d'extrême-gauche et élaborant un texte de compromis entre les différentes organisations d'extrême gauche : il s'agirait plus d'un front révolutionnaire plus ou moins confus que d'une tendance de masse)

- Au contraire sa plateforme doit être celle que les structures composant la tendance soumettent au vote du congrès confédéral, c'est à dire la plateforme que la tendance propose à l'ensemble des syndicats et pas seulement aux adhérents de la tendance.

Une telle plateforme est donc variable en fonction de la situation politique et du niveau de conscience des travailleurs. Aujourd'hui sans inclure pour autant une compréhension claire de la crise révolutionnaire une telle plateforme devrait indispensablement comprendre : une réponse au problème du

débouché politique aux luttes et une réponse aux tâches d'un gouvernement du PS et du PC pour aller vers le pouvoir des travailleurs.

c) Comment doivent être élues les directions confédérales, fédérales, régionales, etc, en congrès ? ou bien par une représentation des différentes structures composantes ?

- si les directions, par exemple, le conseil d'une fédération est élu en congrès, cela ouvre la voix à toutes les manoeuvres (blocage des votes) permettant aux majoritaires d'éliminer les minoritaires. Dans ces conditions, la seule solution est la représentation à la proportionnelle des tendances.

- la représentation, uniquement à partir des structures composantes (par exemple un représentant par syndicat) limite les manoeuvres majoritaires (si la majorité n'est pas majoritaire dans chaque syndicat) mais enlève au congrès la responsabilité de l'élection de la direction.

- en fait tout dépend de la profondeur des clivages politiques. Si comme à la CFDT il n'y a pas de cristallisation profonde (les révolutionnaires étant trop faibles) une représentation strictement fédérative est souhaitable si les clivages politiques sont profonds (par exemple au Portugal ou à la FEN). Le mieux est de cumuler à la fois les deux systèmes, en assurant une représentation des structures en tant que telles et une représentation à la proportionnelle des tendances sur la base des votes d'orientation au congrès.

Conclusion.

1) La défense de la démocratie syndicale ne peut se résumer à la défense du droit de tendance, elle doit inclure la défense du fédéralisme.

2) Une tendance syndicale ne peut fonctionner comme une tendance dans un parti, en fonction même du caractère de masse du syndicat et de la multiplicité des niveaux de conscience qui y existe.

3) Le refus de la séparation entre lutte économique et lutte politique n'entraîne pas mécaniquement l'idée que le syndicat est indispensablement lié au parti. Au contraire le parti doit respecter l'autonomie organisationnelle du syndicat, condition de son caractère de masse.

4) Ce débat est d'autant plus important que notre conception de fonctionnement du syndicat doit refléter dans une certaine mesure notre conception de la fédération des conseils ouvriers.

NATIONALISATIONS SOUS CONTROLE OUVRIER

Depuis un an, un certain nombre de discussions ont lieu sur le mot d'ordre de « nationalisation sous contrôle ouvrier », mot d'ordre un peu passe-partout offrant une réponse simple aux réformistes : nous c'est « sans indemnité, ni rachat » ! Nous, c'est « par la lutte » ! Nous, c'est « sous contrôle ouvrier » ! ...

En fait si nous ne voulons pas nous contenter d'une propagande abstraite, nous devons discuter beaucoup plus concrètement de l'articulation des mots d'ordre de contrôle ouvrier, de nationalisation, d'expropriation des capitalistes, de gouvernement ouvrier, en distinguant différentes situations

2 situations sont relativement simples :

1) Face aux fermetures d'entreprises en faillite dans le cadre d'un gouvernement bourgeois (ex : Lip)

L'axe de la lutte c'est le contrôle ouvrier, comme mot d'ordre de la lutte (non aux licenciements ! et comme formes d'action (saisie des documents patronaux, forme moderne de « l'ouverture des livres de comptes » - réduction des cadences - occupation avec blocage des stocks - remise en marche de l'entreprise sous contrôle des travailleurs et au profit de la lutte.

- Mais si les travailleurs ne « trouvent » aucun patron volontaire pour « poursuivre leur exploitation » sans licenciement et avec maintien des avantages acquis, alors la seule solution pour eux, c'est de s'adresser au « patron des patrons » et d'exiger la nationalisation sans licenciement et avec maintien des avantages acquis. Mais ce mot d'ordre implique un rapport de force non seulement local mais national.

- Aussi le plus souvent, ce mot d'ordre reste propagandiste, éducatif pour une avant-garde (ex Bretoncelles), mais sans portée pratique susceptible de mobiliser nationalement les travailleurs. Après l'échec des négociations avec Giraud à Lip, il devenait un mot d'ordre intéressant pour mobiliser l'ensemble des travailleurs solidaires des Lips.

- Mais dans cette affaire nous ne créons aucune illusion sur la nationalisation en ré-

gime capitaliste, pour laquelle nous n'avons nulle préférence en soi par rapport à un capitaliste privé. L'important pour nous c'est le contrôle ouvrier sous la forme de « non aux licenciements - Maintien des avantages acquis », pas la forme juridique de la propriété capitaliste. Il serait d'ailleurs abérrant d'assimiler une telle nationalisation à une expropriation et de demander au gouvernement bourgeois d'exproprier tel capitaliste privé ! ... au profit de la classe des patrons !!! Le « sans indemnité ni rachat » devient donc en quelque sorte tactique, en réponse aux gérémiades du gouvernement : les contribuables vont faire les frais de l'entretien de cette entreprise non rentable...etc...

- Ainsi on voit comment s'articule dans une telle situation « contrôle ouvrier » d'une part et « nationalisation » d'autre part. Mais ce mot d'ordre présente un autre avantage si au lieu d'être appliqué cas par cas (Bretoncelles, Lip, Manuest...) il devient une exigence de l'ensemble de la classe ouvrière face à la crise et à la fermeture de nombreuses entreprises : « nous exigeons la nationalisation sans licenciement avec maintien des avantages acquis de toute entreprise en faillite sans solution patronale ». Cela peut devenir un mot d'ordre unificateur pour les dizaines d'entreprises en lutte depuis plusieurs mois, en l'absence de solution « économique ». Cela peut répondre au problème de l'unification des luttes des petites entreprises sur l'emploi (les mini-lips). Les travailleurs peuvent expliquer avec crédibilité : « nous n'avons pas à faire les frais de la crise, que le gouvernement restructure notre entreprise, implante de nouvelles entreprises dans notre ville etc... Nous voulons du travail dans les mêmes conditions. En attendant, qu'il nationalise l'entreprise sans licenciement et avec maintien des avantages acquis ! ». Alors le mot d'ordre de nationalisation peut devenir un mot d'ordre collectif de plusieurs entreprises en lutte soutenu par l'ensemble des travailleurs.

Sur la voie d'une telle mobilisation de masse, se poserait le problème de l'affrontement avec le gouvernement et s'appliquerait la démarche gouvernementale que nous mettons en avant « céder ou céder la place à un gouvernement des

partis ouvriers s'appuyant sur notre mobilisation et répondant à nos revendications ». Et on peut sur ce terrain interpeller concrètement le PC et le PS : êtes vous prêts à satisfaire nos revendications ? (en s'appuyant notamment sur la petite phrase du programme commun stipulant que les travailleurs pourront décider la nationalisation de leur entreprise).

2) Face à un gouvernement que les travailleurs considèrent comme « leur gouvernement »

Nous devons avancer toutes les revendications répondant à l'aspiration des travailleurs au pouvoir. Nous devons nous appuyer sur le sentiment (l'illusion) des travailleurs que le gouvernement est à leur service et plus au service des patrons, pour exiger de ce « faux gouvernement ouvrier » (se contentant de gérer l'Etat bourgeois au prix de quelques réformes) qu'il se comporte comme « un vrai gouvernement ouvrier » (c'est à dire comme un gouvernement ouvrant la voie au pouvoir des travailleurs) ou se démasque pour ce qu'il est ! Nous devons œuvrer à la généralisation du contrôle ouvrier et à partir de cette « dualité de pouvoir dans l'entreprise » poser systématiquement le problème de l'expropriation des entreprises capitalistes, c'est à dire la nationalisation sans indemnité ni rachat. La bataille contre toute indemnité et rachat devient alors une bataille centrale. « Comment ! le gouvernement qui prétend être le gouvernement des travailleurs va encore engraisser les capitalistes ! ».

Le mot d'ordre d'expropriation devient un mot d'ordre d'agitation :

- le patron veut fermer l'usine ou licencier : expropriation !

- le patron a trafiqué ses comptes : expropriation !

- le patron a exporté des capitaux : expropriation !

- le patron a fait grève des investissements : expropriation !

- le patron a organisé le stockage des marchandises : expropriation !

Ainsi, l'ouverture d'une crise pré-

révolutionnaire par la généralisation du contrôle ouvrier débouche concrètement sur l'exigence de l'expropriation. L'expropriation débouche naturellement sur la remise en marche sous gestion ouvrière. Le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière posent concrètement le problème d'une planification décidée centralement et donc le problème de la centralisation des organes locaux de double pouvoir. La centralisation du double pouvoir ouvrant la crise révolutionnaire.

En effet le Portugal nous indique que la voie de la centralisation du double pouvoir a toute chance dans les pays capitalistes avancés de passer par la coordination des comités d'usine au niveau régional, au niveau de branches, jusqu'au niveau national, coordination puis centralisation rendue objectivement nécessaire d'un strict point de vue économique.

Ainsi dans la situation pré-révolutionnaire et révolutionnaire se télescopent les mots d'ordre de contrôle ouvrier - expropriation - gestion ouvrière, expression de la marche vers le pouvoir des travailleurs.

3) Mais nous ne saurions attendre que s'ouvre une telle situation pour commencer à parler concrètement d'expropriation.

Nous devons dès aujourd'hui faire de la propagande concrète pour l'expropriation « de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale, ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasites » comme le dit le programme de transition de Léon Trotsky.

a) En effet si les travailleurs, victimes de l'idéologie dominante, acceptent habituellement la propriété privée des moyens de production, leur conscience est profondément choquée à l'idée des monopoles échappant aux lois du marché (c'est à dire aux règles du jeu !) et procédant de ce fait à une série de manœuvres grossières (surprofit, etc...) ou par l'idée d'entreprises capitalistes privées ne vivant que de subsides de la collectivité (par le biais de la Sécurité sociale ou de subventions de l'Etat). Dans cette révolte de la conscience ouvrière, il y a bien sûr une part de « naïveté » dans la mesure où les travailleurs sont choqués que certains secteurs capitalistes (les plus gros) ne fonctionnent pas selon les normes du capitalisme de concurrence et dans la mesure où ils voient dans l'Etat l'agent de la collectivité et non d'une classe.

Pour combattre ces illusions dont se nourrissent les réformistes, il serait totalement ultra-gauche de répondre sur le thème « Sans socialisme pas de nationalisation ! Nationalisation piège à

cons ! ».

Nous devons au contraire partir de la légitime révolte des travailleurs pour les amener à se poser :

- le problème de l'économie planifiée

- le problème du pouvoir à travers le problème du gouvernement.

Il faut dire : « nationaliser les pétroliers qui font des profits scandaleux grâce à leur situation de monopole ! les trusts pharmaceutiques qui vivent sur les cotisations de la sécurité sociale ! la sidérurgie, l'automobile, l'aéronautique qui vivent des subsides de l'Etat versés par les contribuables !... etc, etc... »

Mais à partir de là nous devons montrer :
1. Comment l'ensemble de l'économie est solidaire : les trusts pharmaceutiques et les trusts chimiques...

2. Comment des nationalisations ne changent rien si elles se situent dans le cadre de l'économie de concurrence par le marché entraînant gaspillage, anarchie, crise et non dans le cadre d'une économie planifiée en fonction des besoins.

3. Que seule une économie planifiée permettrait de définir des choix réels : quel médicament pour quelle maladie ? Quels moyens de transports pour quelle vie urbaine ? Quelle informatique au service de qui ?

4. Que seul un gouvernement des travailleurs pourra prendre les mesures d'expropriation nécessaires contre les capitalistes. « Voilà les mesures que devraient prendre le PC et le PS s'ils voulaient marcher au socialisme, mais le programme commun parce qu'il est seulement « une étape démocratique capitaliste » se limite à 9 nationalisations avec qui plus est, indemnité voire rachat. »

5. Cette propagande doit être faite auprès de l'ensemble des travailleurs lorsque la grande presse fait éclater tel ou tel problème (hausse des prix de l'essence, déficit de la sécu, subvention à Citroën, Dassault...)

b) Mais là encore il faut différencier cette propagande concrète pour l'ensemble de la classe, des mots d'ordre à mettre en priorité en avant dans l'entreprise elle-même : mots d'ordre sur lesquels les travailleurs de l'entreprise concernée peuvent concrètement engager la lutte. Par exemple quand le gouvernement subventionne Citroën qui annonce des licenciements, le mot d'ordre d'action pour l'entreprise ne peut être la propagande (même concrète) pour la nationalisation. Il faut avancer l'axe du contrôle ouvrier (non aux licenciements, ralentissement des cadences, ouverture des documents patronaux...).

A Dassault, l'affaire est encore plus compliquée puisque Dassault reçoit certes de somptueux cadeaux (et particulièrement de la SNIAS, entreprise nationalisée qui licencie !). L'axe concret de lutte chez Dassault est alors le problème des conditions de travail.

Dans les branches comme l'automobile ou l'aéronautique où certains secteurs font plus de 40 heures par semaine, pendant que d'autres secteurs sont au chômage technique, alors même que l'ensemble de ces secteurs dépend directement ou indirectement de « l'Etat patron », un axe d'agitation peut être le partage du travail entre tous les travailleurs de la branche sans diminution de salaire avec comme corollaire l'unification de la branche dans une seule entreprise nationalisée. Mais il est évident qu'il faut que la lutte concrète se développe sur la diminution du temps de travail dans les secteurs qui font plus de 40 heures pour que l'unification puisse se faire et que les travailleurs de secteurs de pointe n'assimilent pas leurs intérêts à celui de l'entreprise (nationalisée pour Renault ou privée pour Dassault).

Notre démarche est donc bien différente de celle des réformistes. En avançant sur l'entreprise essentiellement la propagande générale pour la nationalisation comme substitut aux mots d'ordre immédiats de lutte mobilisateurs pour les travailleurs de l'entreprise concernée, en fait les réformistes dévient le combat des travailleurs vers une propagande électorale. Au lieu d'agir concrètement sur les mots d'ordre de « non aux licenciements », etc... On fait des manifestations, des pétitions, des délégations pour exiger la nationalisation que seul un gouvernement de gauche pourra réaliser... en 78.

Le pire pour nous serait d'opposer à ce réformisme une surenchère propagandiste, en abandonnant également les mots d'ordre immédiats mobilisateurs pour une propagande exclusive pour la nationalisation, mais pas la même !... la vraie !... sans indemnité ni rachat ! et grâce à la mobilisation de l'ensemble des travailleurs, comme en 68, renversant Giscard et le remplaçant par un gouvernement ouvrier des partis ouvriers ! En faisant cela, nous ne faisons que du « réformisme révolutionnaire » ! Le PC dit aux travailleurs « Attendez 78 » et nous disons : « Attendez le nouveau mai 68 ». Et si les travailleurs demandent « mais concrètement que pouvons nous faire ? », le PC répondra « Votez pour la gauche aux prochaines élections et en attendant adhérez au PCF » et nous dirons « Construisez le parti révolutionnaire et commencez par adhérer à la Ligue » !

4) Reste le problème du secteur public et nationalisé

Pour définir dans chaque cas notre position, nous devons tenir compte de deux éléments :

1) Les intérêts des travailleurs de ces

secteurs, la défense de leur unité, de leurs avantages statutaires, de leurs conquêtes syndicales, qui ont souvent été acquis à l'occasion de la nationalisation.

Aussi nous luttons contre la privatisation des secteurs rentables des entreprises nationalisées (PTT, SNCF, EDF...) dans la mesure où elle divise le personnel, vise à terme à rogner les avantages acquis... Mais nous refusons d'enchaîner les formes de lutte des travailleurs à la défense de la gestion de l'entreprise nationalisée.

Ainsi nous préconisons comme forme de lutte la grève active avec par exemple soins gratuits, transports gratuits...etc, permettant la jonction entre travailleurs et usagers alors que le PC refuse souvent cette forme d'action en expliquant qu'elle fait perdre de l'argent à l'entreprise nationalisée, déjà en difficulté et qu'elle fait donc le jeu du gouvernement favorable à la privatisation !

Ainsi le PCF présente toute grève sur Renault comme le résultat d'un « complot » ou d'une « provocation » du pouvoir pour aller vers la dénationalisation ! Ainsi il se prononce contre la grève du samedi dans les PTT pour ne pas gêner les usagers !

2) Les intérêts des travailleurs usagers d'un point de vue de classe.

Et de ce point de vue, il faut distinguer les « services publics » qui répondent à la formation et l'entretien de la force de travail où les travailleurs ont un intérêt immédiat à la « socialisation maximum » garantissant le maximum d'égalité possible en la matière pour eux avec la bourgeoisie (dans le cadre du système capitaliste). Bien sûr l'école publique est une école de classe de même que l'hôpital public, mais les travailleurs ont tout intérêt à défendre le caractère public de l'école et de l'hôpital, plutôt que d'être directement soumis aux intérêts financiers hiérarchisés de l'école privée ou d'une médecine purement libérale, comme aux USA. Mais ceci implique en même temps une lutte contre l'école de classe sans tomber dans l'utopie d'une école ou d'un hôpital neutre.

Il n'en va pas de même dans les PTT, l'EDF ou la SNCF et nous ne devons pas tomber dans la propagande réformiste visant à idéaliser le service public auprès des usagers comme s'il ne s'agissait pas d'entreprises capitalistes !

QU'EST-CE QUE LE FRONT UNIQUE ?

Les révolutionnaires sont très minoritaires dans la classe ouvrière. Comment peuvent-ils arriver à réaliser l'unité de la classe ouvrière nécessaire à sa marche en avant ?

I. L'objectif stratégique : l'unité de la classe ouvrière « sur une base de classe »

En effet, à tout moment le but des révolutionnaires est de réaliser l'unité de la classe ouvrière, de la lutte pour ses revendications immédiates à la lutte pour le pouvoir, sur une ligne « classe contre classe », c'est-à-dire en refusant d'enchaîner la classe ouvrière à la bourgeoisie. En refusant de limiter le mouvement des masses, son action et ses revendications en raison d'un quelconque pacte avec le patronat, les partis bourgeois ou en raison du respect des institutions bourgeoises.

Ceci ne veut bien sûr pas dire le refus de tout compromis avec l'ennemi de classe. Cela veut seulement dire que le compromis n'est pas le but recherché, il n'est que l'amnistie signée transitoirement en fonction du rapport de force momentané.

II. Retard dans la conscience de classe et division politique

Mais si la classe ouvrière a des intérêts communs, les travailleurs n'ont pas une conscience homogène. En effet, l'idéologie dominante étant l'idéologie bourgeoise, la classe ouvrière elle-même est pénétrée par cette idéologie qui obscurcit l'antagonisme de classe et fait accepter à la classe ouvrière dans sa majeure partie la propriété privée des moyens de produc-

tion, la délégation de pouvoir, l'état répressif « au dessus » des classes... comme des choses naturelles.

Ainsi existe-t-il dans la classe ouvrière de multiples niveaux de conscience, des travailleurs qui croient à l'idéologie bourgeoise de la promotion individuelle et refusent y compris l'organisation syndicale, aux militants révolutionnaires qui combattent pour la dictature du prolétariat, en passant par les travailleurs qui ne voient dans le syndicat qu'une défense corporatiste de leurs intérêts et par ceux qui, organisés ou influencés par les réformistes, croient ou espèrent changer la société par des réformes.

Bien sûr, ces niveaux de conscience fluctuent avec le développement de la lutte de classes. Dans une période de montée des luttes, on assiste à un glissement vers la gauche. Une partie de ceux qui espéraient changer la société par des réformes, sont de plus en plus sceptiques et pensent que si les réformes ne suffisent pas, il faudra faire la révolution. Une partie de ceux qui ne voyaient dans le syndicat qu'un outil de défense corporatiste se rendent compte que ce n'est pas suffisant et qu'il faut agir pour « changer de politique ». Une partie des travailleurs inorganisés rejoint l'organisation syndicale.

C'est à ce phénomène complexe qu'on assiste aujourd'hui. C'est ce qui explique, par exemple que la CGT se tasse ou perde des adhérents dans ses bastions mais se développe dans les petites entreprises avec y compris création de nouvelles sections syndicales, c'est ce qui explique aussi les réactions contradictoires observées lors des sempiternelles journées de 24 heures : pour les uns c'est un bradage des luttes, pour les autres, c'est l'occasion de populariser leurs luttes, pour d'autres encore c'est leur première entrée en action...

Mais surtout, on constate un retard dans la conscience de classe, c'est-à-dire un retard de la conscience des travailleurs

sur leur pratique. Des militants peuvent être les plus actifs sur le plan de l'action, y compris proposer des formes d'action dures (occupation, séquestration, auto-défense), voire être favorables aux comités de grève et, par ailleurs, être membres de partis réformistes dont la ligne politique est pourtant contradictoire avec cette pratique.

De l'hétérogénéité de la conscience ouvrière et du retard de cette conscience sur la pratique de classe, nous devons tirer deux leçons :

a) ce qui explique l'existence de plusieurs partis ouvriers, c'est d'abord fondamentalement l'hétérogénéité de la conscience de classe.

Certes, les directions des partis réformistes (PS et PCF) ne veulent pas la révolution, mais leur audience dans la classe ouvrière ne s'explique pas principalement par la force de leur appareil, mais par l'adhésion « spontanée » d'une masse de travailleurs qui ont l'espoir de changer le système grâce à quelques réformes. La masse des travailleurs ne pourra perdre ses illusions que sur la base de la pratique, c'est-à-dire de l'expérience vécue lors de la crise révolutionnaire de l'impossibilité de changer la société en douceur.

b) ce retard dans la conscience explique la fidélité profonde des ouvriers à leurs organisations traditionnelles.

Des travailleurs peuvent être critiques vis-à-vis de leurs directions, voire être catégoriques opposés à elles, agir contradictoirement à leurs consignes, sans pour autant quitter leur parti traditionnel. Comment expliquer ce constat surtout vrai pour les travailleurs les plus âgés ? C'est que les travailleurs se rendent bien compte que leur vieil outil est inadéquat pour l'offensive, espèrent le transformer de l'intérieur sans se couper des travailleurs hésitants dans le parti et des masses qu'il influence.

De plus, si l'heure est à l'offensive, il reste dans l'esprit des travailleurs les plus anciens, le souvenir des longues années de résistance (contre le fascisme...). Aussi ne sont-ils pas prêts à faire le saut légèrement, appliquant en cela l'adage populaire « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Au contraire, ce sont souvent les jeunes travailleurs, sans patriotisme de parti, qui franchissent souvent plus vite les étapes de la prise de conscience, passant de la révolte à la révolution en faisant l'économie du réformisme.

III. La tactique du Front unique : ni une alliance stratégique avec les réformistes, ni un débauchage par une simple mise au pied du mur

a) Cette hétérogénéité et ce retard dans la conscience de classe expliquent la nécessité et la possibilité d'une tactique de front unique. Cette tactique consiste à proposer en permanence l'unité des organisations ouvrières sur des bases mobilisatrices répondant aux aspirations des travailleurs, afin que dans l'action les masses unies fassent un pas en avant, élevant à un degré supérieur leur niveau de conscience et d'organisation.

Il ne s'agit donc pas de proposer l'unité pour l'unité en s'adaptant aux mots d'ordre réformistes car alors l'unité entre les organisations n'entraînera aucun progrès dans le niveau de mobilisation et de conscience de la classe ouvrière. Ou, si elle entraîne un progrès dans le niveau de mobilisation dans une première phase, cela sera sans suite en raison de l'obscurcissement de la conscience de la classe ouvrière par les objectifs réformistes. Il ne s'agit pas non plus de proposer l'unité sur l'ensemble du programme révolutionnaire. Ce serait supposer que la classe ouvrière est capable alors même qu'elle fait confiance majoritairement aux réformistes, d'adopter l'ensemble du programme révolutionnaire !

Il s'agit de proposer l'unité sur la partie du programme révolutionnaire correspondant aux besoins immédiats des larges masses, y compris celles influencées par les réformistes. C'est-à-dire la partie du programme révolutionnaire qui, à un moment donné, peut être reprise par la masse des travailleurs.

b) Le front unique n'est pas une stratégie.

En effet, la stratégie c'est l'objectif : l'unité des travailleurs sur une base de

classe, de la lutte défensive unitaire à la lutte pour le pouvoir. A tout moment, dans les différentes phases de la lutte, sur différents mots d'ordre, l'important c'est de développer l'auto-organisation des travailleurs (des comités de mobilisation - y compris électoraux - aux conseils ouvriers, en passant par les comités de grève et les piquets d'autodéfense).

Pour réaliser cet objectif, l'unité des organisations ouvrières, c'est-à-dire l'unité avec les réformistes est une tactique, le plus souvent nécessaire. Mais si cette tactique ne peut pas, du fait des réformistes, être mise en œuvre, la tâche des révolutionnaires est de tout faire pour réaliser leur but stratégique.

Ainsi, il n'était pas faux en Mai 68 de demander aux organisations réformistes de mobiliser les travailleurs « pour une manifestation de 1 million de personnes devant le Palais Bourbon », mais cela était purement incantatoire et inefficace. Par contre dans la situation précise de l'époque, les barricades étudiantes purent contraindre les réformistes à appeler à la grève générale le 13 Mai (en leur imposant la date, hautement politique, alors qu'ils voulaient manifester le 14 !.. et le trajet de la manifestation passant dans le Quartier Latin, alors qu'ils voulaient un « Bastille-République »).

De même, dans la crise révolutionnaire, quand émergeront les conseils ouvriers, il est vraisemblable qu'au début les réformistes refuseront d'y participer et chercheront à les isoler. La tâche des révolutionnaires sera de les appeler à rentrer dans les comités rejetant la politique ultra-gauche, consistant au contraire à opposer les comités aux partis réformistes, sans comprendre qu'en faisant cela, on oppose l'avant-garde des comités aux travailleurs qui font encore confiance aux partis réformistes, s'interdisant par la même la possibilité de gagner ces travailleurs aux comités, condition pourtant essentielle pour que ces derniers se transforment en organes de pouvoir.

Mais inversement, ce serait une capitulation pour des révolutionnaires de refuser d'impulser ces comités ou de refuser de les coordonner sous prétexte que les réformistes sont contre. Ce serait confondre l'unité avec les organisations réformistes et l'unité de la classe, inverser la tactique et la stratégie, donner pour but à la mobilisation de masse non pas son auto-organisation mais la simple pression sur les directions réformistes pour qu'elles autorisent l'auto-organisation et acceptent la marche en avant de la révolution ! Comme si elles étaient prêtes à le faire et manquaient seulement de bonne volonté !

Etrangement, cet opportunisme caractéristique de l'AJ-S-OCI se retrouve dans la stratégie d'unité populaire proposée par le PSU. En effet, le PSU,



repreant en cela les thèses du PDUP italien, laisse entendre que la seule chance pour les révolutionnaires ultra minoritaires dans la classe ouvrière, c'est d'amener avec eux jusqu'à la révolution non seulement les masses ouvrières mais aussi les partis réformistes ou au moins certains de ces partis (et en l'occurrence les PC). En effet, expliquent les majorités des PSU et PDUP, les PC ne sont plus tenus en laisse par l'URSS, mais ils sont toujours rejetés par la bourgeoisie. Ces conditions créent selon elles, une situation d'instabilité pour ces partis, les rendant vulnérables à la pression des masses, si par ailleurs existe à l'extérieur un parti aiguillon.

Le but du mouvement de masse, n'est pas alors son auto-organisation et au delà son développement en l'Etat des conseils ouvriers, mais la pression sur les partis réformistes excluant toute idée de rupture avec eux, refusant selon l'expression de Rosana Rossanda « de déchirer le tissu unitaire ».

Au contraire, en fonction de leur pratique de collaboration de classe accumulée pendant des décennies et de la bureaucratisation de ces partis, nous pensons qu'ils ne sont pas redressables et qu'en conséquence la rupture avec eux sera inévitable. **Notre tactique de front unique vise non pas à éviter cette rupture mais à faire en sorte que cette rupture ne soit pas l'œuvre d'une minorité mais l'œuvre de l'immense majorité de la classe ouvrière organisée dans les conseils.**

C'est pourquoi si à chaque étape, nous proposons l'unité sur seulement une partie du programme révolutionnaire, nous ne cachons pas l'entièreté de notre programme.

Au contraire, nous combinons l'agitation sur la partie du programme que nous avançons comme objectif immédiat unitaire et la propagande sur l'entièreté de notre programme.

Par exemple, lors de la répression sur l'armée, nous proposons l'unité sur **la libération immédiate des emprisonnés et la levée des inculpations** - objectifs mobilisateurs pour l'ensemble des travailleurs et nous centrons notre agitation sur l'unité nécessaire pour atteindre cet objectif immédiat, mais pour autant nous ne cachons pas le reste de notre programme sur le syndicat de soldats, l'antimilitarisme...

Contrairement au PSU qui, sous prétexte que l'unité devait se faire sur la lutte immédiate contre la répression, louvoyait sur le problème de l'antimilitarisme.

c) Le front unique n'est pas une tactique de débauchage visant à mettre au pied du mur les directions pour « plumer la volaille réformiste ».

Le but du front unique est de faire faire un pas en avant à la classe ouvrière. Les réformistes perdront plus ou moins de plumes selon la façon dont ils s'opposeront à cette marche en avant. Mais l'unité peut aussi leur profiter en faisant avancer vers eux les éléments arriérés jusque là « apolitiques » dont la première prise de conscience peut se faire par le réformisme.

Donc les révolutionnaires doivent mener la tactique de front unique en fonction du but réel (élever le niveau de mobilisation et de conscience de la classe) mais sans avoir l'obsession de démasquer les réformistes. Ceci ne pourrait que souder la base des partis réformistes derrière leur direction, en réaction à ce qu'elle percevait comme une manœuvre.

Ceci implique :

- que les propositions unitaires ne soient pas seulement à la base, mais au sommet et à la base, et même plus précisément au sommet puis à la base afin que les travailleurs n'aient pas le sentiment que le but des révolutionnaires est de les dissocier de leurs directions (ce qui ne peut que faciliter le refus de l'action unitaire par la direction).

- que l'objectif unitaire soit correctement choisi afin qu'il soit perçu comme une réponse réelle aux problèmes vécus par les travailleurs et non comme un moyen de dénoncer les « directions traîtres » (on propose une manif devant le Palais Bourbon, ou on propose des comités unitaires de base, indépendamment des besoins immédiats des travailleurs, les réformistes refusent les propositions, on les dénonce... et on continue).

- que le langage employé soit celui de l'unité, pas celui de la dénonciation. On ne peut pas dire de façon crédible « Arrêtez de trahir ! Unissons-nous pour les 35 heures ou pour la défense des emprisonnés... »

On ne peut pas en même temps traiter les réformistes de traîtres et leur proposer de façon crédible l'unité. Nous savons nous que ce sont des traîtres, mais en quoi faisons-nous perdre un tant soit peu leurs illusions aux travailleurs réformistes en leur répétant que leurs directions sont « veules », « traîtres », « lâches ».

IV. La démarche du Front unique et le problème du « gouvernement ouvrier ».

Les marxistes révolutionnaires luttent pour le pouvoir des conseils, c'est-à-dire pour la dictature du prolétariat (ou « l'autogestion démocratiquement centralisée »). **Mais, tant que les conditions pour la dictature du prolétariat ne sont**

pas remplies, faute d'un réseau de conseils centralisés, les marxistes-révolutionnaires doivent-ils se prononcer contre tout gouvernement des partis ouvriers ? NON, car il est indiscutable que la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers dans le cadre de la démocratie bourgeoise peut permettre de dépasser ce cadre et ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs. Nous serions d'ailleurs prêts à envisager la participation des révolutionnaires à un gouvernement ouvrier avec les partis réformistes à condition qu'un tel gouvernement, loin de respecter les institutions bourgeoises, s'appuie au contraire sur les conseils ouvriers, les coordonne, les centralise et finalement leur « remettent le pouvoir » et que parallèlement il riposte fermement à la réaction de la bourgeoisie en facilitant la désagrégation de son pouvoir économique et militaire par les nationalisations sous contrôle ouvrier, l'organisation autonome des soldats, l'armement du prolétariat. Ces conditions sont loin aujourd'hui d'être remplies et la participation des révolutionnaires au gouvernement (qu'envisage la majorité du PSU) ne peut alors qu'être une caution de gauche impuissante à un gouvernement de collaboration de classe.

Les révolutionnaires doivent-ils alors refuser de soutenir tout gouvernement des partis ouvriers réformistes ? NON, ils doivent soutenir ce gouvernement s'il fait un pas concret dans le sens de la rupture avec la bourgeoisie (ses partis et ses institutions) et s'engage dans la voie du « pouvoir aux travailleurs », c'est-à-dire dans la voie du développement du mouvement de masse et de son auto-organisation.

Donc, nous dénonçons un gouvernement du PS et du PC s'ils s'associent à des partis bourgeois (radicaux de gauche, gaullistes de gauche), s'ils respectent les institutions (constitution de 58, hiérarchie militaire...), s'ils freinent la mobilisation des masses.

Nous l'appuyons au contraire à chaque fois qu'il fait un pas en sens inverse.

Car pour nous, il ne s'agit pas de dire « Traîtres prenez le pouvoir ! Une fois au pouvoir trahissez encore afin de vous démasquer devant les masses, que nous puissions enfin vous déborder ! ». Il s'agit de lutter avec les masses qui font encore confiance au PS et au PC pour qu'un gouvernement PS-PC ne soit pas un « pseudo gouvernement ouvrier » gérant l'Etat bourgeois mais bel et bien un vrai gouvernement ouvrier ouvrant la voie au pouvoir des travailleurs. C'est dans cette lutte commune que les masses perdront leurs illusions sur les réformistes, et marcheront avec ceux qui veulent aller jusqu'au bout : les révolutionnaires.

Bien sûr, aux élections nous devons en règle générale voter pour le PS et le PC,

« sans illusions », mais pour qu'il ne soit pas dit qu'il ait manqué une seule voie révolutionnaire empêchant les masses de faire l'expérience de leurs partis au gouvernement. Cependant notre mot d'ordre de gouvernement ne peut laisser aucune ambiguïté sur la nature du gouvernement que nous sommes prêts à soutenir. Nous ne sommes pas pour un gouvernement PS-PC (même sans les radicaux) mais gardant Giscard et appliquant le Programme commun ! Nous sommes pour un gouvernement PS-PC qui rompt avec la bourgeoisie, avec les radicaux de gauche mais plus encore avec la constitution de 58 (c'est-à-dire refuse de gouverner avec Giscard président) et pour ce faire s'appuie sur la mobilisation des travailleurs en commençant par satisfaire les principales revendications.

Ce n'est qu'à cette condition qu'un gouvernement PS-PC pourra réaliser ce que promet le programme commun lui-même : la marche au socialisme.

V. Tactique de front unique : rapport de force - préalables - compromis

a) La démarche générale du front unique pour pouvoir se concrétiser en une tactique suppose un **rapport de force suffisant entre révolutionnaires et réformistes**. En effet, si les révolutionnaires sont très minoritaires, ils peuvent toujours proposer l'unité, les réformistes ne répondent même pas et les larges masses ignorent complètement les propositions unitaires. Aussi, pour imposer l'unité aux réformistes, les révolutionnaires doivent-ils être capables de prendre des initiatives susceptibles de mobiliser une fraction des masses, créant ainsi un rapport de force permettant l'unité ponctuelle avec les réformistes tant que dure la mobilisation. Ainsi, si la **politique de front unique est une politique permanente, sa réalisation tactique est aujourd'hui partielle, épisodique, fonction du rapport de force conjoncturel**. Mais à chaque fois un coin est enfoncé dans le carcan réformiste faisant évoluer le rapport de force en faveur des révolutionnaires.

b) **Avons-nous des préalables pour réaliser le front unique ?**

Oui, bien sûr :

- que l'accord porte sur les objectifs anti-capitalistes mobilisateurs pour les masses

- qu'aucune entrave ne soit mise à la libre activité des masses et à la libre propagande des organisations signataires.

Qu'en est-il pour la fusion syndicale par exemple ?

Nous sommes pour la fusion syndicale, mais pas n'importe quelle fusion. Nous apporterions un soutien critique à une fusion syndicale bureaucratique réalisée par les appareils **dans la mesure où même dans ces conditions elles favoriseraient la mobilisation des travailleurs**. Face à une telle fusion réalisée dans une crise révolutionnaire et dont le but avoué serait de récupérer, chapeauter, isoler finalement, faire dépérir les conseils ouvriers naissants, nous apporterions un peu de soutien et beaucoup de critiques. Un peu de soutien car une telle fusion serait encore un facteur favorable pour mobiliser l'arrière garde ouvrière mais beaucoup de critiques dans la mesure où les conditions bureaucratiques de la fusion viseraient à renforcer le poids de l'appareil centralisé contre les conseils encore éparpillés.

Dans tous les cas, nous nous battons pour une fusion dans un syndicat démocratique, ce qui veut dire précisément 3 choses :

1) respect du fédéralisme syndical (voir le texte sur le droit de tendance dans les syndicats).

2) Le droit de tendance

3) Le respect de la démocratie ouvrière (A.G. souveraines).

c) **La tactique du front unique implique de savoir comment faire des compromis.**

Refusons nous par principe l'unité si elle ne se fait pas sur des bases que nous proposons ? NON. Tout en la matière est affaire d'opportunité et de rapport de force. Dans tous les cas ce qui nous guide pour apprécier un compromis est la réponse à la question concrète : ce compromis permet-il d'élever le degré de **mobilisation et de conscience des travailleurs auxquels il est censé s'adresser ?**

Par exemple supposons que nous dirigeons un syndicat. Face aux exclusives de la direction CGT à l'encontre des mobilisations, que faire ? Les accepter systématiquement au nom de l'unité syndicale nécessaire ou les refuser systématiquement quitte à rompre l'unité syndicale ? Ni l'un ni l'autre. Pour défendre les revendications, soutenir une grève, nous pouvons accepter, tout en le regrettant, que l'extrême gauche ne soit pas invitée aux réunions unitaires, ni associée à l'organisation de manifestations (si les mots d'ordre sont par ailleurs corrects) ; mais s'il s'agit de défendre l'extrême-gauche victime de la répression, nous devrions refuser toute exclusive contre ceux qu'on prétend défendre (ex : dissolution de la Ligue Communiste ou assassinat de militants du FRAP).

Il n'y a donc pas de recette miracle, mais, à chaque fois que les révolution-

naires avancent un mot d'ordre, proposent une initiative, ils doivent se demander : est-ce que cela fait avancer ?

1) la mobilisation

2) le niveau de conscience des travailleurs auxquels il s'adressent

Si non, ils doivent modifier leurs mots d'ordre ou leurs propositions, ou les expliquer, ou avancer des mots d'ordre intermédiaires.

Il ne s'agit pas d'avoir une démarche qui nous fait plaisir, il s'agit d'être compris de ceux qui ne partagent pas notre démarche, ceux qui pourtant feront la révolution.

SYNDICALISME ET POLITIQUE : LES PRINCIPALES ORGANISATIONS D'EXTREME-GAUCHE



EXTREME-GAUCHE ET SYNDICALISME

L'orientation et la pratique syndicales des organisations politiques sont, pour nous, de la plus haute importance. Ce qui, en dernier ressort, les détermine, c'est leur conception de la conscience de classe, de son évolution et de sa formation (et en conséquence du réformisme; des rôles respectifs du parti, du syndicat et des structures d'auto-organisation; de l'unité des travailleurs, etc).

La « politique syndicale » des organisations politiques constitue un test décisif de leurs capacités à se lier aux mouvements de masses, et de leur compréhension de la marche au socialisme (prise du pouvoir, rythmes de la lutte de classes, organisations de masses). Elle peut être examinée à partir de quelques problèmes clefs :

- l'unification des masses, l'unité syndicale
- les rapports entre parti et syndicat
- la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière (problème de l'auto-organisation de son rôle)
- l'évolution (la « recomposition ») du mouvement ouvrier.

Sur toutes ces questions, les positions ne sont pas figées; nous mêmes, nous avons évolué beaucoup depuis 1968. Aussi il faut comprendre que l'orientation et la pratique actuelles des organisations sont le produit d'une évolution et qu'elles peuvent évoluer. A nous alors de savoir montrer ce qu'il est possible de faire; à nous de prouver par la pratique et par le débat comment peuvent se regrouper les forces en vue de la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes !

Parti socialiste unifié

L'évolution de la « politique syndicale » du PSU doit être examinée à la lumière des débats et changements qu'il a connus ces dernières années.

a) Après 68, beaucoup de militants CFDT ont adhéré au PSU et beaucoup (la quasi totalité) des militants ouvriers du PSU ont adhéré à la CFDT. Apparaissant en 68 comme la seule organisation d'extrême gauche ayant une audience nationale et une implantation substantielle dans les entreprises, le PSU a regroupé bon nombre de jeunes militants syndicaux cherchant une alternative au réformisme, et notamment au PCF. De cette époque le PSU conserve un nombre important de militants syndicaux expérimentés, sensibles aux mouvements de radicalisation des travailleurs. Mais :

- la conception du PSU selon laquelle la conscience de classe progresse de façon globale et linéaire (qui le conduit à croire qu'il est possible d'entraîner le PCF sur la voie révolutionnaire, pourvu qu'il existe un mouvement de masse suffisant).

- Sa vision de la recomposition du mouvement ouvrier, surtout à partir de la CFDT,

- Et sa conception du « parti-mouvement », organisation fédérant les autogestionnaires, l'ont conduit à privilégier la structure syndicale par rapport à la section syndicale, et à entretenir des liens amicaux avec la direction de la CFDT; ceci aboutissant souvent à ce que les militants du PSU prennent des responsabilités syndicales plus par souci de relations d'appareil à appareil, que par souci de favoriser l'éducation de la masse des syndiqués.

b) L'évolution récente du PSU (départ de la tendance Rocard au PS) l'a conduit l'an dernier à amorcer une réorientation de son intervention syndicale. En effet, beaucoup de responsables syndicaux, militants du PSU (exemple fédé CFDT PTT) ont rejoint le PS. Cette évolution a fait apparaître la difficulté qu'il y avait à contrebalancer le poids de la direction confédérale, maîtresse de l'appareil syndical. Le changement des rapports de forces internes à la CFDT a ainsi conduit le PSU à approfondir sa réflexion sur la façon dont une orientation de lutte de classes pouvait devenir majoritaire dans les syndicats. L'expérience prouvait alors que cela passait par une réelle coordination des structures syndicales ayant une orientation et une pratique « de lutte de classes »: c'était la perspective d'une tendance syndicale qui était adoptée par la conférence nationale d'entreprises du PSU (avril 75).

Mais avancer sur une telle voie, c'était inévitablement se poser la question: « Avec qui ? » Et de fait cette orientation nouvelle créait un déséquilibre par rapport à la ligne politique du PSU, entre la gauche et l'extrême gauche (car évidemment aucun courant réformiste ne pouvait être partie prenante d'une telle tendance !).

C'était s'acheminer vers une rupture durable avec les réformistes, et devoir resserrer ses liens politiques avec l'extrême-gauche, et notamment la LCR. La direction du PSU n'était pas prête à modifier à ce point son orientation: aussi a-t-elle fait machine arrière, laissant aux oubliettes la tendance syndicale.

c) La conception du parti qu'a le PSU permet, en son sein, des pratiques différenciées: il n'y a pas uniformisation des pratiques de ses militants. Autant certains adhérents du PSU peuvent-ils être liés à l'appareil syndical (CFDT), autant de nombreux militants du PSU peuvent-ils avoir une pratique qui (sur les plans de l'unité syndicale, de la démocratie syndicale et ouvrière, et de la façon de regrouper les forces du courant lutte de classes) est très voisine de celle que nous voulons promouvoir. Devant l'accroissement du nombre de militants syndicaux qui sont à la recherche d'un outil révolutionnaire pour aller au socialisme, il est d'une grande importance de pouvoir avoir une coordination dans la pratique avec les militants du PSU, et de poursuivre la discussion sur :

- l'unité syndicale CGT-CFDT
- Les rapports entre partis et syndicats
- La perspective politique qu'il faut proposer dans le mouvement syndical.

Cela peut permettre une avancée significative des idées révolutionnaires parmi les travailleurs.

Lutte Ouvrière

A l'opposé du PSU, qui a tendance à escamoter le parti face au syndicat, « Lutte ouvrière » a tendance à escamoter le syndicat face au parti.

Pour LO tout se passe comme si le syndicalisme ouvrier authentique n'existait réellement que lorsque LO y a conquis une audience dominante.

D'un passé (avant 68) où il était très difficile d'être un militant ouvrier révolutionnaire LO a gardé le souci opiniâtre d'être toujours avec la masse des travailleurs. Mais cette qualité incontestable de LO a son revers : elle se traduit par une adaptation au niveau de conscience moyen des travailleurs.

LO a une compréhension mécanique de la formation de la conscience de classe. D'un côté il y a les ouvriers révolutionnaires (LO et ses sympathisants) et de l'autre ceux qui sont influencés par des idées bourgeoises (celles que propagent les réformistes) ou petites-bourgeoises (celles que propagent les organisations d'extrême-gauche). Alors :

— lorsque les travailleurs ne sont pas en lutte, il faut se montrer bons militants ouvriers pour gagner leur sympathie, quitte à se plier au niveau moyen du syndicat, sans critiquer la direction réformiste,

— lorsque les travailleurs mènent une lutte gréviste, c'est de leur accession à la conscience révolutionnaire qu'il s'agit directement ; il faut souffler sur la flamme à pleins poumons pour allumer l'incendie, en faisant de la surenchère sur les formes de lutte ;

— et lorsque les ouvriers révolutionnaires ont conquis une position syndicale, il faut la défendre par tous les moyens (même au prix de la scission !) contre la bureaucratie réformiste.

Cette conception de la conscience de classe permet aux militants de LO d'être réceptifs à la radicalisation de la masse ouvrière ; mais en revanche elle leur interdit une perception suffisante des différenciations qui s'opèrent parmi les travailleurs, du point de vue de leur conscience de classe (émergence d'une avant-garde ouvrière, ruptures partielles avec le réformisme, etc.).

Aussi cela conduit les camarades de LO à avoir une conception utilitaire du syndicat ; celui-ci n'est pas une « école du socialisme », c'est une organisation de défense des travailleurs et un vivier pour le parti :

— peu importe la confédération pourvu qu'elle se réclame du mouvement ouvrier (que ce soit la CGT, la CFDT ou FO) ; la priorité à la CGT vient de son implantation majoritaire, mais en cas d'exclusion FO sera en général choisi, parce que les révolutionnaires n'y sont pas trop inquiétés ;

— la démocratie ouvrière est avant tout

un moyen de contrebalancer l'influence des réformistes (ex : les Comités de grève sont conçus comme moyens de déjouer les manœuvres des bureaucrates, et non d'abord comme un moyen d'éducation de la masse des travailleurs) ;

— la lutte pour l'unité syndicale ne peut être qu'une convergence qui se réalise à partir des sections syndicales avancées (où les révolutionnaires sont puissants) et toute démarche unificatrice est subordonnée au poids acquis par les révolutionnaires.

Cette subordination du syndicat au parti trouve sa conclusion dans la conception qu'a LO de la tendance syndicale. Il ne saurait être question pour LO de s'inscrire dans la perspective de la tendance syndicale ; car sa conception des rapports parti-syndicat, issue elle-même de sa vision du mouvement révolutionnaire (où seule LO représente le prolétariat révolutionnaire), ne conduit qu'à une seule conclusion : tout ce qui ne renforce pas directement les ouvriers révolutionnaires (LO) n'est qu'une volonté de compromis avec la bureaucratie syndicale, ou avec les composantes petites-bourgeoises, l'extrême-gauche. Ne pas lutter pour la reconnaissance du droit de fraction, c'est se désarmer par rapport à la bureaucratie, c'est déjà un peu capituler...

La subordination du syndicat au parti, et le type de réponse politique qu'il faut savoir avancer dans l'organisation syndicale, à chaque étape de la lutte, sont les 2 questions qu'il est le plus nécessaire d'approfondir avec les camarades de Lutte ouvrière.

Révolution !

A la différence de LO qui a tendance à se modeler sur le niveau de conscience moyen des travailleurs, « Révolution ! » a tendance à se modeler sur la fraction la plus avancée des travailleurs.

Révolution ! a été fondée et s'est construite à partir d'un projet politique délimité : « Dégager la gauche » (= ceux qui rompent avec le réformisme).

Au départ (71-73) Révolution ! voyait cette « gauche » essentiellement « dans et hors les syndicats ». Une partie était dans les syndicats (militants syndicaux rompant avec le réformisme) et une autre à l'extérieur (ceux qui refusaient le cadre syndical parce que dominé par les réformistes).

Mais la progression de la radicalisation ouvrière a ôté toute réalité à ce projet initial. En effet c'est essentiellement à l'intérieur du mouvement syndical que de nouveaux travailleurs rompaient avec le réformisme.

En conséquence Révolution ! a sensiblement déplacé le lieu où « se dégageait la gauche » pour le situer principalement à l'intérieur de la CFDT.

La démarche syndicale des camarades

de Révolution ! reste au fond toujours la même : le syndicat est utilisé de façon « tacticienne » pour permettre que s'exprime (apparaisse de façon autonome) la « gauche » ouvrière.

Cela conduit les camarades de Révolution ! à avoir des pratiques différenciées, selon les rapports de forces :

EXTREME-GAUCHE ET SYNDICALISME

— lorsque la « gauche » est ultra-minoritaire (et que Révolution! a peu de poids) peu importe comment, mais il faut lui permettre de s'exprimer pour grossir; cela peut conduire les camarades à une pratique de clivage politique à tout prix, ayant pour effet de scissionner le syndicat (le risque est considérable: il peut dégoûter de nombreux travailleurs de l'action syndicale).

— mais lorsque la « gauche » acquiert une implantation significative, cela peut conduire les camarades de Révolution! à esquiver les débats nécessaires avec la majorité réformiste, pour ne pas perdre le « levier » que constituent les responsabilités syndicales acquises.

La conception qu'a Révolution! de la formation de la conscience de classe met l'accent sur la rupture de certains militants avec la pratique réformiste. Mais cette rupture est conçue de façon simpliste: il y a d'un côté les réformistes et de l'autre ceux qui rompent (la « gauche »). Cela aboutit à beaucoup de sectarisme (pour ne pas laisser étouffer la « gauche ») et de l'opportunisme (absence de bataille éducative au sein de la « gauche » sur la nécessité de l'unification de tous les travailleurs, tels qu'ils sont organisés, et sur la façon de rompre systématiquement avec le réformisme).

Ainsi, cela conduit les camarades à une conception erronée de la démocratie syndicale, et de la façon de la développer: il ne suffit pas d'élire une « direction démocratique » à un syndicat pour que celui-ci devienne démocratique; c'est au contraire d'abord par l'apprentissage, « par la base », de la démocratie ouvrière que le syndicat peut progresser, et en aucun cas sur le mode du « centralisme démocratique ».

Bien qu'étant sensible à la radicalisation des couches les plus avancées de la classe ouvrière, Révolution! n'arrive pas à maîtriser les rapports parti-syndicat. Un esprit scissionniste, le refus d'engager la lutte pour l'unification syndicale, et une très grande difficulté à impulser une pratique collective dans les structures syndicales, pèsent beaucoup sur les possibilités des camarades de Révolution! dans le mouvement syndical. Ce sont les enjeux les plus importants du débat que nous devons avoir avec ces camarades.

L'OCI

Autant pour Révolution! le mouvement ouvrier c'est surtout sa fraction la plus avancée, issue de l'après-Mai 68, autant il semble que pour l'OCI l'histoire du mouvement syndical se soit figée depuis très longtemps. Ainsi l'OCI s'obs-

Des organisations ici concernées, l'OCI est certainement la plus imperméable à la radicalisation des travailleurs. Pour les camarades de l'OCI, ce qui bloque toute activité révolutionnaire des masses, ce sont les 2 principaux « verrous » que se sont constitués l'Eglise par la CFDT et les stalinien par la CGT.

La recherche de l'unité n'est pour l'OCI qu'une tactique de dénonciation des directions réformistes (Cf. les pétitions diverses, au contenu minimum acceptable par tous, que l'on retrouve avec surprise dans « Informations ouvrières, tribune libre (?) de la lutte de classes », organe de l'OCI). La pratique syndicale des camarades est toute orientée vers ce but simple: démasquer les traîtres, apôtres de Staline (PC-CGT) et du Christ (CFDT, Charles Piaget, etc...); et pour eux la démocratie syndicale et ouvrière n'a de raison d'être que dans la mesure où elle peut servir cette politique.

Mais il faut souligner que la bureaucratie sociale-démocrate de FO, laissant plus de marches de manœuvres à l'OCI, ne souffre pas des mêmes faveurs (les militants FO de l'OCI ont voté le rapport moral de Bergeron au dernier congrès de FO... alors que près de 40 % des congressistes CFDT l'ont refusé à Maire!).

Il est souvent très difficile, voire lassant, de rechercher une pratique coordonnée avec les camarades de l'OCI; mais cela ne doit pas nous conduire à répondre au sectarisme par le sectarisme.

La recherche de l'unification des travailleurs, malgré leur division politique (diversité des courants du mouvement ouvrier) et leur différenciation sociale (divers niveaux de conscience, problèmes des rapports avant-garde/masses etc.), ainsi que la compréhension du renouvellement du mouvement ouvrier, sont 2 types de problèmes qu'il est nécessaire d'approfondir avec les camarades de l'OCI.

Notre propre évolution

a) Dans l'immédiat après-Mai 68 nous avons une conception assez simpliste du syndicalisme et des rapports parti-syndicat.

Contre le « spontanisme » (refusant le syndicalisme parce que dominé par les réformistes) qui faisait rage dans l'extrême-gauche nous avons une boussole:

— la nécessité de tenir tête aux réformistes partout où ils étaient présents, et donc la nécessité de l'intervention dans les syndicats ouvriers;

— la compréhension d'une recomposition du mouvement ouvrier.

Mais en revanche nous avons une conception mécanique des rapports parti-

craties syndicales, nous n'étions pas loin d'adopter, dans les faits, la conception selon laquelle le mouvement de masse doit dépendre **organisationnellement** des représentants des intérêts historiques du prolétariat, le parti révolutionnaire.

b) La recomposition du mouvement syndical, l'expérience des tendances dans la FEN, et une première accumulation d'expériences dans la CGT et dans la CFDT nous ont conduit à réviser notre orientation. La nouvelle orientation reposait sur:

- 1) La nécessité de l'autonomie organisationnelle stricte du syndicat par rapport aux partis

2) La perspective d'une tendance syndicale regroupant non pas les seuls marxistes révolutionnaires et ceux qui adoptent une orientation et une pratique de lutte de classe, mais aussi les instances de masse qu'ils ont gagné à cette orientation.

3) La nécessité de l'unité syndicale, vers la fusion des confédérations, dans le respect de la démocratie syndicale.

4) La nécessité d'une lutte constante pour la démocratie ouvrière (Cf. notamment la question des « comités de grève », que nous avons parfois posée de façon mécaniste).

c) L'expérience accumulée nous a conduit, dans une troisième étape, à approfondir cette orientation et à la préciser sur plusieurs plans :

— la formation de l'Union de la gauche, par la signature du Programme commun, posait en termes nouveaux la réponse politique qu'il était nécessaire de faire valoir dans le mouvement syndical (problème du débouché politique des luttes).

— la manipulation de la CFDT par la direction Maire (Cf. Assises du socialisme), la multiplicité des courants politiques présents dans la CFDT notamment, les expériences de direction de structures syndicales par des militants révolutionnaires, nous ont conduit à préciser dans quelle perspective nous nous plaçons pour ce qui est de la démocratie syndicale. Cette perspective est celle du **fédéralisme syndical**, c'est-à-dire : 1) le respect des structures syndicales (et non le fonctionnement de « tendances institutionnalisées », comme dans la FEN, qui passent par-dessus les structures). 2) le refus pour l'organisation syndicale d'un centralisme démocratique qui ne peut convenir pour une telle organisation (Cf. les divers niveaux de conscience, et la nécessité d'un syndicalisme de masse). 3) la conviction que les responsables syndicaux ne sauraient être élus uniquement à partir de leurs idées, mais surtout à partir de leur pratique quotidienne, telle qu'elle peut être appréciée par les militants dans les structures.

L'action syndicale des militants d'extrême-gauche : les enjeux

De plus en plus les militants et responsables syndicaux recherchent une force révolutionnaire crédible, une alternative efficace au réformisme. Cela fait porter une lourde responsabilité sur tous ceux qui luttent sincèrement pour le pouvoir des travailleurs. S'ils ne sont pas capables de prouver, notamment dans l'action quotidienne, qu'une alternative révolutionnaire est possible, c'est une lourde hypothèque qui pèsera sur la future crise révolutionnaire.

Aujourd'hui la présence d'un grand

nombre de militants de différentes organisations dans les sections syndicales peut ainsi conduire à un affrontement politique feutré et permanent. Cela risque de détourner de nombreux travailleurs du syndicalisme, et de nombreux militants syndicaux d'une extrême-gauche incorrigible dans son sectarisme ou sa division. Aussi l'une des questions les plus importantes aujourd'hui est celle de **l'impulsion d'une pratique collective dans le syndicat**, qui démontre dans la pratique ce qu'apporte la démocratie syndicale, face aux manipulations bureaucratiques.

Mais l'enjeu c'est aussi la capacité à faire valoir, dans chaque situation, **une alternative de classe et de masse au réformisme**. C'est savoir expliquer pourquoi et comment la pratique aujourd'hui dépend des buts, du socialisme demain. La réponse révolutionnaire doit ainsi être à même d'approfondir l'unité des travailleurs, tout en indiquant avec précision la voie qui mène à la révolution socialiste.

Un mauvais exer le 1er Mai à Paris..

Le 1^{er} Mai 76 a été un révélateur des difficultés de l'extrême-gauche dans sa « politique syndicale ».

— **Le PSU** a refusé de former un cortège politique. Ses militants étaient dans leurs cortèges syndicaux, sans pouvoir affirmer l'alternative politique nécessaire à l'orientation actuelle des directions ouvrières.

— **LO** n'a pas non plus formé de cortège politique autonome. N'étant pas « invité » à la manifestation de l'après-midi, et constatant l'impossibilité de faire une manifestation significative le matin, LO a appelé ses militants à rejoindre le cortège CGT-CFDT. Mais les militants FO de LO n'ont pas proposé jusqu'au bout la recherche de l'unité ; au lieu d'appeler les sections et syndicat FO (notamment où LO est influente) à rejoindre, pour l'unité, le cortège majoritaire CGT-CFDT, LO s'est tenue à un prudent silence... sans que ses militants participent au petit cortège FO du matin.

— **Révolution !** ne voyant pas se réaliser son projet de manifestation séparée des révolutionnaires le matin, a tenté d'imposer, de façon manipulateur (sans être mandaté), des mots d'ordre « radicaux » aux cortèges syndicaux.

— **Quand à l'OCI** : absente aussi l'après-midi en tant qu'organisation, elle n'a pas hésité à recommander à ses militants FO de participer au cortège de division du matin, ils en assuraient le service d'ordre !

Cette incapacité à comprendre : — que pour l'unification des travailleurs, il était impensable de manifester ailleurs qu'avec leur large masse, présente au sein de la manifestation appelée par la CGT et la CFDT.

— et que face à la situation politique, il était impensable qu'aucune organisation politique n'y affirme les réponses nécessaires, pour mettre bas le régime Giscard-Chirac

démontre à l'évidence que l'apprentissage politique de l'extrême-gauche n'est pas terminé. La clarification qui a pu s'amorcer ces dernières années est loin d'être suffisante. C'est notre responsabilité de savoir l'approfondir pour que se développe dans le mouvement syndical une alternative révolutionnaire, réellement de classe et de masse.